AMF-UMOA

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS DE L'UNION MONÉTAIRE OUEST AFRICAINE

Secrétariat général

Avenue Joseph ANOMA
01 B.P. 1878 Abidjan 01/Côte d'Ivoire
TEL.: (225) 27 20 21 57 42 / 27 20 31 56 20
Fax : (225) 27 20 33 23 04

DEFINITION D'UNE APPROCHE PERTINENTE POUR LA VULGARISATION DE LA CULTURE BOURSIERE SUR LE MARCHE FINANCIER REGIONAL DE L'UMOA

RAPPORT FINAL

Equipe de consultants

Pr Somlanare Romuald KINDA
Enseignant Chercheur / Maitre de Conférences, Agrégé des Sciences Economiques et de Gestion / CAMES
Université Thomas Sankara / Burkina Faso
E-mail: kindaromuald@gmail.com
03 BP: 7210 Ouagadougou 03, Burkina Faso
Tel: +226 62 08 33 47 / 65 78 81 84

&

Dr Jean de Dieu GOUMBRI
Enseignant Chercheur Université Norbert ZONGO / Burkina Faso

Avril 2025

SOMMAIRE

RESUME EXECUTIF 7
INTRODUCTION 11
I. METHODOLOGIE DE L'ETUDE 13
II. ANALYSE DU CONTEXTE SOUS RÉGIONAL ET INTERNATIONAL 18
III. PRÉSENTATION DU MARCHÉ FINANCIER RÉGIONAL (MFR) 31
IV. ETAT DES LIEUX DU NIVEAU DE LA CULTURE BOURSIÈRE DE LA.....40
POPULATION CIBLE 40
V. PRINCIPAUX FREINS À LA CULTURE BOURSIÈRE 53
VI. ACTIONS DE SENSIBILISATION GRAND PUBLIC.....61
VII. IDENTIFICATION DE MODULES ET DE PLAN DE FORMATION.....66
CONCLUSION GENERALE.....79
BIBLIOGRAPHIE 82
ANNEXE 84

SIGLES, ABREVIATIONS ET ACRONYME

SIGLES	SIGNIFICATIONS
AA	Apporteurs d'Affaires
ADI	Académie Des Investisseurs au Burkina Faso
AMF-UMOA	Autorité des Marchés Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africain
ANB	Antennes Nationales de la BRVM
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BRVM	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
BVA	Bourse des Valeurs d'Abidjan
CBT	Centre Béninois de Trading
CREPMF	Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers
DC/BR	Dépositaire Central-Banque de Règlement
FCP	Fonds Communs de Placement
FCPE	Fonds Communs de Placement d'Entreprise
FIP	Fonds d'Investissement de Proximité
FMI	Fonds Monétaire International
GAB/DAB	Guichet Automatique de Banque/Distributeur Automatique de Billets
LSEG	London Stock Exchange Group
MFR	Marché Financier Régional
NTIC	Nouvelles Techniques de l'Information et de la Communication
OPCVM	Organismes de Placements Collectifs en Valeurs Mobilières
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PVD	Pays en Voie de Développement
SFI	Société Financière Internationale
SGI	Sociétés de Gestion et d'Intermédiation
SGO	Sociétés de Gestion d'OPCVM
SGP	Sociétés de Gestion de Patrimoine
SICAV	Sociétés d'Investissement à Capital Variable
SOAGA	Société Ouest-Africaine de Gestion d'Actifs
SONATEL	Société Nationale de Télécommunication du Sénégal
SP	Sociétés de Patrimoine
TBS	Taux de Bancarisation Strict
TCC	Teneurs de Comptes Compensateurs
TGSFd	Taux global de Pénétration Démographique des Services Financiers
TGSFg	Taux Global de Pénétration Géographique des Services Financiers
TGUSF	Taux Global d'Utilisation des Services Financiers
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine
WSF	World Street Forex

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Objectifs spécifiques et résultats attendus....13
Tableau 2 : Échantillonnage prévu....14
Tableau 3 : Répartitions du nombre de personnes enquêtées par pays....15
Tableau 4 : Evolution du taux de bancarisation dans les différents pays de l'UEMOA....24
Tableau 5 : Taux d'urbanisation des pays de l'UEMOA en 2023....29
Tableau 6 : Taux de chômage et population active dans l'UEMOA en 2022....29
Tableau 7 : Principales missions des acteurs du Marché financier régional....34
Tableau 8 : Evolution du marché financier de la BRVM....37
Tableau 9 : Détails sur la situation des comptes de la clientèle par conservateur par pays de la zone UEMOA au 31 mars 2024....41
Tableau 10 : Evolution comparée entre le taux d'inclusion financière et le niveau d'introduction à la bourse .... **Erreur ! Signet non défini.**
Tableau 11 : Principales Structures formatrices identifiées....66
Tableau 12 : Principaux thèmes identifiées par les enquêtés....67
Tableau 13 : Besoins de formation identifiées....68
Tableau 14: Modules et thématiques identifiés selon les cibles....70
Tableau 15: Plan de formation....74

LISTE GRAPHIQUES

Graphique 1 : Répartition des enquêtés selon l'âge 15

Graphique 2 : Niveau d'étude 16

Graphique 3 : Profil professionnel 16

Graphique 4 : Evolution du taux de croissance du PIB et du taux d'inflation 19

Graphique 5 : Evolution du taux de croissance réel du PIB (en %) de l'UMOA 20

Graphique 6 : Evolution du déficit commercial de l'UMOA (2010-2022).....20

Graphique 7 : Evolution du taux d'inflation dans la zone UEMOA. 21

Graphique 8 : Evolution des finances publiques dans l'UEMOA (2010-2022).....22

Graphique 9 : Evolution de la dette publique dans l'UEMOA 22

Graphique 10: Evolution du taux global de pénétration démographique des services financiers dans l'UEMOA de 2010 à 2022 23

Graphique 11 : Evolution du taux global de pénétration géographique des services financiers (TGPSFg) 23

Graphique 12 : Evolution des taux de bancarisation strict dans l'UEMOA (en %) de 2010 à 2020 .24

Graphique 13 : Evolution du taux global d'utilisation des services financiers dans l'UEMOA (en %) 25

Graphique 14 : Evolution de l'indice synthétique d'inclusion financière dans l'UEMOA de 2010 à 2022 26

Graphique 15 : Indice synthétique d'inclusion financière par pays en 2012 et en 2022 26

Graphique 16 : Population total des pays de l'UEMOA 28

Graphique 17 : Taux brut de scolarisation primaire dans l'Espace UEMOA en 2021.....30

Graphique 18 : Taux d'alphabétisation des adultes dans l'Espace UEMOA en 2021.....30

Graphique 19 Evolution de la capitalisation boursière dans l'UEMOA (2010-2022).....37

Graphique 20 : Evolution du niveau de liquidité de la BRVM 39

Graphique 21 : Evolution de l'encours de la dette sur le marché régional (milliards FCFA et % du PIB) 39

Graphique 22 : Évolution de la composition de la dette.....39

Graphique 23 : Evolution des comptes titres de la clientèle de 2022 à 2024.....40

Graphique 24 : Situation des comptes de la clientèle par conservateur par pays de la zone UEMOA au 31 mars 2024 41

Graphique 25 : Evolution de l'inclusion financière et détention des comptes titres dans l'UEMOA 42

Graphique 26 : Principales motivations qui ont incité à investir à la bourse 43

Graphique 26 : Niveau des placements en bourses des enquêtés, selon qu'ils ont été formés ou non 44

Graphique 27 : Niveau des placements en bourses des enquêtés, selon le profil professionnel 44
Graphique 28 : Niveau des placements en bourses des enquêtés, selon le sexe 45
Graphique 29 : Secteurs d'activités investis actuellement 45
Graphique 30 : : Produits boursiers détenus 45
Graphique 31 : Répartition des enquêtés selon le patrimoine boursier 46
Graphique 32 : Connaissance des acteurs du marché financier régional 47
Graphique 33 : Connaissances des acteurs du marché financier régional, selon qu'ils ont été formés ou non 47
Graphique 34 : Définition de la bourse selon les enquêtés 48
Graphique 35 : Définition de la bourse par les enquêtés, selon qu'ils ont été formés ou non 49
Graphique 36 : Facteurs d'aide à la décision en matière de placements boursiers 49
Graphique 37 : Orientation vers les placements 50
Graphique 38 : Actions prises personnellement pour investir en bourse 50
Graphique 39 : Méthode de choix des investissements par les enquêtés 51
Graphique 40 : Sources d'information ayant permis la prise de décision 51
Graphique 41 : Principales raisons de découragement d'investissement à la bourse 52
Graphique 42 : Principaux facteurs politiques qui affectent la culture boursière 57
Graphique 43: Principaux facteurs économiques qui affectent la culture boursière 58
Graphique 44 : Principaux facteurs socio-culturels qui affectent la culture boursière 60
Graphique 45 : Principaux facteurs organisationnels/institutionnels qui affectent la culture boursière 60
Graphique 46 : Principaux canaux de communication appropriés pour la mise en œuvre de ces actions 63
Graphique 47 : Durée de la formation 67
Graphique 48 : Besoins de formation sur l'éducation financière 68

RESUME EXECUTIF

L'objectif principal de l'étude est de proposer des actions et des modules de formation /sensibilisation adaptés aux différentes cibles (publics et acteurs du marché financier régional) dans la zone UMOA. Il s'agit essentiellement de (i) faire l'état des lieux du niveau de la culture boursière de la population cible, (ii) d'identifier les principaux freins à la culture boursière, (iii) de proposer des actions de sensibilisation du grand public, (iv) de proposer des modules de formation de groupes spécifiques et (v) de définir un plan de formation.

La méthode utilisée est une approche scientifique et participative ponctuée de quatre (04) étapes : le démarrage de la mission avec la production du rapport de cadrage, la collecte des données primaires et secondaires, le traitement et l'analyse des données et la production du rapport.

Globalement, l'étude a touché 537 individus (investisseurs et non investisseurs) et institutionnels dans tous les huit (08) pays de l'Union Monétaire Ouest-Africaine (UMOA) et le reste du monde. La Côte d'Ivoire et le Sénégal sont les plus représentés au regard de leurs poids économiques dans la sous-région.

- **Du contexte économique**

L'analyse du contexte économique a montré que la croissance mondiale a connu une évolution en dent de scie sur la période de 1998 à 2022 avec une tendance légèrement à la baisse. Les meilleures performances ont été observées dans les années 2010 et 2021. Par contre les années 2009 et 2020 ont été des périodes de récession économique (données Banque Mondiale).

Dans la zone UEMOA, les analyses ont montré que le taux de croissance économique de l'Union a connu une tendance haussière avec une moyenne de 5,22% sur la période de 2010 à 2023. Le solde du commerce extérieur de la zone UEMOA est resté déficitaire sur la période et s'est dégradé en 2021 et 2022. Le niveau de l'inflation dans la zone UMOA est resté en dessous de la norme fixée au sein de la zone (3%), soit 2,05%. Annuellement, cette norme est respectée sauf en 2011, 2022 et 2023, compte tenu des perturbations des circuits de commercialisation engendrées par la crise post-électorale en Côte d'Ivoire (2011), la COVID19 et la crise ukrainienne.

Concernant l'exécution des opérations financières dans l'UEMOA, le solde budgétaire global de l'Union est resté déficitaire sur la période 2010 à 2022. Il s'est fortement détérioré depuis 2021 en passant de 2, 3% du PIB en 2019 à 5,4% du PIB en 2021 puis à 6,6% du PIB 2022. Le ratio de la dette publique globale en pourcentage du PIB de l'Union a connu une progression sur la période 2010 à 2023. Toutefois, il est resté inférieur à la norme de l'union fixée à 70% du PIB.

- **Du niveau de l'inclusion financière**

Concernant la l'inclusion financière, le niveau global de l'inclusion financière a connu une croissance sur la période 2010 à 2022 (de plus de 150%). La plupart des pays de l'UEMOA présentent des niveaux d'inclusion financière élevés. Le taux global de pénétration démographique des services financiers dans l'UEMOA a connu une forte progression de 2010 à 2022 passant de 2 points de services pour 10 000 adultes à 177 points de services. Il en est de même pour le Taux Global de Pénétration Géographique des Services Financiers (TGPSFg) qui est passé de 3 points de services sur 1 000 km² à 402 points de services. L'utilisation des services financiers a connu une nette évolution grâce à l'amélioration du taux de bancarisation et du taux d'inclusion financière. Cette situation est tributaire principalement à l'adoption de la stratégie régionale d'inclusion financière en 2016.

- **De l'évolution du marché financier régional**

Créé en 1998, le marché financier régional compte actuellement 46 sociétés cotées et 30 entreprises admissibles au programme ELITE-BRVM. Au 31 décembre 2023, la Bourse régionale a affiché une progression de 7,85% ; 1,47% et 5,38% respectivement pour l'indice BRVM 30 ; l'indice BRVM Prestige et l'indice BRVM Composite.

Aussi, elle a affiché une capitalisation boursière du marché des actions portées à 7 966,95 milliards de FCFA (+5,38 %) et une capitalisation du marché obligataire portée à 10 302,27 milliards (+15,41 %) avec l'admission de 27 lignes obligataires pour un montant de 2 680,19 milliards de FCFA. L'encours global des titres publics est ressorti à 21 335,5 milliards de FCFA en fin décembre 2022, soit 19,4% du PIB (contre 16 997,5 milliards de FCFA en fin décembre 2021, ce qui représentait 17,0 % du PIB). La structure de cet encours reste dominée par les obligations du Trésor qui ont représenté 95,7 % du total des encours.

Outre ces indicateurs, la BRVM a poursuivi en 2023, la mise en œuvre de ses différentes actions stratégiques, notamment l'organisation de la 4ème édition des BRVM Awards, la célébration de l'excellence sur le Marché Financier régional de l'UEMOA ; la signature d'un Memorandum of Understanding (*MoU*) entre la BRVM et la Bourse du Luxembourg pour le développement de la finance durable, etc.

Plusieurs avancées ont également été notées dans la conduite des projets de création de la

Bourse des Matières Premières Agricoles de Côte d'Ivoire et d'un marché de produits dérivés à la BRVM.

Toutefois, malgré les efforts, des insuffisances du marché financier régional existent. On note que :

- ✓ Le marché obligataire de la BRVM est très concentré sur les titres publics, représentant près de 95% de l'encours, ce qui limite la diversité des produits financiers ;
- ✓ Certaines entreprises cotées à la BRVM ont souvent sous-performé en termes de rentabilité et de croissance par rapport à leurs attentes initiales lors de l'introduction en bourse ;
- ✓ Le cadre réglementaire et les critères d'éligibilité pour une introduction en bourse sur la BRVM sont encore perçus comme trop contraignants par certaines entreprises ; il en est de même pour le cas des investisseurs individuels.

- **Niveau de la culture boursière du marché financier**

Globalement, il ressort des entretiens que la culture boursière dans l'espace UEMOA demeure très faible, et ce, malgré les multiples actions de promotion réalisées par les acteurs du marché, au cours de ces dix dernières années. Cela se traduit par le nombre peu élevé de comptes titres depuis la création de la BRVM soit 194 222 comptes (0,13% de la population) détenus essentiellement par les acteurs de la Côte d'Ivoire (63,76% des comptes titres) et du Sénégal (15% des compte titres). Elle se traduit aussi par le faible niveau de connaissance des acteurs du marché par la population (seulement 28% des personnes enquêtées ont entendu parler de l'AMF-UMOA, 24% pour les SGI/SGP et 21% n'ont jamais entendu parler d'aucun de ces acteurs).

Le faible niveau de culture boursière se traduit également par le nombre élevé de personnes (73%) n'ayant effectué aucun placement. Cependant, parmi ceux n'ayant jamais effectué des placements boursiers, 47% ont au moins pensé à investir en bourse contre 53% qui ne pensent pas investir. Les

principales raisons évoquées par les intéressés sont le manque de notion sur la bourse (32%), le manque de capital (26%), la peur du risque (24%) et la difficulté à gérer leur compte (8%).

Parmi ceux qui investissent déjà en bourse, la majorité (55%) détient des actions, suivie des obligations (17%) avec un patrimoine boursier compris entre 1 million de FCFA à 5 millions de FCFA

- **Des attitudes et comportements des investisseurs**

De l'analyse des facteurs d'aide à la décision en matière de placements boursiers, il ressort de l'analyse des données que le principal facteur d'aide à la décision en matière de placements boursiers est la rentabilité des produits (39%). Aussi, avant la prise de décision d'investir en bourse, les sources d'informations utilisées sont la recommandation d'un conseiller financier (31%), la recommandation d'amis, de la famille ou de connaissance (30%) et les réseaux sociaux (13%). Par ailleurs, les investisseurs de l'espace UEMOA ont des préjugés sur le caractère spéculatif et hasardeux de la bourse qui est contraire aux mœurs acceptées dans les différents pays. Généralement, les populations préfèrent investir sur des actifs tangibles notamment l'immobilier.

- **Des freins de la culture boursière**

Les principaux freins à la culture boursière peuvent être regroupés en deux catégories. Les facteurs d'environnement sont constitués de : (i) la jeunesse du marché financier régional de l'UEMOA, (ii) la faible coordination des actions et la faible implication des acteurs du marché sur la vulgarisation de la bourse (iii) la faiblesse de la communication, (iv) les facteurs politiques et le système de retraite basé sur les cotisations salariales. Pour ce qui concerne les facteurs individuels on distingue : (i) la faiblesse du pouvoir d'achat, (ii) le faible niveau d'alphabétisation, (iii) les facteurs socio-culturels.

- **Des actions de sensibilisation du grand public**

Les actions majeures à mettre en œuvre pour accroître le niveau de la culture boursière au sein de l'UEMOA sont entre autres : le développement et la mise en œuvre des programmes d'éducation financière, la réalisation des campagnes de sensibilisation grand public, l'utilisation des médias, la réalisation des partenariats public-privés, la réalisation des actions de formation au profit des professionnels, l'amélioration de l'accessibilité au marché, le développement des fonds communs de placement, l'amélioration de la transparence et de la régulation du marché financier.

Par ailleurs, les actions visant à inciter les entreprises locales à être cotées en bourse ne doivent pas être négligées car cela va inciter les populations locales à plus s'intéresser à la question boursière.

Concernant les acteurs de mise en œuvre des actions de vulgarisation, l'ensemble des intervenants doivent jouer leur partition dans la mise en œuvre des actions de sensibilisation et d'éducation à la culture boursière. Il s'agit entre autres des Etats membres, de l'AMF-UMOA, du DC/BR, de la BRVM, des SGI/SGO, des associations, des apporteurs d'affaires et le grand public (les particuliers et les entreprises).

Les facteurs favorables à la mise en place des activités de sensibilisation du grand public sont entre autres : l'existence d'une bonne synergie d'actions des différents intervenants, l'amélioration de la communication des structures intervenantes dans le marché boursier (Accès à l'information en langues nationales), l'existence de BRVM TV, l'accompagnement de l'Etat, l'amélioration du climat des affaires, l'amélioration du climat socio politique, l'implication des organisations et associations et l'amélioration de l'accès aux NTIC.

- **Des actions de renforcement de capacités des acteurs**

L'analyse des données indique que l'offre de formation sur la bourse est relativement faible. Elle est offerte par des structures publiques, les acteurs du marché financier ainsi que des formateurs privés. De l'analyse des données collectées, dans les huit (08) pays de l'Union, une trentaine d'acteurs offrent des formations sur l'investissement en bourse.

Les principaux thèmes et modules dispensés par les acteurs aux profits des investisseurs en bourse sont relatifs aux notions de base de la bourse, l'organisation du marché financier régional et les produits qu'il offre, la gestion du portefeuille, l'éducation financière, etc.

Toutefois, le besoin de renforcement des capacités reste très important au regard des souhaits exprimés par les enquêteurs d'une part et l'absence de formation reçue par ceux ayant effectué leur premier pas en bourse, d'autre part. En effet, l'analyse des données collectées indique que la majorité (86% des potentiels investisseurs) souhaite recevoir une formation sur l'investissement à la bourse BRVM. A la question de savoir s'ils ont reçu un renforcement des capacités avant d'ouvrir un compte titre ou investir à la bourse, la majorité répond par la négation (79% des cas).

Les modules de formation à développer sont relatifs à : l'Introduction à l'investissement en bourse, au fonctionnement du marché financier, à l'éducation financière, à l'analyse du marché financier, aux approches marketings et commerciales et à la certification des formations pour les professionnels.

INTRODUCTION

Les marchés financiers jouent un rôle considérable aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement pour lesquels le faible niveau des capitaux constitue un obstacle majeur au développement économique (Osei, 1998). Le système financier des Pays en voie de développement (PVD), dont ceux de l'UEMOA est caractérisé par une étroitesse, une faible profondeur et une absence de diversification (Djoutsa, & Kamdem, 2017).

La création du marché financier de l'UEMOA répond à ce besoin de favoriser la diversification des sources de financement des économies de l'Union à travers la mobilisation de l'épargne domestique et étrangère. Toutefois, après un quart de siècle de fonctionnement, le marché boursier régional de l'UEMOA est caractérisé par (i) une faible mobilisation des ressources financières, qui du reste est dominée par l'endettement des Etats, (ii) une timide adhésion des entreprises, et (iii) une faiblesse de sa taille.

En effet, l'effectif des entreprises cotées à la BRVM est passé de 35 en 1998 à 46 en 2022, soit une hausse absolue de seulement onze (11) sociétés en 24 ans. Aussi, le marché régional compte 194 222 comptes-titres au 31 mars 2024 (AMF-UMOA, 2024) sur une population (Population âgée de 15 à 64 ans) estimée à 80 millions d'habitants en 2023 (Banque Mondiale, 2024). Dans la même dynamique, même si le taux global d'utilisation des services financiers dans l'Union a connu une progression régulière et s'établit à 70,9% en 2022 (BCEAO, 2024), ce taux reste une contribution significative de l'utilisation de la téléphonie mobile.

Cette situation s'explique par le fait que le démarrage des activités du marché financier n'a pas été accompagné par des actions de sensibilisation, d'éducation et de formation sur la culture boursière et la finance de marché. Pour ce faire, une bonne partie de la population active mais aussi certains dirigeants d'entreprises n'ont pas une connaissance suffisante des opportunités qu'offre le marché financier régional. L'amélioration de leur niveau de connaissance aurait permis de rompre avec l'habitude de faire des placements produisant des intérêts annuels avec possibilité de récupération du capital au profit d'une transformation de ces fonds en titres.

La faible culture boursière peut s'expliquer également par (i) le faible niveau d'alphabétisation et d'instruction des populations dans la zone, (ii) le faible niveau du pouvoir d'achat des populations et (iii) les aspects socio-culturels, qui déterminent les comportements et les choix d'épargne et d'investissement des populations, etc.

Pour y remédier, l'Autorité des Marchés Financiers de l'Union a mis en place en juillet 2019 un Comité Scientifique avec comme principales attributions de renforcer l'information de l'AMF-UMOA par des réflexions académiques et d'exercer une veille scientifique sur le marché financier régional.

En tant qu'Organe Consultatif, le Comité Scientifique identifie les évolutions susceptibles d'impacter l'industrie des valeurs mobilières et les marchés financiers au sein de l'Union en vue d'une meilleure orientation de la régulation. Aussi, dans le cadre de la mise en œuvre de son programme d'activités 2023, le Comité Scientifique a souhaité commanditer la présente étude en vue de proposer une approche pertinente tenant compte des spécificités sociologiques et culturelles pour la mise en place d'un cadre adapté à la vulgarisation de la culture boursière au sein du marché financier régional de l'UMOA.

L’objectif de cette étude sur « *la définition d’une approche pertinente pour la vulgarisation de la culture boursière sur le marché financier régional de l’UMOA* » est de :

- mieux faire connaître le marché financier régional auprès du public et des opérateurs économiques par tous les moyens ;
- promouvoir le financement par le marché financier régional auprès des potentiels émetteurs publics et privés ;
- assurer une plus grande animation du marché secondaire pour une meilleure liquidité du marché.

Pour mener à bien cette étude, une approche participative étape par étape a été utilisée. Elle s’est réalisée en quatre (04) étapes à savoir : la préparation de la mission, la collecte et le traitement des données, l’élaboration du rapport d’étape et l’élaboration du rapport provisoire de l’étude.

Le présent rapport est articulé autour de sept (07) parties : (i) la démarche méthodologique de l’étude, (ii) l’analyse du contexte régional et international, (iii) la présentation du marché financier régional de l’Union, (iv) l’état des lieux du niveau de la culture boursière de la population cible, (v) les principaux freins à la culture boursière, (vi) les actions de vulgarisation de la culture boursière, (vii) l’identification des modules et plan de formation.

I. METHODOLOGIE DE L'ETUDE

Cette section rappelle les objectifs et les résultats attendus de l'étude, présente l'approche méthodologique utilisée et les principales difficultés rencontrées dans le cadre de l'exécution de l'étude.

I.1 Rappel des objectifs et résultats attendus de l'étude

I.1.1. Objectif général

L'objectif général de l'étude est de proposer des actions et des modules de formation et de sensibilisation adaptés aux différentes cibles (public et acteurs du marché financier régional).

I.1.2. Objectifs spécifiques et résultats attendus

A partir de l'objectif général et les tâches assignées au Consultant chargé de la mission, les objectifs spécifiques et les résultats attendus sont présentés dans tableau ci-dessous.

Tableau 1 : Objectifs spécifiques et résultats attendus

N°	Objectifs spécifiques	Résultats attendus
01	Faire l'état des lieux du niveau de la culture boursière de la population cible	L'état des lieux du niveau de la culture boursière de la population cible est fait
02	Identifier les principaux freins à la culture boursière	Les principaux freins à la culture boursière sont identifiés
03	Proposer des actions de sensibilisation du grand public	Des actions de sensibilisation du grand public sont proposées
04	Proposer des modules de formation de groupes spécifiques	Des modules de formation de groupes spécifiques sont proposés
05	Définir un plan de formation	Un plan de formation est défini

Source *: A partir des données des Termes de Référence*

I.2 Démarche méthodologique

L'approche méthodologique utilisée par l'équipe des consultants a été une approche participative et inclusive. Les consultants ont travaillé en étroite collaboration avec le commanditaire (AMF-UMOA), dont le rôle a été d'amender progressivement les différents livrables élaborés.

Globalement, la mission s'est déroulée en quatre (04) étapes : (i) la préparation de la mission, (ii) la collecte et le traitement des données, (iii) l'élaboration du rapport d'étape et (iv) l'élaboration du rapport final de l'étude.

I.2.1. Préparation de la mission

Cette étape a consisté à l'élaboration du rapport de cadrage et à la tenue d'une réunion de cadrage le 02 mai 2024. A la suite de cette réunion, les outils de collecte des données ont été élaborés et transmis à l'AMF-UMOA. Cela a permis de s'accorder avec l'ensemble des acteurs sur la démarche d'analyse et les outils de collecte.

I.2.2. Collecte et apurement des données

S'agissant de la collecte des données, elle s'est traduite par une revue documentaire, des entretiens individuels et une enquête de terrain.

La revue documentaire a consisté à rassembler des documents et des rapports en lien avec la mission afin de mieux définir la méthodologie appropriée (voir bibliographie).

Les entretiens individuels ont été réalisés auprès des : (i) sociétés cotées, (ii) sociétés admises au Programme ELITE BRVM, (iii) principaux acteurs du marché financier (BRVM, le DC/BR et les antennes nationales), (iv) intervenants commerciaux (SGI, SGO, SGP, démarcheurs et apporteurs d'affaires), (v) associations des SGI et (vi) associations des investisseurs individuels. Outre ces acteurs, des entretiens individuels ont été réalisés auprès des personnes ressources de la bourse (formateurs sur l'investissement à la bourse, etc.). Ces entretiens ont été réalisés dans les huit pays de l'UEMOA essentiellement en présentiel et en ligne à travers les plateformes de visioconférence. Ils se sont déroulés sur la période du 13 Mai 2024 au 25 Juin 2024.

En complément de la revue documentaire et des entretiens individuels, une enquête a été réalisée.

Echantillonnage

La taille d'échantillon a été calculée avec la formule suivante :

$$n = N / 1 + (N*e^2)$$

- n : Taille d'échantillon minimale pour l'obtention de résultats significatifs pour un événement et un niveau de risque fixé ;
- N : la population mère. Ici, elle représente l'ensemble des compte titres, soit 194 222;
- e : Niveau d'erreur (la probabilité de se tromper est de 5%).

Cette formule permet le calcul de l'échantillonnage avec une confiance de 95% et une variabilité maximale de 5%. Le tableau ci-dessous présente l'échantillon de départ.

Tableau 2 : Échantillonnage prévu

N°)	Populations cibles	Population mère (PM)	Echantillon
1	Les sociétés cotées	46	46
2	Les sociétés non cotées mais qui sont admises au Programme ELITE BRVM	30	30
3	Les investisseurs et non investisseurs individuels	194 222	400
4	Les investisseurs institutionnels et les acteurs du marché financier (BRVM et les antennes nationales)	-	24
5	SGI	35	35
6	SGO, SGP	12	12
7	Les personnes ressources (formateurs sur l'investissement à la bourse, les SIKA finance, etc.)	10	10
	Total général		557

Source : auteur 2024

L'enquête a touché 527 personnes dans tous les huit (08) pays de l'UEMOA et le reste du monde et a concerné les principaux investisseurs de la BRVM et les non investisseurs (individuels).

De l'analyse des données collectées, il ressort que la majorité (73%) des personnes rencontrées n'ont pas encore effectués des placements boursiers (BRVM).

Pour ce faire, un questionnaire a été élaboré et administré par des enquêteurs et superviseurs recrutés à cet effet (voir le tableau ci-après).

Tableau 3 : Répartitions du nombre de personnes enquêtées par pays

Pays Enquêtés	Nombre	Proportions
Bénin	62	12%
Burkina Faso	67	13%
Côte d'Ivoire	109	21%
Guinée Bissau	55	10%
Mali	57	11%
Niger	40	8%
Reste du monde (autres pays)	6	1%
Sénégal	75	14%
Togo	56	11%
Total général	527	100%
Taux de réalisation		95%

Source *: Données d'enquête, AMF-UMOA, juillet 2024*

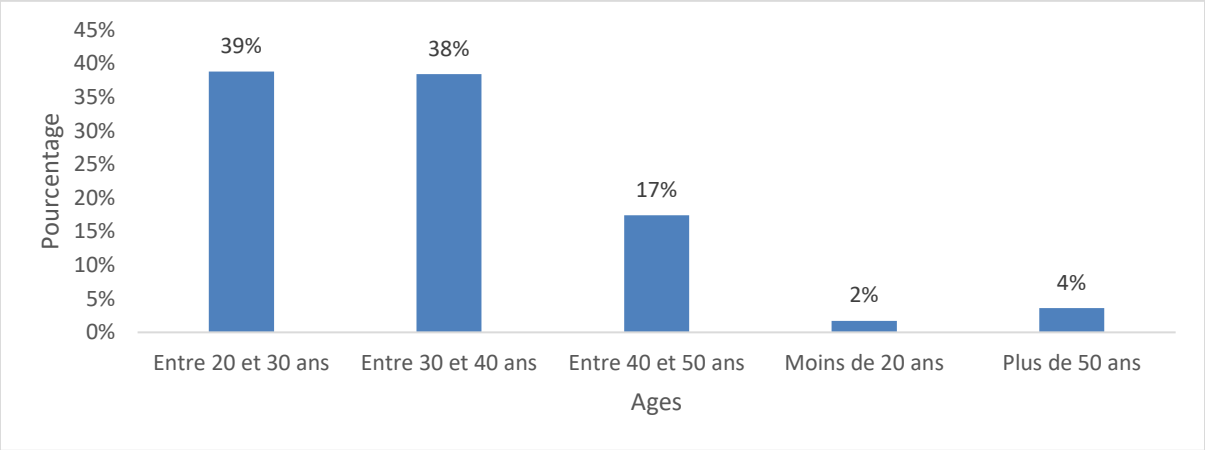
Répartition socio-économique des enquêtés

Genre et âge des enquêtés

L'étude a concernée aussi bien les hommes que les femmes. Toutefois, les hommes sont les plus représentés (72% des personnes enquêtés).

Concernant l'âge, 'analyse des données collectées, il ressort que la tranche d'âge la plus touchée par l'étude est celle d'entre 20 et 30 ans et entre 30 et 40 ans respectivement 39% et 38% des personnes interviewées, voir graphique ci-après.

Graphique 1 : Répartition des enquêtés selon l'âge

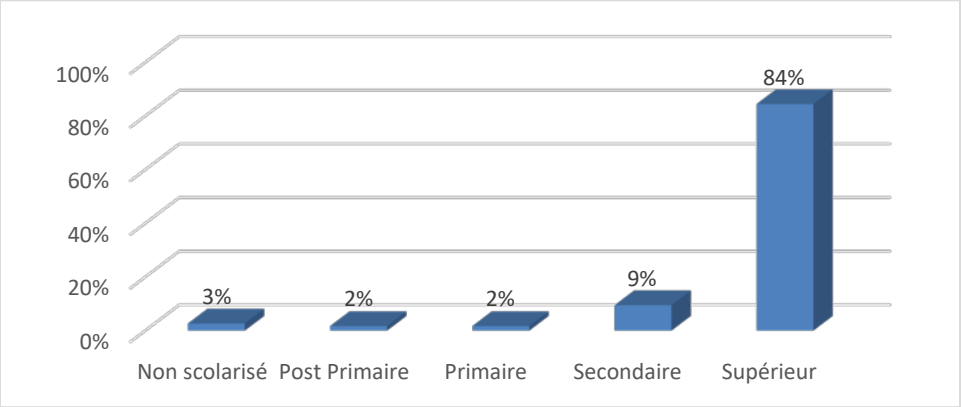


Source *: Données d'enquête, AMF-UMOA, juillet 2024*

Niveau d'étude

Le niveau d'étude le plus touché par l'étude est le supérieur. Cela est en partie dû à l'intérêt qu'accordent les personnes de ce niveau à la question boursière. Le graphique suivant donne plus de détails.

Graphique 2 : Niveau d'étude

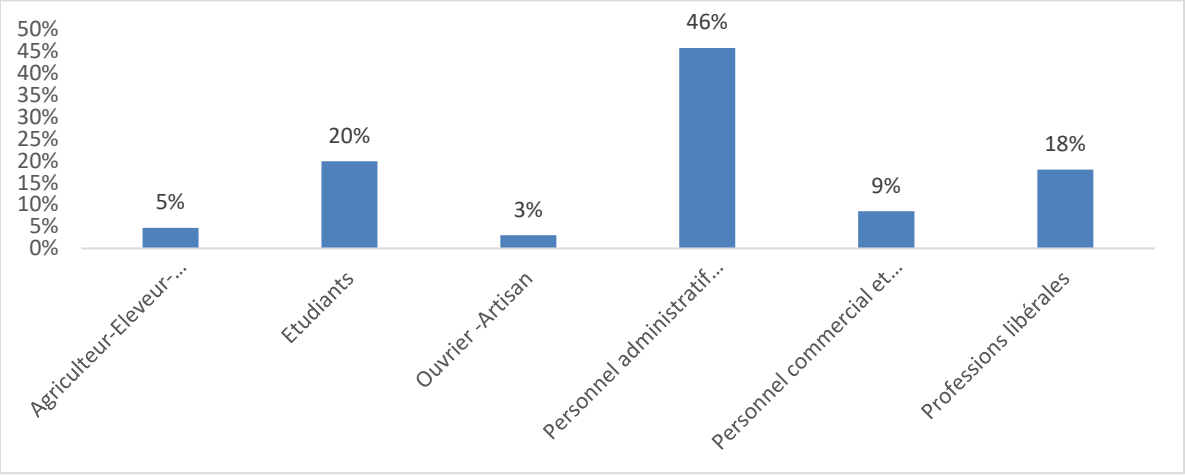


Source : Données d'enquête, AMF-UMOA, juillet 2024

Profil professionnel des enquêtés

Dans la présente étude, nous avons essayé d'enquêter tous les profils professionnels accessibles. Il ressort que le personnel administratif et assimilé a été le plus touché (46%) et les ouvriers et artisans ont été les moins touchés (3%). Le graphique suivant nous donne plus de détails.

Graphique 3 : Profil professionnel



Source *: Données d'enquête, AMF-UMOA, juillet 2024*

I.2.3. L'élaboration du rapport d'étape

A l'issue de la collecte des données, la présente étape a consisté à analyser les données collectées et à produire un rapport d'étape. Ce rapport présente les principaux résultats de l'enquête. Il est organisé en six (06) sections : i) l'identité des enquêtés, ii) le niveau de connaissance du marché financier régional, iii) les attitudes et comportements des investisseurs, iv) les principaux freins à la culture boursière, v) les actions de sensibilisation existantes et vi) les besoins de renforcement des capacités.

I.2.4. Rédaction et la validation du rapport de l'étude

Les données collectées et traitées ont permis la production et la transmission du rapport provisoire à l'AMF-UMOA. Ce rapport résume les éléments du rapport d'étape et les résultats de l'analyse des données secondaires (revue de littérature et statistiques secondaires) ainsi que la synthèse des entretiens réalisés.

Concernant la production du rapport final, les observations formulées lors de la rencontre de validation ont été prises en compte pour produire la version finale du rapport.

I.3. Difficultés rencontrées

Globalement, la mission s'est déroulée sans difficultés majeures. Cela est dû en partie, au fait que les consultants disposaient d'une lettre d'introduction et d'une lettre de mission signées par l'AMF-UMOA.

Toutefois, quelques difficultés sans incidence majeure sur la qualité de la mission ont été notées par le Consultant. Ce sont essentiellement la réponse tardive de certains acteurs aux demandes d'entretien du consultant, le temps relativement court pour couvrir la collecte dans tous les huit pays, l'absence d'acteurs du marché financier en Guinée Bissau et la réticence de certains investisseurs institutionnels à recevoir les enquêteurs.

Néanmoins, des mesures correctives ont été prises pour pallier certaines difficultés. Il s'agit entre autres (i) du déploiement de deux équipes de deux personnes chacune pour la conduite des entretiens dans les huit pays, (ii) de l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication, (iii) du recrutement d'enquêteurs dans chacun des pays concernés, (iv) du recrutement d'un traducteur de langue en Guinée Bissau, etc.

II. ANALYSE DU CONTEXTE SOUS RÉGIONAL ET INTERNATIONAL

Le contexte régional et mondial influence le marché financier régional, d'une part, et le comportement des investisseurs, d'autre part. Cette section analyse le contexte international et régional. Il s'agit du contexte économique, technologique social et culturel.

II.1. Contexte économique

La relation entre l'économie réelle et la Bourse est complexe et dynamique, impliquant divers canaux et facteurs. Selon la théorie économique, le marché boursier peut impacter l'économie réelle en mobilisant l'épargne, en allouant le capital, en diversifiant les risques et en favorisant l'innovation, améliorant ainsi l'efficacité et la productivité des acteurs économiques et stimulant la croissance économique à long terme (Belhabi, 2008).

II.1.1 Contexte économique au niveau mondial

La conjoncture économique mondiale est analysée à travers l'évolution du Produit Intérieur Brut (PIB) et l'inflation.

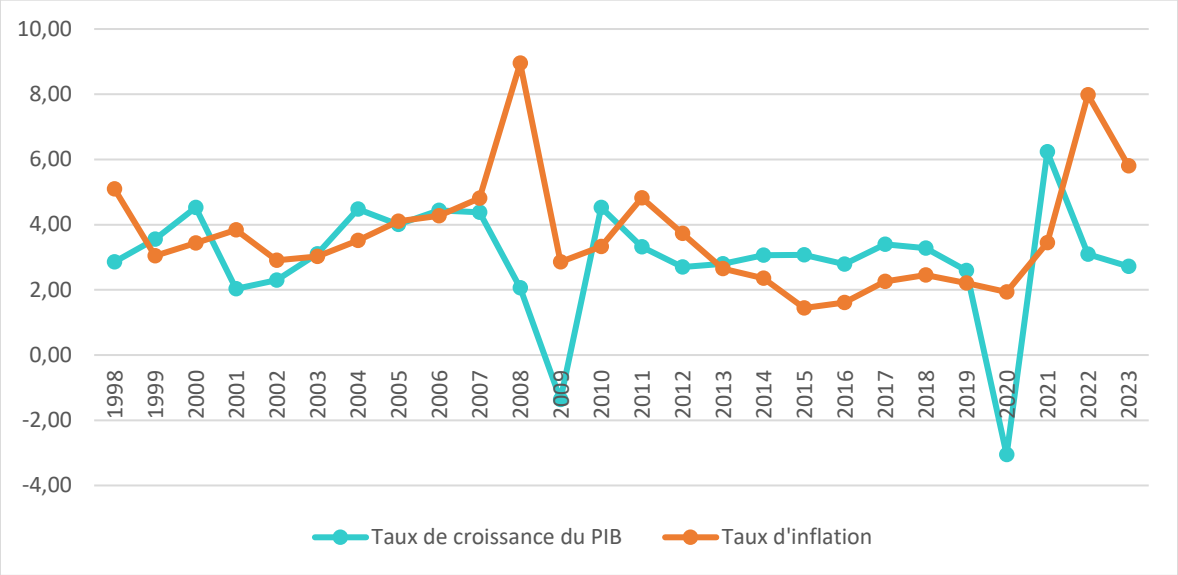
La croissance mondiale a connu une évolution en dent de scie sur la période de 1998 à 2022 avec une tendance légèrement à la baisse. Les meilleures performances ont été observées dans les années 2010 et 2021. Par contre les années 2009 et 2020 ont été des périodes de récession économique (données Banque Mondiale).

En effet, après plusieurs années de forte croissance économique (2001 à 2007), l'économie mondiale a été secouée en 2008 et 2009 par une crise économique majeure. L'origine de cette crise remonte aux Etats-Unis avec la crise des subprimes, déclenchée en 2007 (augmentation des taux d'intérêt, insolvabilité des emprunteurs, éclatement de la bulle immobilière, titrisation des créances à risque) puis la crise bancaire et financière qui en découle. Du fait de la globalisation financière, la crise s'est vite propagée au niveau mondial, créant ainsi une chute du taux de croissance mondiale qui est passé de 4,38% en 2007 à 2,06% en 2008 puis atteint la valeur critique de -1,36% en 2009.

En 2020, l'économie mondiale a régressé de 3,6%, en raison essentiellement des impacts liés à la crise de la COVID-19. En 2020, le taux de croissance du PIB a chuté à 3,06% contre 3,18% en 2018. Toutefois, on assiste à une relance de courte durée de l'économie mondiale avec une progression du PIB mondial de 6,23% en 2021 et une baisse de 3,09% due aux effets du conflit russo-ukrainien.

Pour ce qui est de l'inflation, elle a une tendance relativement stable sur la période avec une moyenne de 3,7%. Toutefois, elle a fortement réagi aux crises économiques (2008 et 2020) et a atteint des taux inédits (8%). Cette inflation a été initialement alimentée par la relance de la demande globale post Covid en contexte de goulots d'étranglement de l'offre ainsi que par la hausse des coûts de la main-d'œuvre, d'une part, et par le conflit en Ukraine, d'autre part, voir graphique ci-dessous.

Graphique 4 : Evolution du taux de croissance du PIB et du taux d'inflation



Source : construit à partir des données de la Banque mondiale, 2023

II.1.2 Contexte économique au niveau de l'UMOA

II.1.2.1 Analyse de la croissance économique de l'UMOA

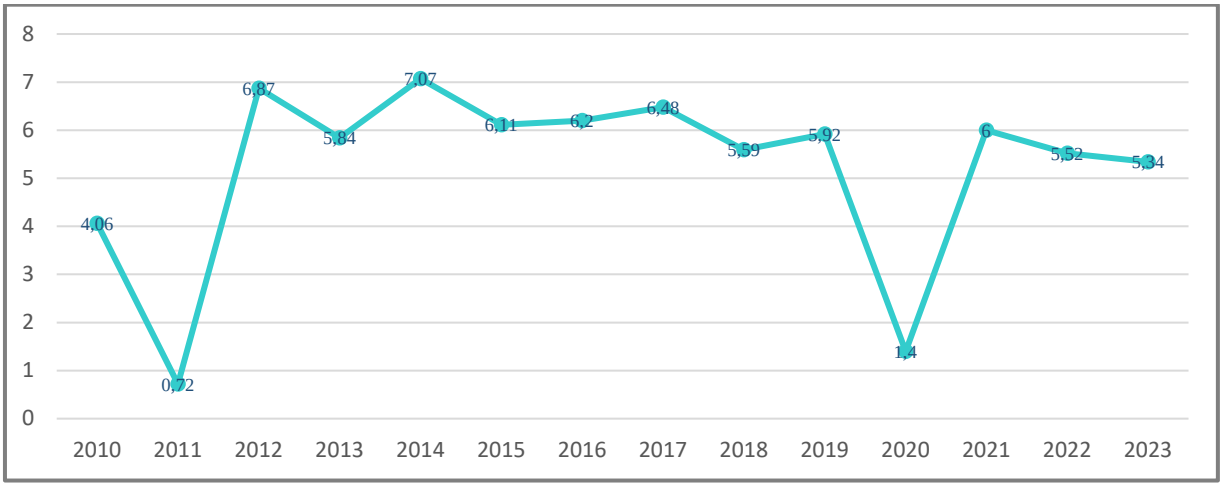
Globalement, le taux de croissance économique de l'UMOA a connu une tendance haussière avec une moyenne de 5,22% sur la période de 2010 à 2023. Toutefois, une analyse annuelle du taux laisse entrevoir une évolution en dents de scie avec deux baisses considérables en 2011 et en 2020 se situant respectivement à 0,72% et 1,4%.

En effet, le taux de croissance de l'UMOA est passé de 4,06% en 2010 à 5,34% en 2023. Le fort taux de croissance sur la période est observé en 2014 (7,07%). Les plus faibles taux sont observés en 2011 (0,72%) et en 2020 (1,4%). La crise post-électorale en Côte d'Ivoire et la pandémie de la Covid 19 sont entre autres les principales causes de ces deux baisses.

Néanmoins, l'Union a fait preuve d'une certaine résilience face à la pandémie de covid-19 avec un taux de croissance de 1,4% avant d'enregistrer un important rebond à 6% en 2021, grâce à la poursuite de la mise en œuvre des plans de relance dans un contexte marqué par la maîtrise de la COVID-19 dans la zone, à la reprise des activités économiques au sein des pays de l'Union à la suite de la levée des mesures de couvre-feu et à la hausse des prix des principaux produits exportés consécutive à la reprise de l'économie mondiale.

En 2022 et en 2023, la croissance a légèrement ralenti, s'établissant respectivement à 5,52% et à 5,34%. Cela est dû au fait que le choc mondial lié à la guerre en Ukraine, la dégradation de la situation sécuritaire et l'instabilité politique, le durcissement des conditions financières mondiales et régionales, et les retards dans l'exploitation des gisements d'hydrocarbures au Niger et au Sénégal ont modérément affecté cette reprise post-COVID de l'UMOA. Le graphique ci-après en donne les détails.

Graphique 5 : Evolution du taux de croissance réel du PIB (en %) de l'UMOA



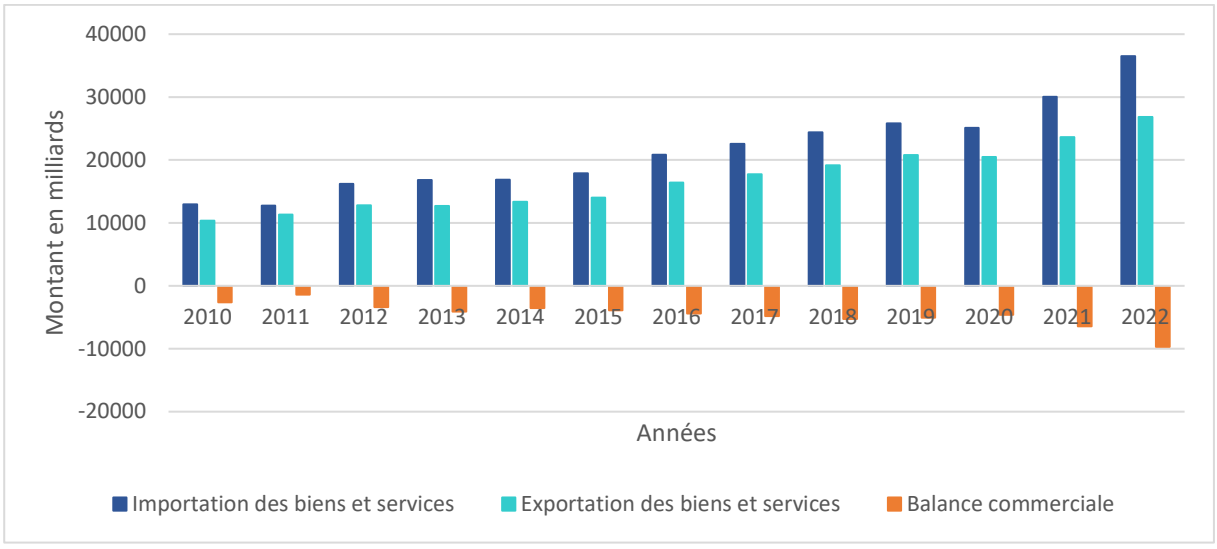
Source : BCEAO, 2023

II.1.2.2 Analyse de l'évolution du commerce de l'UEMOA

Globalement sur la période 2010 à 2022, les importations et les exportations de l'UMOA ont connu une tendance haussière avec une hausse plus importante des importations. Le solde du commerce extérieur de la zone UEMOA est resté déficitaire sur la période et s'est dégradé en 2021 et de 2022 (données BCEAO, 2023).

Le déficit commercial est passé de 2 594 milliards FCFA en 2010 à 9 681 milliards FCFA en 2022, soit une hausse de 173%. En pourcentage du PIB, le déficit s'est dégradé à partir de 2021 passant de 6,4% en 2021 à -8,7% du PIB en 2022, soit une dégradation de 2,3 points de pourcentage. Cette situation est due notamment à une forte progression des importations de biens et services partiellement compensée par celle des exportations. Le taux de couverture des importations par les exportations s'est établi à 73,5% en 2022 contre 78,5% un an auparavant, soit une baisse de 5 points de pourcentage. Le graphique ci-après donne les détails.

Graphique 6 : Evolution du déficit commercial de l'UMOA (2010-2022)



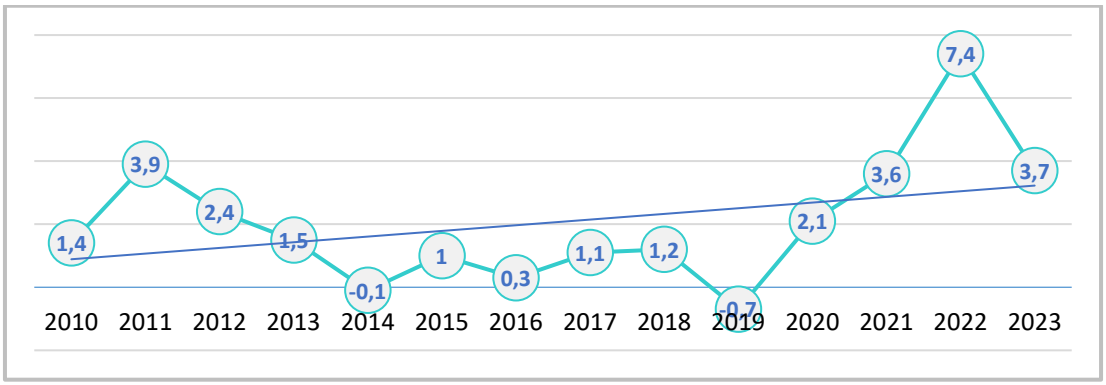
Source : à partir des données de la BCEAO, 2023

II.1.2.3 Analyse du taux d'inflation dans la zone UMOA

D'une tendance haussière sur la période 2010-2023, le niveau de l'inflation dans la zone UMOA est resté en moyenne en dessous de la norme fixée au sein de la zone (3%), soit 2,05%. Annuellement, cette norme est respectée sauf en 2011, 2022 et 2023, compte tenu des perturbations des circuits de commercialisation engendrées par la crise post-électorale en Côte d'Ivoire (2011), la COVID-19 et la crise ukrainienne.

De 2010 à 2023, le taux d'inflation est passé de 1,4% à 3,7% avec un pic de 7,4% en 2022. A partir 2021, en raison de perturbations dans les chaînes d'approvisionnement et de la reprise de l'activité économique**,** les pressions inflationnistes se sont accentuées dans la zone, le taux d'inflation s'établissant en moyenne annuelle à 3,6%. Ces pressions se sont exacerbées en 2022 avec un taux d'inflation à 7,1%, en raison de l'impact de la guerre en Ukraine sur les cours mondiaux de l'énergie et de certaines denrées alimentaires de base. La hausse des prix des denrées alimentaires a été le principal moteur de l'inflation et a engendré une hausse de l'insécurité alimentaire, particulièrement dans les pays sahéliens. En raison de cette accélération de l'inflation**,** la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a durci sa politique monétaire (i) en relevant son taux directeur à plusieurs reprises pour l'établir à 3% depuis mars 2023 (contre 2% un an auparavant) et (ii) en reprenant les refinancements bancaires à taux variables et pour des volumes limités. Ces mesures ont contribué à ralentir l'inflation anticipée à 3,7% en 2023, voir graphique ci-après.

Graphique 7 : Evolution du taux d'inflation dans la zone UEMOA.



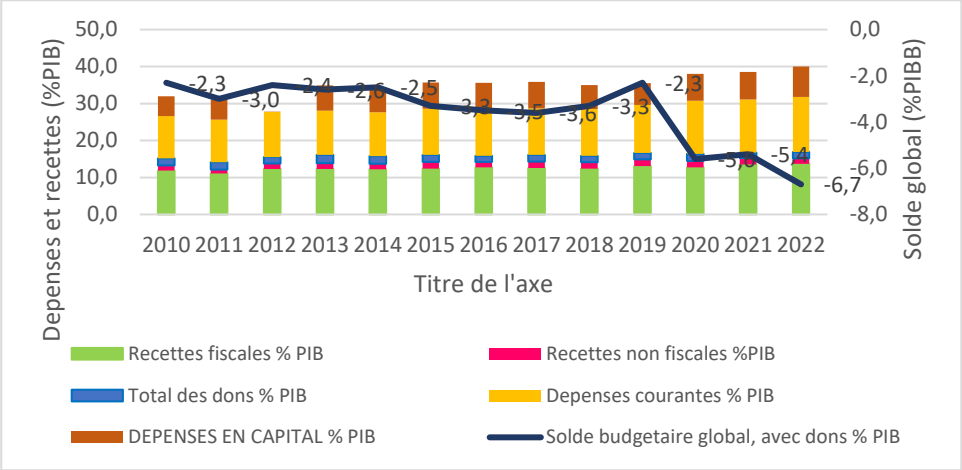
Source : Construit à partir des données de la BCEAO, 2023

II.1.2.4 Analyse de l'évolution des finances publiques

Concernant l'exécution des opérations financières dans l'UEMOA, le solde budgétaire global de l'Union est resté déficitaire sur la période 2010 à 2022. Il s'est fortement détérioré depuis 2021 en passant de 2,3% du PIB en 2019 à 5,4% du PIB en 2021 puis à 6,6% du PIB 2022. Cette dégradation s'explique par la mise en œuvre dans la plupart des États de l'Union des programmes d'investissement public de grande envergure ayant pour objectif de réduire le déficit en infrastructures dans la région dans le but de soutenir une croissance économique rapide et durable (données BCEAO).

En effet, sur la période 2010-2022, les recettes totales, dons y compris, ont connu une faible évolution de 15,1% du PIB en 2010 17,4% du PIB en 2022. Par contre, les dépenses totales (prêts nets y compris) ont le plus augmenté pour représenter 24,06% du PIB, contre 17,38% en 2010, ce qui est en droite ligne avec les politiques de renforcement des investissements publics suivies dans la zone.

Graphique 8 : Evolution des finances publiques dans l'UEMOA (2010-2022)



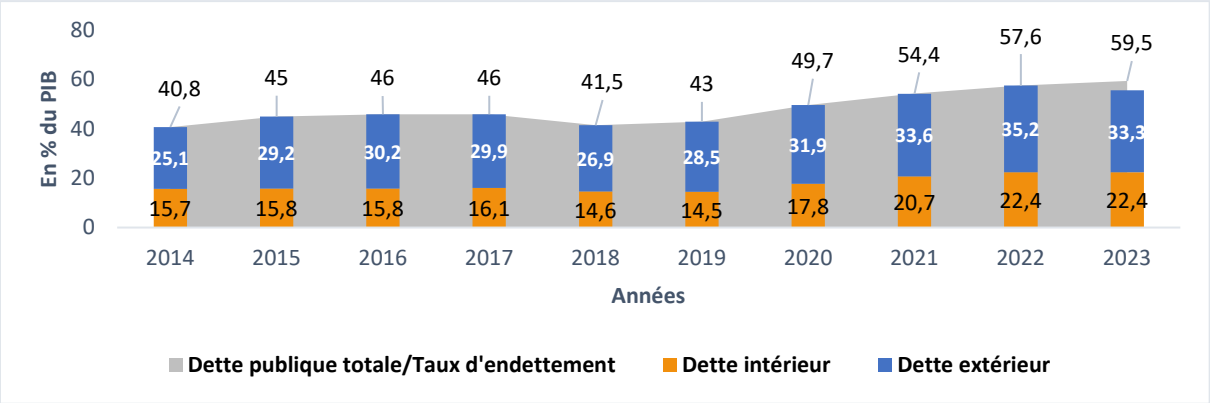
Source : à partir des données de la BCEAO, 2024

II.1.2.5 Situation de l'endettement

Le ratio de la dette publique globale en pourcentage du PIB de l'Union a connu une progression sur la période 2010 à 2023. Toutefois, il est resté inférieur à la norme de l'union fixée à 70% du PIB. En effet, le ratio dette sur le PIB est passé de 41,9% en 2010 à 59,5% en 2023 soit une progression de 17,6 points de pourcentage. Cet accroissement s'explique tant par la progression de la dette extérieure que celle de la dette intérieure qui sont passées respectivement de 24,7% et 11,9% en 2012 à 33,3% et 22,4% en 2023. Cela est dû en grande partie par la hausse des besoins de financement engendrée par la pandémie à Covid19, puis les conséquences de la guerre en Ukraine en 2022.

Cependant, au niveau pays, on constate que la dette intérieure continue de progresser rapidement dans plusieurs États membres de l'Union, en lien avec les interventions sur le marché financier régional. Les analyses de la viabilité de la dette réalisées par le FMI et la Banque mondiale entre 2020 et 2022 se concluent par un risque de surendettement variant de modéré pour (le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, le Niger, le Sénégal et la Côte d'Ivoire) à élevé (pour la Guinée-Bissau et le Togo).

Graphique 9 : Evolution de la dette publique dans l'UEMOA



Source : BCEAO, 2024

II.1.2.6 Analyse de l'évolution de l'inclusion financière des pays de l'UEMOA

L'inclusion financière consiste à fournir une offre de services financiers formels et disponibles à un coût abordable pour les individus et les entreprises. La BCEAO, évalue l'inclusion financière à travers

trois dimensions. Il s'agit de (i) l'accès, (ii) l'utilisation et (iii) l'accessibilité-prix des services financiers.

a. Evolution des indicateurs d'accès

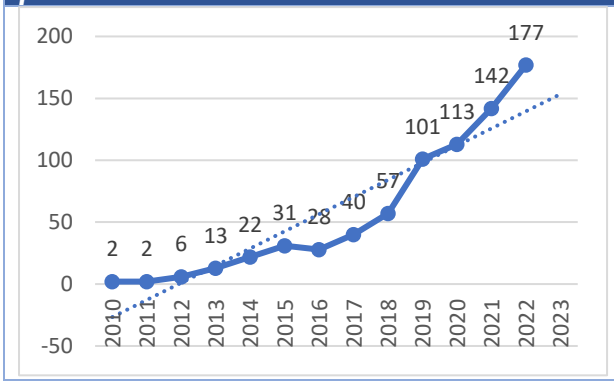
Le degré d'accès des populations aux services financiers est mesuré à travers deux indicateurs. Il s'agit : (i) du taux global de pénétration démographique des services financiers (TGSFd) qui mesure le nombre de points de services financiers pour 10 000 adultes (15 ans et plus) et du taux global de pénétration géographique des services financiers (TGSFg) qui mesure le nombre de points de services financiers sur 1 000 km².

L'analyse de la dimension « accès » au niveau de l'UMOA indique une nette progression aussi bien du nombre de points de services pour 10 000 adultes que de leur densité.

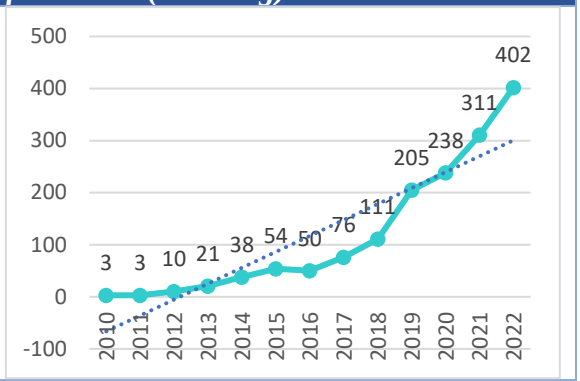
Le taux global de pénétration démographique des services financiers dans l'UEMOA a connu une forte progression de 2010 à 2022 passant de 2 points de service pour 10 000 adultes à 177 points de services. Il en est de même pour le taux global de pénétration géographique des services financiers (TGPSFg) qui est passé de 3 points de service sur 1000 km² à 402 points de service.

Cette évolution aussi bien du TGSFd que du TGSFg est principalement impulsée par la forte expansion des points de service de monnaie électronique. En effet, selon les données de la BCEAO, le taux de pénétration géographique est passé de 106,76 en 2021 à 114,59 en 2022, soit une hausse de presque 8 points de service sur 1 000 km² et le nombre de points de service de monnaie électronique est passé de 1392899 en 2021 à 1648134 en 2022, soit une hausse de 18,3%. Aussi, le nombre de points de service de monnaie électronique est passé de 1 392 899 en 2021 à 1 648 134 en 2022, soit une hausse de 18,3%. Ceux-ci représentent 98,8% de l'ensemble des points de service financier enregistrés en 2022, soit 1083571 points sur un total de 1097261 points de service financier. Les points de services bancaires (agences et GAB/DAB) et les points de services de la microfinance, représentent respectivement 0,6% et 0,5% des points d'accès, enregistrant une évolution stable.

Graphique 10: Evolution du taux global de pénétration démographique des services financiers dans l'UEMOA de 2010 à 2022



Graphique 11 : Evolution du taux global de pénétration géographique des services financiers (TGPSFg)



Source : BCEAO, 2024

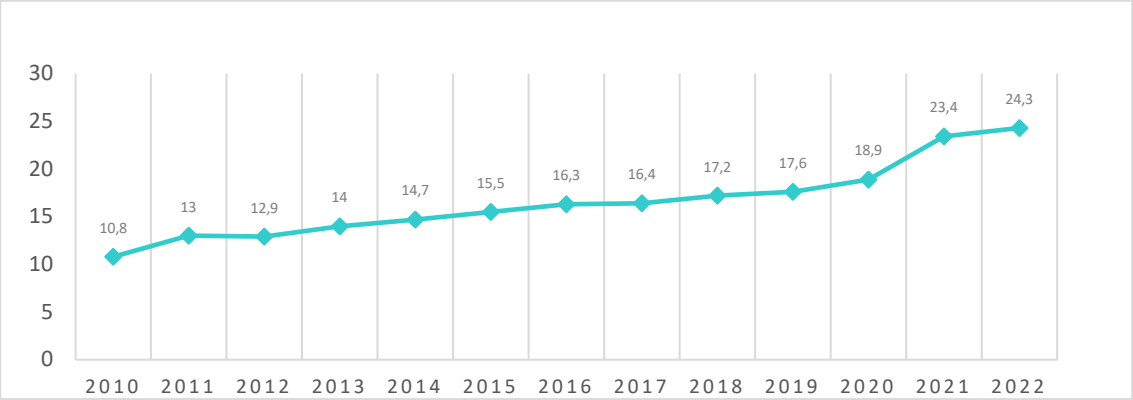
b. Evolution des indicateurs d'utilisation

Les indicateurs d'utilisation des services financiers retenus par la BCEAO sont : (i) le taux de bancarisation strict (TBS) et le taux global d'utilisation des services financiers (TGUSF) ou taux d'inclusion financière.

Dans l'UEMOA, sur la période de 2010 à 2020, l'utilisation des services financiers a connu un nette évolution grâce à l'évolution du taux de bancarisation et du taux d'inclusion financière. Cette situation est tributaire principalement à l'adoption de la stratégie régionale d'inclusion financière en 2016.

En effet, le taux de bancarisation strict (base population adulte : 15 ans et plus) a évolué sur la période passant de 10,8 points de pourcentage en 2010 à 24,3 points de pourcentage en 2022.

Graphique 12 : Evolution des taux de bancarisation strict dans l'UEMOA (en %) de 2010 à 2020



Source : BCEAO, 2023

L'analyse par pays montre qu'en 2022, le Bénin enregistre un taux de bancarisation strict plus élevé (35,7%), suivi du Togo (29,8%), de la Côte d'Ivoire (29,5%), du Mali (24%). Le Niger et la Guinée-Bissau enregistrent respectivement les taux les moins élevés, avec 8,7% et 16,4%.

Tableau 4 : Evolution du taux de bancarisation dans les différents pays de l'UEMOA

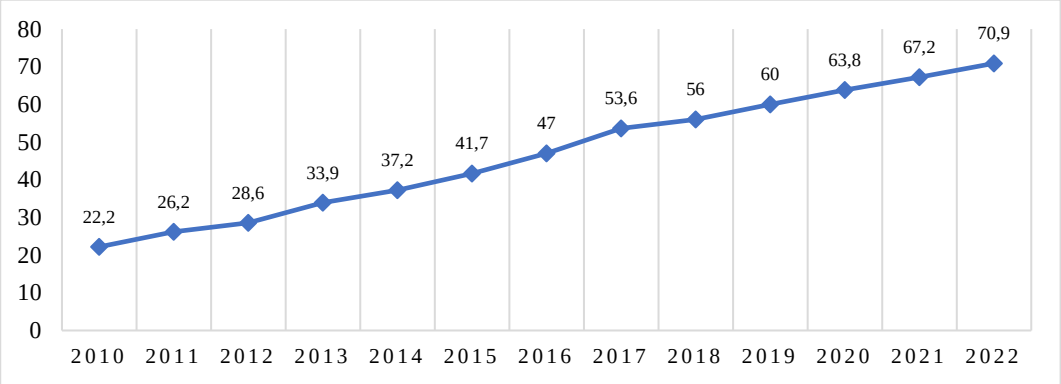
	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Bénin	20,9	23,8	24	31,2	34,7	35,7
Burkina	21	22,3	20,3	20,2	20,5	21,8
Côte d'Ivoire	17,2	17,8	19,1	29,5	26,2	29,5
Guinée-Bissau	10,8	11,2	15,7	16	15,6	16,4
Mali	12,6	13,4	14,2	15,6	20,4	24
Niger	5,5	6,8	8,2	7,3	8,4	8,7
Sénégal	19,6	19	18,6	19,6	18,9	22,5
Togo	24,3	24,7	25,1	27	30,1	29,8
UEMOA	16,4	17,2	17,6	18,9	23,4	24,3

Source : BCEAO, 2023

Aussi, le taux global d'utilisation des services financiers dans l'UEMOA, est passé de 22,2% en 2010 à 70,9% en 2022. L'analyse par pays montre aussi une tendance haussière dans tous les pays. Toutefois, le Togo a enregistré le taux le plus élevé, soit 87,0%, suivi du Bénin

(86,8%), de la Côte d'Ivoire (83,6%), du Burkina (80,9%) et du Sénégal (80,1%). Le Niger, avec 16,7%, présente le taux le moins élevé.

Graphique 13 : Evolution du taux global d'utilisation des services financiers dans l'UEMOA (en %)



Source : BCEAO, 2023

L'évolution de l'utilisation des services financiers est due principalement à l'adoption de la stratégie régionale d'inclusion financière en 2016. En effet, de 2016 à 2022, le niveau de l'inclusion financière s'est accru de 23,9 points de pourcentage, passant de 47,0% à 70,9%. Ces évolutions pourraient s'expliquer aussi par l'amélioration continue du niveau d'utilisation des services de monnaie électronique. Au cours de l'année sous revue, 6 nouveaux émetteurs de monnaie électronique ont été enregistrés dans l'UEMOA, faisant passer le nombre d'émetteurs de 40 à 46. Le taux d'utilisation des services de monnaie électronique est ressorti à 56,6% en 2022, contre 22,0% pour les services de microfinance et 21,0% pour les services bancaires. Par ailleurs, les prestataires de services financiers ont poursuivi la diversification de leurs produits financiers avec un accent particulier sur les canaux de distribution digitaux.

Par ailleurs, la faible performance constatée du Niger serait liée à la faible utilisation de la monnaie électronique dans ce pays. En outre, les autres secteurs de l'inclusion financière, notamment le secteur bancaire et de la microfinance, n'ont pas connu d'évolution significative au cours de ces dernières années.

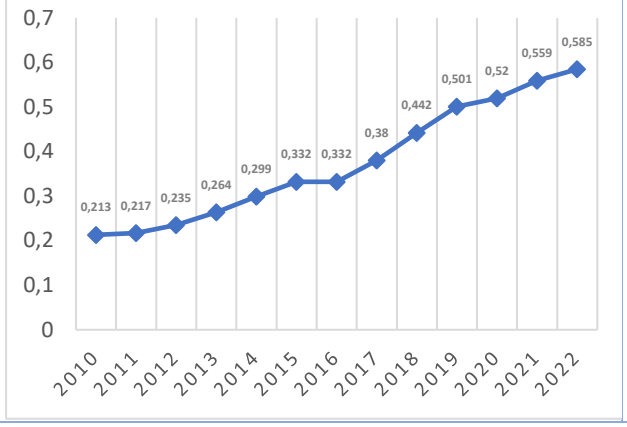
II.1.2.7. Evolution du niveau global de l'inclusion financière dans L'UEMOA

L'indicateur permettant d'appréhender le niveau global de l'inclusion financière est l'indice d'inclusion financière. Cet indicateur permet de traduire respectivement une situation d'exclusion totale et une inclusion financière aboutie.

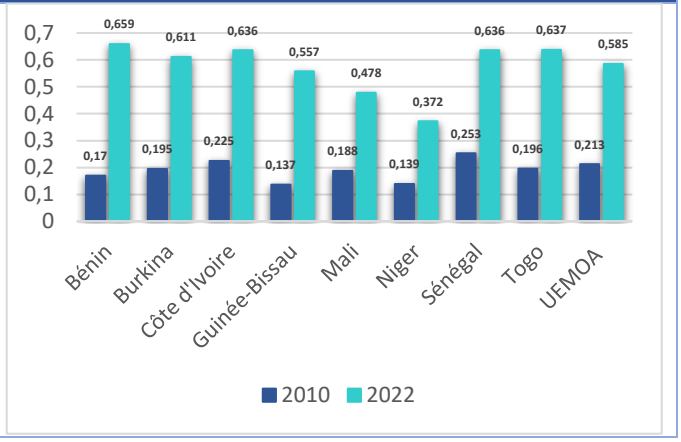
Globalement, l'analyse des données montre que dans l'espace UEMOA, le niveau global de l'inclusion financière a connu une croissance sur la période 2010 à 2022 (de plus de 150%). La plupart des pays de l'UEMOA présentent des niveaux d'inclusion financière élevés. Toutefois des disparités existent entre les pays.

En effet, l'indice est passé de 0,213 en 2010 à 0,585 en 2022. Par pays, l'analyse de l'indice révèle que le Bénin (0,659), le Togo (0,637), la Cote d'Ivoire (0,636), le Sénégal (0,636) et le Burkina (0,611), enregistrent les niveaux d'inclusion financière les plus élevés. Ces pays sont suivis de la Guinée-Bissau (0,445) qui affiche un niveau d'inclusion financière moyen. Le Mali et le Niger, avec respectivement des indices d'inclusion financière de 0,478 et 0,372 enregistrent des niveaux d'inclusion financière faibles.

Graphique 14 : Evolution de l'indice synthétique d'inclusion financière dans l'UEMOA de 2010 à 2022



Graphique 15 : Indice synthétique d'inclusion financière par pays en 2012 et en 2022



***Source** : rapport sur la situation de l'inclusion financière dans l'UEMOA, BCEAO (2022)*

II.1.2.8 Problématique de financement des MPME dans l'espace UEMOA

Le tissu économique des pays de l'UEMOA est constitué essentiellement des Micro Petites et Moyennes Entreprises (MPME). Ils représentent un segment vital de l'économie de l'Union, non seulement pour leur capacité à créer des emplois, mais aussi pour leur rôle dans l'innovation et la durabilité économique. En effet, les MPME représentent 80% à 95% des entreprises de l'espace UEMOA. Ces MPME dans l'ensemble des huit (08) pays s'organisent autour d'un syndicat qui prend la forme d'une Organisation patronale.

La vision des Patronats est de travailler à la promotion des MPME et permettre aux grandes entreprises de devenir des multinationales pour propulser les économies vers des lendemains meilleurs. Les principaux objectifs sont :

- Contribuer à l'instauration dans la sous-région d'un environnement plus favorable à l'expansion du secteur privé en vue de promouvoir le développement économique et social ;
- Etablir avec les pouvoirs publics et les partenaires au développement, des relations de partenariat afin de promouvoir la formation d'un consensus à l'appui des réformes et de modifier de manière qualitative les attitudes envers l'initiative privée ;
- Assurer le leadership du secteur privé dans la mise en œuvre des politiques et stratégies dédiées à l'éducation, l'emploi et la formation ; ➢ Etc.

Ces objectifs sont formulés au regard des difficultés rencontrées par les MPME dans l'espace UEMOA. En effet, du point de vue de la majorité des Patrons (chefs d'entreprises et des responsables des faitières des MPME), les principales difficultés auxquelles elles font face relèvent de : (i) l'organisation interne des PME, (ii) les difficultés de financement ; (iii) la fiscalité ; (iv) le climat des affaires ; (v) etc.

Pour ce qui concerne les difficultés de financement, il ressort que les MPME éprouvent des difficultés à contracter des financements auprès des institutions financières. Les institutions financières sont moins enclines à l'accord de crédits aux MPME. Aussi, s'il arrive que les institutions bancaires soient favorables, des conditions relativement contraignantes s'imposent aux MPME avant l'accord de crédit. Il s'agit notamment de la caution bancaire qui doit être au minimum égale au montant du crédit demandé. Ces cautions sont hypothéquées par des biens nantis tels que les permis urbains d'habitation.

Une estimation de la Société financière internationale (SFI) révèle que 40% des micros et PME du secteur informel dans les pays en développement ont un besoin en financement non satisfait de 5.200 milliards de dollars chaque année en 2023[1]. En Afrique, les MPME ont un besoin de financement de plus de 300 milliards de dollars par an, selon SFI ».

Ainsi, la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières constitue une alternative de mobilisation de ressources pour le financement des PME car selon le patronat, l'écosystème des MPME est en pleine croissance, démontrant une forte capacité à attirer des investissements sur le marché financier régional.

Le Programme Elite BRVM Lounge, prépare les PME à accéder au financement à long terme notamment par une cotation au Troisième Compartiment de la BRVM dédiée aux PME et aux entreprises à fort potentiel de croissance, pour le développement de leurs activités. Il faut souligner que ce programme a déjà permis aux PME de l'UEMOA de lever près de 22 milliards de FCFA (BRVM.org) à travers différents mécanismes (emprunts obligataires par placement privé, Private equity, etc.) pour financer leurs investissements. Plusieurs d'entre elles ont également procédé à des transformations structurelles tant sur le plan de la gouvernance que de la gestion.

Il faut noter que le programme ELITE BRVM Lounge s'est achevé en 2022. La BRVM s'attèle à concevoir un nouveau programme d'accompagnement des PME dont le lancement avec la première cohorte est prévu en 2025.

II.2. Contexte politique, institutionnelle et sécuritaire

Selon la littérature empirique, le contexte politique, institutionnel et sécuritaire influence la participation des individus et/ou la performance des marchés boursiers. Les situations d'instabilité accroissent le risque, créent une incertitude et impactent le marché boursier.

En effet, Aslam et al. (2018) examinent l'impact de 410 attaques terroristes sur la performance de cinq marchés boursiers asiatiques. Ils trouvent que le terrorisme a un impact significatif sur les marchés boursiers avec toutefois des effets différenciés en fonction du pays, du type d'attaque, du type de cible et de la gravité des attaques. En ce qui concerne le type de cible, les attaques terroristes contre le secteur des affaires et les forces de sécurité sont particulièrement destructrices pour les marchés boursiers. De même, en ce qui concerne le type d'attaque, les attentats suicides et les attentats à la bombe génèrent un mouvement de baisse significatif sur les marchés boursiers.

En outre, les attaques les plus graves ont un impact négatif plus important sur les rendements des marchés. Markoulis et Katsikides (2018) examine l'impact de 11 attaques terroristes majeures sur la performance des marchés boursiers. Ils trouvent que les événements terroristes antérieurs semblent entraîner des rendements négatifs plus élevés que les événements plus récents. Lorsqu'ils sont évidents, ces rendements anormaux semblent persister au-delà de la date de l'événement, mais tendent à disparaître assez rapidement. Certains événements terroristes semblent avoir un effet d'entraînement sur les marchés boursiers internationaux.

Dans cette même veine, Scanlon (2019) étudie les effets des attaques terroristes et des fusillades de masse sur le marché boursier américain, en utilisant des données intra-journalières à haute fréquence pour identifier les réactions des prix et de la variabilité des actions dans les heures qui suivent l'attaque. A partir d'une approche GARCH (Generalized Autoregressive Conditional heteroskedasticity) il

[1] ***Journal l'économiste du Faso*** « Croissance des PME en Afrique : Relever le défi du financement » du 10 février 2023

trouve que les attaques nationales provoquent une forte augmentation de la variabilité et une baisse du niveau des prix dans l'heure qui suit l'incident, alors que les attaques qui se sont produites dans des pays étrangers n'ont pratiquement pas d'impact sur le marché boursier américain. Il observe que les niveaux de prix se rétablissent après les attentats dans la même journée. Après les attentats, on assiste à une importante fuite vers la sécurité, les petites capitalisations affichant des performances nettement inférieures à celles des grandes capitalisations.

Par ailleurs, Kwabi et al,. (2022) utilisent des données de panel de 42 pays entre 2001 et 2019, pour examiner l'effet de l'incertitude politique (causée par l'incertitude concernant les élections nationales) sur le développement du marché boursier. Ils trouvent que l'incertitude politique réduit la taille et la liquidité des marchés boursiers et augmente les coûts de transaction. Mais, la qualité institutionnelle modère les effets négatifs de l'incertitude politique sur le développement des marchés boursiers. Chuan et al. (2023) teste l'influence de l'incertitude politique sur le risque de krach boursier en se basant sur un échantillon de 9091 entreprises chinoises cotées en bourse entre 2007 et 2020. Les résultats empiriques suggèrent que le risque de krach boursier est plus faible lorsque l'entreprise est confrontée à l'incertitude politique. De même, l'effet inhibiteur de l'incertitude politique sur le risque de krach boursier ne prend effet qu'après l'entrée en fonction d'un nouveau responsable pendant environ un an. En outre, les responsables qui ont pris leurs fonctions dans un autre lieu, en particulier les nouveaux responsables transférés par les ministères provinciaux, réduisent de manière significative le risque de krach boursier au sein de leur juridiction. En revanche, le départ anormal des responsables sortants augmente le risque de krach boursier des entreprises relevant de leur compétence.

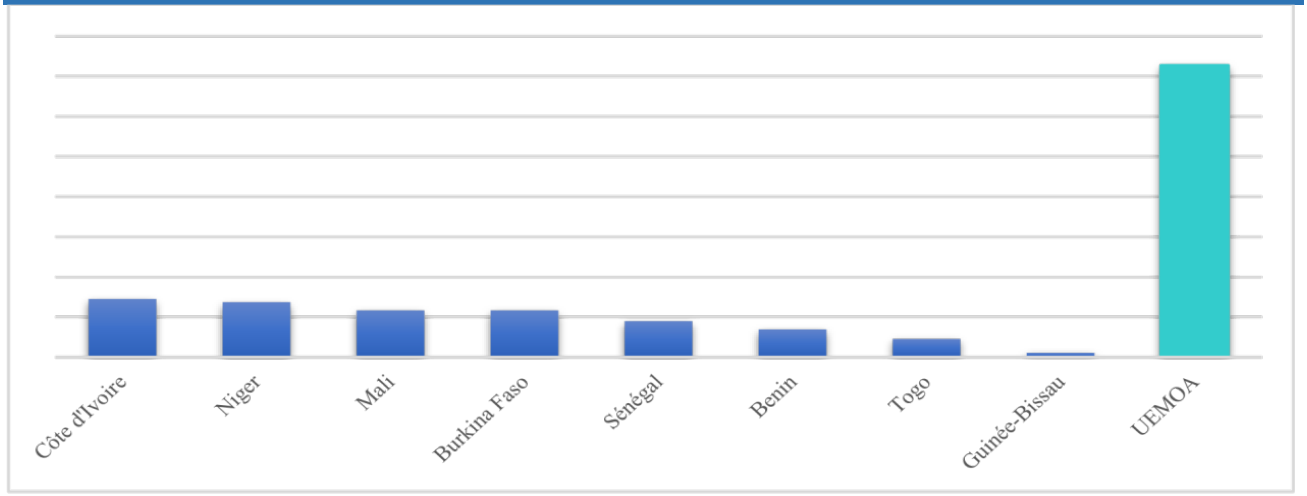
II.3. Contexte socio culturelle et démographique

II.3.1 Évolution démographique

La population totale de l'UEMOA a augmenté et s'est accrue de 46% entre 2010 et 2023 passant de 99 millions en 2010 à 145 millions d'habitants en 2023. Elle devrait atteindre les 150 millions en 2024, selon les projections de la Banque Mondiale.

En 2023, la population de la Côte d'Ivoire, du Niger, du Mali et du Burkina Faso représente plus de 70% de la population totale de l'UEMOA. Le graphique ci-après donne les détails.

Graphique 16 : Population total des pays de l'UEMOA



Source : Banque mondiale

La population est également de plus en plus urbanisée même si un seul pays, en l'occurrence la Côte d'Ivoire, dépasse les 50 % de taux d'urbanisation en 2023. Avec le développement des infrastructures, les zones urbaines sont de plus en plus étendues et continuent d'attirer des travailleurs originaires des zones rurales. Cette urbanisation demeure disparate selon le pays et peut parfois dissimuler le poids important des capitales qui peuvent concentrer une bonne partie de la population urbaine, voir tableau ci-après.

Tableau 5 : Taux d'urbanisation des pays de l'UEMOA en 2023

Pays	% de la population urbaine
Bénin	50,1
Burkina Faso	32,52
Côte d'Ivoire	53,149
Guinée-Bissau	45,466
Mali	46,189
Niger	17,054
Sénégal	49,579
Togo	44,49

Source : à partir des données de la Banque Mondiale, 2024

II.3.2. Evolution du taux de chômage dans l'espace UEMOA

Le taux de chômage dans les différents États-membres de la zone UEMOA varie entre 0,5 % et 5,2 % en 2022, ce qui reste relativement faible. Les plans nationaux de développement et les investissements privés peinent cependant à créer des emplois formels dans ces pays.

Aussi, l'emploi y est-il essentiellement composé d'emplois informels et souvent précaires, ce qui doit amener à relativiser les chiffres du chômage observés au sein de l'Union.

Aussi, dans l'UEMOA, la population active en milieu rural est en général plus importante qu'en milieu urbain. Cela s'explique principalement par la participation de ces populations aux tâches agricoles. Seuls le Sénégal et la Côte d'Ivoire, ont des taux d'urbanisation relativement élevés (voir tableau 2), et des populations actives urbaines plus importantes que leurs populations rurales actives. Du point de vue du genre, la population des hommes parmi les actifs est plus importante que celle des femmes. Le tableau ci-après donne les détails.

Tableau 6 ***: Taux de chômage et population active dans l'UEMOA en 2022***

Pays	Taux de chômage	Homme-femme	Population active Totale (en millier)	Part population active en âge de travailler (%)
Bénin	1,65	1,39% -- 1,97%	4811	62,59
Burkina Faso	5,18	5,18% -- 5,17%	8365	65,55
Côte d'Ivoire	2,64	2,13% -- 3,29%	10787	65,45
Guinée-Bissau	3,58	3,96% -- 3,13%	705	55,92
Mali	2,76	2,74% -- 2,80%	8054	67,50
Niger	0,53	0,64% -- 0,39%	9848	73,46
Sénégal	3,43	3,28% -- 3,68%	5199	51,28
Togo	4,07	4,92% -- 3,16%	3083	58,02

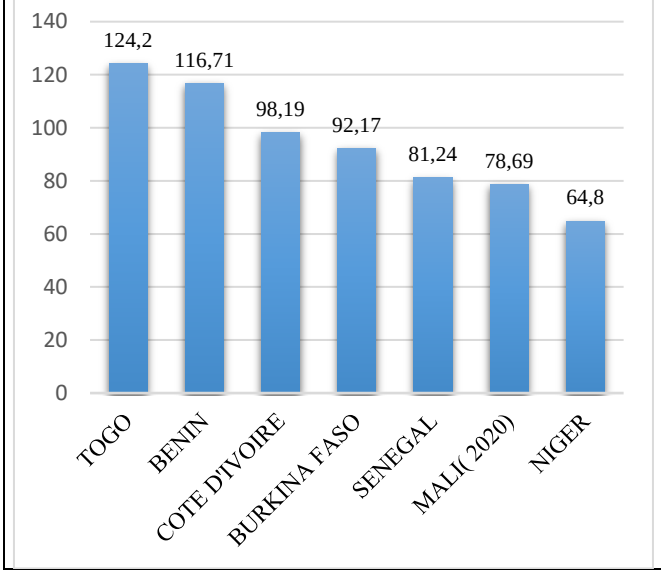
***Source** : Organisation Internationale du Travail, ILOSTAT (Mai 2023)*

II.3.3. Evolution du niveau d'éducation dans l'espace UEMOA

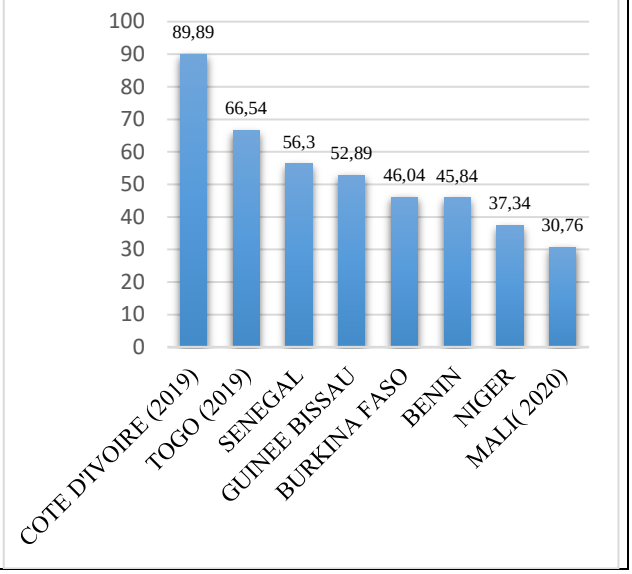
L'éducation et l'alphabétisation représentent de grands défis pour le développement du capital humain et pour le développement de la culture boursière au sein de l'Union. L'analyse du niveau d'éducation dans l'espace UEMOA montre qu'il existe une disparité entre les pays. En effet, s'agissant du taux d'alphabétisation des adultes, seul la Côte d'Ivoire, le Togo, le Sénégal et la Guinée Bissau ont un taux d'alphabétisation supérieur à 50%. Par contre seule la Côte d'Ivoire enregistre un taux supérieur à la moyenne de l'Afrique Subsaharienne (67,57% en 2020).

Par contre, grâce aux politiques et programmes des Etats pour promouvoir l'éducation, notamment la gratuité de l'enseignement primaire le taux brut de scolarisation du primaire a atteint un nveau significative dans l'Espace UEMOA. En 2021 ce taux a atteint 116,71% pour le Benin et 124,2% pour le Togo. La Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, le Mali, le Sénégal et la Niger on atteint respectivement 98,19%, 92,17%, 81,24%, 78,69 et 64,8%.

Graphique 17 : Taux brut de scolarisation primaire dans l'Espace UEMOA en 2021



Graphique 18 : Taux d'alphabétisation des adultes dans l'Espace UEMOA en 2021



Source : à partir des données de la BCEAO, 2024

III. PRÉSENTATION DU MARCHÉ FINANCIER RÉGIONAL (MFR)

III.1. Organisation du MFR

Le Marché Financier Régional est un marché dynamique, réglementé qui a pour objectif d'être un puissant vecteur de développement économique par sa contribution au financement de l'investissement public et privé. Le marché est composé de plusieurs sous-ensembles d'acteurs qui travaillent à son bon fonctionnement. On distingue : (i) les intervenants institutionnels, (ii) les intervenants commerciaux.

III.1.1 Les intervenants institutionnels

Les intervenants institutionnels regroupent : (i) l'Autorité des Marchés Financiers de l'UEMOA (AMF-UMOA), (ii) la BRVM et (iii) le Dépositaire Central-Banque de Règlement (DC/BR).

- **L'Autorité des Marchés Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine (AMF-UMOA)**

L'AMF-UMOA est l'autorité supérieure du Marché Financier Régional (MFR) dont les missions sont : l'organisation et la protection de l'appel public à l'épargne, l'habilitation, le contrôle des structures de gestion du Marché ainsi que des intervenants commerciaux, la surveillance de la régulation des opérations de bourse, la définition et la proposition d'orientation pour améliorer le fonctionnement du Marché, et la prise de sanctions administratives, pécuniaires, disciplinaires ou pénales à l'encontre des contrevenants aux dispositions réglementaires du MFR. Le financement de l'AMF-UMOA est assuré par les Etats en sa qualité d'organe de l'Union et par les facturations des habilitations, visas, agréments, etc.

- **La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM)**

La BRVM est une Institution Financière Spécialisée constituée sous forme de Société Anonyme dotée d'une mission de service public communautaire avec une représentation dans chaque pays de l'UEMOA. Elle est chargée d'organiser et d'assurer la bonne fin des transactions sur les valeurs mobilières et d'en informer le public. Pour ce faire, elle accomplit les missions suivantes : (i) l'organisation du marché ; (ii) la cotation et la négociation des valeurs mobilières ; (iii) la publication des cours et des informations boursières ; (iv) la promotion et le développement du marché des valeurs mobilières.

- **Le Dépositaire Central / Banque de Règlement (DC/BR)**

Le Dépositaire Central / Banque de Règlement est également une institution financière spécialisée, constituée sous la forme de Société Anonyme. Son capital se répartit à l'identique de celui de la BRVM.

Il a pour missions : (i) la codification des valeurs mobilières à titre exclusif pour la zone UEMOA; (ii) la centralisation de la conservation des compte-titres pour ses adhérents ; (iii) le dénouement des opérations de bourse ; (iv) le règlement des soldes résultant des compensations des opérations de marché et le paiement des produits (intérêts, dividendes, etc.) ; (v) la gestion des opérations sur titres (transferts de titres, nantissement de titres, mise en pension, mainlevées de titres…) ; (vi) la gestion du Fonds de Garantie du Marché Il fait office de banque de règlement et peut détenir des encaisses des négociateurs (comptes espèces).

III.1.2 Les intervenants commerciaux

Les intervenants commerciaux sont (i) les Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI), (ii) les Sociétés de Patrimoine (SP), (iii) les Organismes de Placements Collectifs en Valeurs Mobilières (OPCVM), (iv) les Teneurs de comptes compensateurs, (v) les Apporteurs d'Affaires (AA), (vii) les Listings-Sponsors, (viii) les Conseils en Investissement et (ix) les Agences de Notations.

Les Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI)

Les Sociétés de Gestion et d'Intermédiation, constituées en Sociétés Anonymes, exercent à titre principal les activités de négociation de valeurs mobilières en bourse et de conservation de titres pour le compte de la clientèle. A titre accessoire, elles font de la gestion sous mandat ainsi que du Conseil Financier.

Les Sociétés de Gestion de Patrimoine (SGP)

Sont considérées comme Sociétés de Gestion de Patrimoine, les personnes morales qui, par le biais de placements et négociations en bourse effectués par les SGI, interviennent discrétionnairement dans la gestion des titres qui leurs sont confiés sur la base d'un mandat de gestion établi avec leurs clients. Ces sociétés ne doivent pas détenir les titres et/ou les fonds de leurs clients.

Les Sociétés de Gestion d'OPCVM

Les Sociétés de Gestion d'OPCVM sont dédiées à la gestion exclusive des Fonds Communs de Placement (FCP) et des Sociétés d'Investissement à Capital Variable (SICAV).

Un OPCVM est un organisme financier qui collecte l'épargne des agents économiques en émettant des actions ou des parts. L'épargne ainsi collectée est utilisée pour constituer un portefeuille de valeurs mobilières. L'OPCVM canalise ainsi cette épargne vers le financement des entreprises, participant par ce biais au développement des économies nationales. Deux catégories d'OPCVM ont été agréées sur le Marché Financier Régional : les Sociétés d'Investissement à Capital Variable (SICAV) et les Fonds Communs de Placement (FCP).

Les Apporteurs d'Affaires (AA)

Les Apporteurs d'Affaires sont des personnes physiques ou morales qui transmettent les ordres de leurs clients aux SGI et/ou qui mettent en relation un client avec une SGI ou une Société de Gestion de Patrimoine pour l'ouverture d'un compte de titres et pour les conseils en placement ou la gestion sous mandat.

Listing Sponsor

Le Listing Sponsor est une entreprise habilitée à assister et conseiller une autre entreprise dans le cadre de son processus d'admission au Troisième Compartiment de la BRVM de l'UMOA et tout au long de sa présence audit Compartiment. L'activité de listing consiste à :

- Evaluer l'aptitude de la société candidate à l'admission au troisième compartiment de la BRVM (évaluation de l'entreprise, processus de levée de fonds, communication financière, environnement de marché, mode de cotation, etc.) ;
- Vérifier la pertinence du projet d'introduction en bourse par rapport au plan de financement et à la stratégie de la société candidate ;
- Assister la société candidate dans le processus d'admission à la cote ;

- Contribuer à la rédaction de la documentation nécessaire à l'introduction en bourse de la société candidate ;
- Conseiller la société candidate sur le choix de ses partenaires et sur les caractéristiques de l'opération permettant d'optimiser sa structure de financement ;
- Informer la société candidate ou cotée quant aux obligations légales et règlementaires qui lui incombent.

L'activité de Listing Sponsor est exercée par les SGI, les établissements de crédit ainsi que les cabinets d'audit et/ou de conseil financier. L'exercice de l'activité de Listing

Sponsor sur le marché financier régional de l'UMOA est subordonné à l'agrément préalable de l'AMF-UMOA.

Les Teneurs de comptes compensateurs

Les Banques Teneurs de compte et Compensateurs partagent avec les SGI le monopole de la conservation de titres pour le compte de la clientèle. Les banques de I'UEMOA sont habilitées à exercer les activités de teneur de compte et de compensateur pour le compte des clients. Elles devront recevoir, à cet effet, l'agrément du Conseil Régional. Les banques ne peuvent pas exercer les activités de négociateur.

Les Conseils en Investissement

Les personnes physiques ou morales qui orientent le choix de leurs clients sans se substituer à eux quant à leurs décisions finales sont considérées comme exerçant les activités de Conseil en investissements boursiers.

Les Démarcheurs

Les démarcheurs sont des personnes qui se rendent habituellement soit au domicile ou à la résidence des personnes, soit sur leurs lieux de travail, soit dans les lieux ouverts au public et non réservés à de telles fins en vue de conseiller la souscription, l'achat, l'échange, la vente de valeurs mobilières ou, la participation à des opérations sur ces valeurs. Le tableau ci-dessous résume les missions de chaque acteur du marché financier régional.

les Agences de Notation

Selon l'instruction 37/2009 du CREPMF relative aux conditions de l'exercice de l'agence de notation sur le marché financier de l'UMOA, une Agence de notation est une société commerciale dont l'activité principale et régulière consiste à émettre des notations. Les agences de notation apportent des opinions et analyses indépendantes à la fois sur la qualité de crédit des emprunteurs mais aussi sur l'environnement politique et socioéconomique susceptible de perturber le marché.

Au sein de l'UEMOA, on distingue les Agences de notations internationales dont les plus connues dans le monde sont communément appelées le « Big 3 » (Moody's, Standard and Poor's, Fitch) et les Agences de notation régionales (West africa rating agency, « Wara », basée à Dakar, et Bloomfield investment installée à Abidjan).

Tableau 7 : *Principales missions des acteurs du Marché financier régional*

Intervenants	Acteurs	Nature/Principales missions
Institutionnels	Autorité des Marchés Financiers de l'UMOA (AMF-UMOA)	***Autorité du Marché Financier*** Missions : Réguler le Marché financier régional, assurer la protection des épargnants.
	BRVM S.A.	***Organe Central de la négociation des valeurs mobilières cotées*** Missions : Cotation et négociation des valeurs mobilières inscrites, publication de l'information boursière et promotion du marché
	Dépositaire Central/Banque de Règlement (DC/BR S.A.)	***Organe Central de la Conservation/ Livraison/ Règlement*** Missions : Conservation dématérialisée des titres, circulation scripturale des titres, banque de règlement et mise en action du Fonds de Garantie.
Commerciaux	**Société de Gestion et d'Intermédiation (SGI)**	***Intermédiaires en Négociation en Bourse*** Missions : conserver et négocier les valeurs mobilières inscrites à la cote de la BRVM ou auprès du DCBR, sur ordre de leurs clients.
	Sociétés de Gestion de Patrimoine (SGP)	Missions : gérer des titres qui leurs sont confiés sur la base d'un mandat de gestion établi avec leurs clients
	Sociétés de Gestion d'OPCVM (SGO)	Missions : elles sont dédiées à la gestion exclusive des Fonds Communs de Placement (FCP) et des Sociétés d'Investissement à Capital Variable (SICAV).
	Teneurs de Comptes Compensateurs (TCC)	Missions : conserver des titres pour le compte de leurs clients
	Apporteurs d'Affaires (AA)	***Intermédiaires en affaires*** Missions : rapprocher les clients émetteurs ou investisseurs, des SGI et autres intervenants Commerciaux du MFR
	Conseils en Investissements (CI) **Listing Sponsor**	Missions : Orienter leurs clients dans l'investissement produits boursiers Missions : Assister et conseiller une autre entreprise dans le cadre de son processus d'admission au Troisième Compartiment de la BRVM de l'UMOA et tout au long de sa présence audit Compartiment
	Agences de Notation	Mission : Emettre des notations

***Source** : Auteur 2024*

III.2 Les produits financiers du MFR

Le MFR est le marché des capitaux de long terme où sont échangé uniquement les obligations et les actions des entreprises privées cotées ou non, des États de l'UEMOA et leur démembrement, et des institutions.

III.2.1 Le marché des actions

L'émission d'actions par appel public à l'épargne est un mécanisme de financement long des entreprises qui cherchent à renforcer leurs fonds propres et élargir et diversifier leur base d'actionnariat. Les fonds mobilisés par ce mécanisme sont non remboursables puisque les actions sont des titres de propriété qui donnent droit à leurs détenteurs à une quote-part des dividendes en cas de résultats bénéficiaires et d'affectation d'une partie aux actionnaires. Si elle est suivie d'une introduction en Bourse, l'émission d'action donne une seconde vie au titre qui sera coté à la BRVM et fera l'objet de transactions entre les détenteurs initiaux et des investisseurs à un prix qui sera connu tous les jours grâce au système de fixation du prix après confrontation des offres (ventes) et demandes (achats). Les prix des actions étant soumis à des fluctuations (limitées à +/-7,5%) d'une séance de bourse à une autre, donnent l'occasion aux détenteurs de faire des plus ou moins-values. Les actions

sont réputées procurer des gains dans le temps, c'est une épargne longue. Malheureusement en Afrique, le marché des actions a mauvaise presse ou est victime de préjugés. On pense qu'il faut être déjà riche pour y investir des millions de francs. Sinon, pour les commerçants (tes) qui cherchent à multiplier par x leur argent trouvent que c'est très lent pour y gagner de l'argent et préfèrent faire tourner leurs stocks de marchandises.

Il est important dès ce stade de percevoir les difficultés d'ancrage des produits boursiers dans la mentalité des agents économiques de l'UEMOA notamment la frange la plus dynamique qui est constituée de commerçants en particulier et du secteur informel en général. Ils ont une préférence pour la liquidité et la vitesse de circulation de l'argent, à l'inverse d'un épargnant.

III.2.2 Le marché obligataire

Les obligations sont des produits très simples puisque ce sont des titres de créance avec des conditions de prix, de taux d'intérêt et de durée connues dès le départ. Les entreprises qui choisissent ce mode de financement de leurs investissements, c'est-à-dire l'émission d'emprunts obligataires s'engagent à verser des intérêts aux souscripteurs et de rembourser le capital à l'échéance convenue. Pour ceux qui achètent ces titres, ils font un placement sûr et rentable vu que sur le MFR, le paiement des intérêts et le remboursement du principal sont garantis pour la plupart des émetteurs même si très récemment la nouvelle réglementation introduit la notation pour prévenir les investisseurs sur le risque de défaut des émetteurs.

Le marché obligataire de l'UEMOA connaît un réel dynamisme avec des rendements nets d'impôts autour de 6% l'an ce qui est mieux que la Caisse d'épargne ou les dépôts à terme dans les banques. Il offre une bonne alternative à ces deux produits classiques d'épargne.

III.2.3 Les Sociétés d'Investissement à Capital Variable (SICAV)

Les SICAV font partie de la famille des OPCVM (Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières). Elles sont destinées à rassembler des capitaux qui sont ensuite investis en valeurs mobilières (Actions, Obligations, Produits monétaires). L'UEMOA compte 02 SICAV dont la première à être créée porte le nom de SICAV-Abdou Diouf et est gérée par la Société Ouest-Africaine de Gestion d'Actifs (SOAGA).

III.2.4. Les fonds communs de placement

Les fonds communs de placement (FCP) font partie, avec les SICAV, de la famille des OPCVM. Un FCP est une copropriété de valeurs mobilières qui émet des parts. Il n'a pas de personnalité morale. Chaque porteur de part dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du fonds, droit proportionnel au nombre de parts possédées. A titre d'exemple il existe plusieurs types de FCP :

- Les Fonds Communs de Placement d'Entreprise (FCPE) : ils sont dédiés aux salariés d'une entreprise et mis en place dans le cadre d'un accord de participation ou d'un plan d'épargne salariale. Il peut s'agir soit de FCPE "diversifié" (composés d'un panier de valeurs, sans qu'aucune valeur ne soit représentée), soit de FCPE "d'actionnariat salarié" (composés pour plus d'un tiers en titres de l'entreprise). Les salariés de la SONATEL ont créé un FCP complémentaire retraite ;
- Les Fonds d'Investissement de Proximité (FIP) qui investissent dans les titres non cotés de Petites et Moyennes Entreprises (PME) bénéficient d'un dispositif d'incitation fiscale.

Les OPCVM constituent l'un des plus puissants moyens pour approfondir le MFR et ancrer de façon pérenne la culture boursière. Toutefois, dans l'UEMOA, il n'existe que 19 FCP et 02 SICAV.

III.3. Evolution du marché financier régional

III.3.1 Évolution des sociétés cotées

L'évolution des sociétés cotées à la BRVM depuis sa création en 1998 n'est quasiment pas remarquable. L'effectif des sociétés cotées est passé de 35 entreprises en 1998 à 46 en 2023 soit une hausse absolue de seulement onze (11) sociétés[1]. Par ailleurs, les 35 sociétés à l'origine ont été transférées de l'ancienne Bourse des Valeurs d'Abidjan (BVA). Cette situation exhibe une faible attraction et un faible dynamisme de la BRVM au regard de l'introduction timide de nouvelles sociétés. Cependant, le nombre de sociétés cotées constitue, avec le volume des transactions, les principaux facteurs de croissance endogène d'une bourse.

Toutefois, il existe un potentiel de sociétés qui pourraient être cotées dans chacun des huit pays membres. A cela s'ajoutent les PME pour lesquelles un troisième compartiment a été créé.

III.3.2 Entreprises admissibles au programme ELITE-BRVM

Le programme ÉLITE pour les PME a été lancé en novembre 2017 à Abidjan par la BRVM. Il a été développé par le London Stock Exchange Group (LSEG) afin d'aider les Petites et Moyennes Entreprises (PME) à préparer et structurer la prochaine étape de leur croissance à travers l'accès à des opportunités de financement à long terme. A ce jour, au sein de la BRVM, les entreprises admissibles au programme ELITE-BRVM sont au nombre de trente (30), exerçant dans les pays de l'espace UEMOA.

III.3.3 Évolution du marché boursier

- **Évolution des obligations et des actions sur le marché de la BRVM**

Le marché boursier de l'UEMOA (BRVM) connaît une évolution à la baisse durant la période 2012-2022. A partir de 2016, le marché boursier connaît des baisses successives qui s'accélèrent jusqu'en 2020 avant de reprendre son évolution jusqu'à 2022. L'année 2020 avait négativement impacté la BRVM, à l'image de toutes les places financières, à la suite de l'apparition du coronavirus. En effet, l'indice BRVM 10 est passé de 184 en 2016 à 131 en 2020 puis à 166 en 2022. L'indice BRVM quant à lui est passé de 166,6 en 2016 puis 145 en 2020 et 203 en 2022

- **Capitalisation boursière**

Au niveau de la BRVM, la CB a globalement crû entre 1998 et 2022. En effet, la capitalisation de l'ensemble des actions et des obligations au cours de ces deux (02) décennies a été multipliée par 16, passant de 1 018 milliards de FCFA en 1998 à 16 486 milliards de FCFA en 2022. Toutefois, cette hausse n'est pas linéaire sur la période. Quatre (04) sous-périodes peuvent être observées : (i) le premier quinquennat de la Bourse (19982003) : une tendance quasi stationnaire de la CB ; (ii) la période 2004-2007 qui marque un début de croissance de la CB, (iii) la période 2008-2011 marqué par des crises financières, socio-économiques et politiques avec une évolution en dents de scie et (iv)

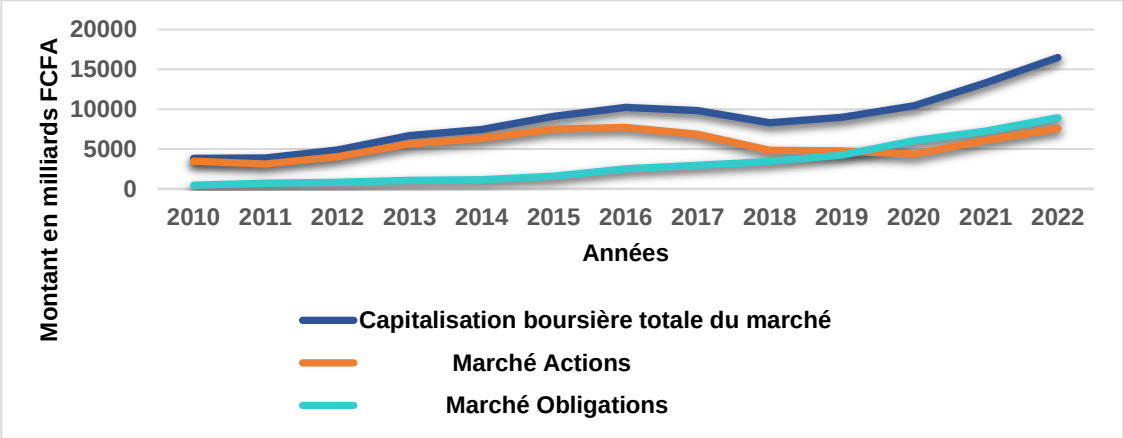
[1] Il convient de noter que cette évolution n'est pas linéaire. On assiste à des nouvelles entrées des entreprises mais aussi à de retraits d'entreprises de la Bourse régionale, donc à une évolution en dents de scie de l'effectif des entreprises cotées à la BRVM. Par exemple, le nombre de sociétés cotées à la BRVM était de 41 en 2000, de 37 en 2012 et de 39 en 2017.

la période 2012 à 2023 qui marque une reprise de croissance de la CB avec cependant une baisse constatée en 2017 et en 2018. Les raisons sont relatives à l'exécution de diverses réformes par le CRPMEF en 2012 et la reprise de la croissance dans l'UEMOA. À fin décembre 2022, la capitalisation totale du marché a enregistré une hausse de 23,66% pour s'établir à 16 487 milliards de FCFA, après avoir connu une hausse de 27,96% à 13 332 milliards de FCFA au 31 décembre 2021.

Dans le détail, la capitalisation boursière du marché des actions s'est située, au 31 décembre 2022, à 7 560 milliards de FCFA, en hausse de 24,23% par rapport à fin décembre 2021, où elle s'était établie à 6 085 milliards de FCFA. De son côté, la capitalisation du marché obligataire a enregistré une progression de 23,17% pour se chiffrer à 8 926 milliards de FCFA, contre un niveau de 7 247 milliards de FCFA à fin 2021.

Le graphique suivant présente l'évolution de la capitalisation boursière entre 2010 et 2017.

Graphique 19 Evolution de la capitalisation boursière dans l'UEMOA (2010-2022)



Source : BRVM, données financières, 2024

Tableau 8 : Evolution du marché financier de la BRVM

Rubriques	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Indices BRVM 10	290	262	220	154	149	131	154	166
Indices BRVM composite	304	292	243	172	159	145	202	203
Capitalisation boursière composite (actions et obligations) en milliards de F CFA	9 079	10216	9806	8289	8973	10419	13332	16486
Marché Actions	7500	7706	6 836	4845	4741	4368	6085	7560
Marché Obligations	1579	2509	2 970	3444	4233	6051	7247	8926
Nombre de sociétés cotées	39	43	45	45	46	46	46	46

Source : BRVM, données financières, 2024

III.3.4 Le marché régional des titres publics

Afin de satisfaire leurs besoins de financement, les Etats membres de l'Union font appel à deux modes de placement des titres publics : soit par adjudication ou par syndication. Dans l'UEMOA, les adjudications de titres publics se font à prix ou taux multiples alors que les syndications se font à prix fixes.

- **Evolution des émissions de titres publics**

Le montant global des émissions brutes sur le marché régional de la dette publique s'élevait à 4 112,2 milliards de FCFA à fin 2019 contre 3 277,6 milliards de FCFA à la même période en 2018. L'évolution des émissions brutes est en partie due à une présence plus marquée de la Côte d'Ivoire et du Sénégal sur le marché financier régional par rapport à l'année précédente.

Quant aux émissions nettes, elles se sont établies à 910,8 milliards de FCFA sur la même période contre 342,8 milliards de FCFA en 2018.

Au cours de 2019, les mobilisations de ressources sur le marché financier régional ont été réalisées majoritairement sur le compartiment des obligations du Trésor (60 %). La préférence des Etats reste donc orientée sur les titres de moyen et long terme, en raison notamment du financement des vastes projets d'infrastructures engagées. Les titres de maturité de 3 et 5 ans ont été les plus sollicités avec des montants mobilisés de 1 146,5 milliards de FCFA et 474,5 milliards respectivement, soit 91,3 % du montant total des émissions d'obligations par adjudication.

Le volume total des émissions par adjudication sur le compartiment obligataire s'est établi à 1 775,0 milliards de FCFA en 2019 contre 943,9 milliards de FCFA un an plus tôt. Quant au volume des émissions obligataires par syndication, il a atteint 692 milliards de FCFA en 2019, soit une augmentation de 152,3 milliards de FCFA par rapport à la même période en 2018.

Pour l'ensemble des émissions obligataires en 2019, le taux moyen de rendement s'est établi à 6,42 % contre 6,29 % un an plus tôt, soit une hausse de 13 points de base.

Sur le compartiment des bons du Trésor, soixante-dix (63) émissions ont été réalisées au cours de l'année 2019, pour un montant total de 1 645,1 milliards de FCFA, contre 1 489,4 en 2018. La maturité de 12 mois a été la plus sollicitée, avec quarante-deux (42) émissions d'une valeur globale de 885,1 milliards de FCFA, soit 53,8% de la valeur totale des bons

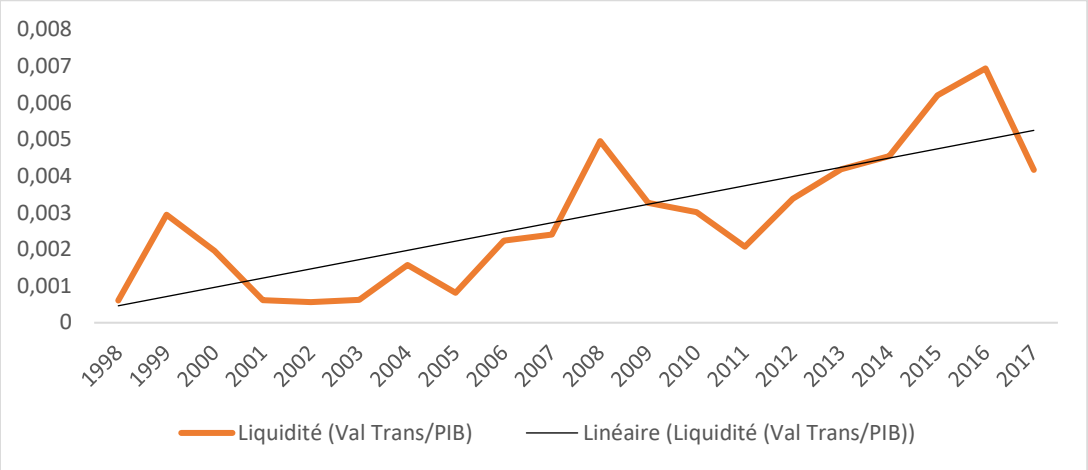
- **La liquidité du marché**

La liquidité du marché boursier, positivement corrélée au niveau du développement de celuici, (Ndong 2007) désigne la capacité d'acheter ou de vendre des titres à chaque fois que le besoin se fait sentir. Elle est mesurée à travers le rapport valeur des transactions sur la capitalisation boursière du marché ou le ratio valeur des transactions sur le PIB. Par ailleurs, le taux de rotation déterminé en faisant le rapport entre le volume des titres échangés et le nombre de titres en circulation permet d'apprécier le degré de liquidité de ce titre.

De façon globale, l'analyse du niveau de liquidité de la BRVM dénote une tendance à la hausse même si cette évolution est irrégulière et relativement faible. De même, cette évolution est plus remarquable à partir de 2007 et de 2013, respectivement, l'année à laquelle le délai de Règlement/Livraison s'est établi à T+3.

Par ailleurs, l'amélioration du niveau de liquidité du marché est liée à un certain nombre de changements intervenus dans le fonctionnement de la bourse. En effet, au titre du renforcement du cadre réglementaire, le Conseil Régional a adopté l'Instruction n°48/2012 relative au fractionnement des titres des sociétés cotées à la BRVM. Cette instruction vient renforcer les mécanismes existants à la BRVM pour accroître la liquidité du marché financier. Cette instruction facilite aussi la négociabilité des titres et par conséquent améliore la liquidité de la Bourse en créant des conditions d'acquisition de titres plus favorables aux plus petits épargnants. Le graphique ci-dessous présente l'évolution de la liquidité de la BRVM entre 1998 et 2017.

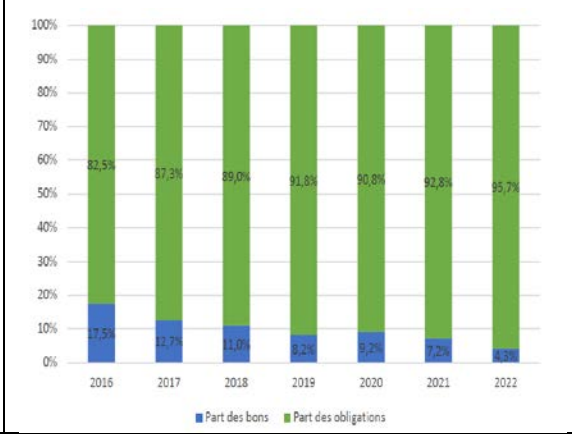
Graphique 20 : Evolution du niveau de liquidité de la BRVM



Source : Auteur, à partir des données financières de la BRVM

- **Évolution de l'encours de la dette sur le marché régional**

L'encours global des titres publics est ressorti à 21 335,5 milliards de FCFA à fin décembre 2022, soit 19,4% du PIB (contre 16 997,5 milliards de FCFA à fin décembre 2021, ce qui représentait 17,0 % du PIB). La structure de cet encours reste dominée par les obligations du Trésor qui ont représenté 95,7 % du total.

Graphique 21 : Evolution de l'encours de la dette sur le marché régional (milliards FCFA et % du PIB)	***Graphique 22 : Évolution de la composition de la dette***
	

***Source** : BCEAO, Rapport sur la politique monétaire dans l'UEMOA, mars 2023*

IV. ETAT DES LIEUX DU NIVEAU DE LA CULTURE BOURSIÈRE DE LA POPULATION CIBLE

Globalement, il ressort que le niveau de la culture boursière dans l'espace UEMOA demeure faible, et ce, malgré les multiples actions de promotions réalisées par les acteurs du marché, au cours de ces dix dernières années.

Selon Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) (2022), la culture financière peut être définie comme une combinaison "des connaissances, des savoirs, des compétences, des attitudes et des comportements dans le domaine financier indispensables pour prendre des décisions financières en toute connaissance de cause et, en fin de compte, parvenir au bien-être financier". S'inspirant de celle-ci, nous définissons la culture boursière comme l'ensemble des connaissances, des comportements et des attitudes en matière boursière.

Cette partie est subdivisée en trois sous parties que sont la culture et pratique d'investissement à la bourse BRVM, le niveau de connaissances du marché financier régional et les attitudes et comportements en matière d'investissements.

IV.1 *Culture et pratique d'investissement à la bourse BRVM*

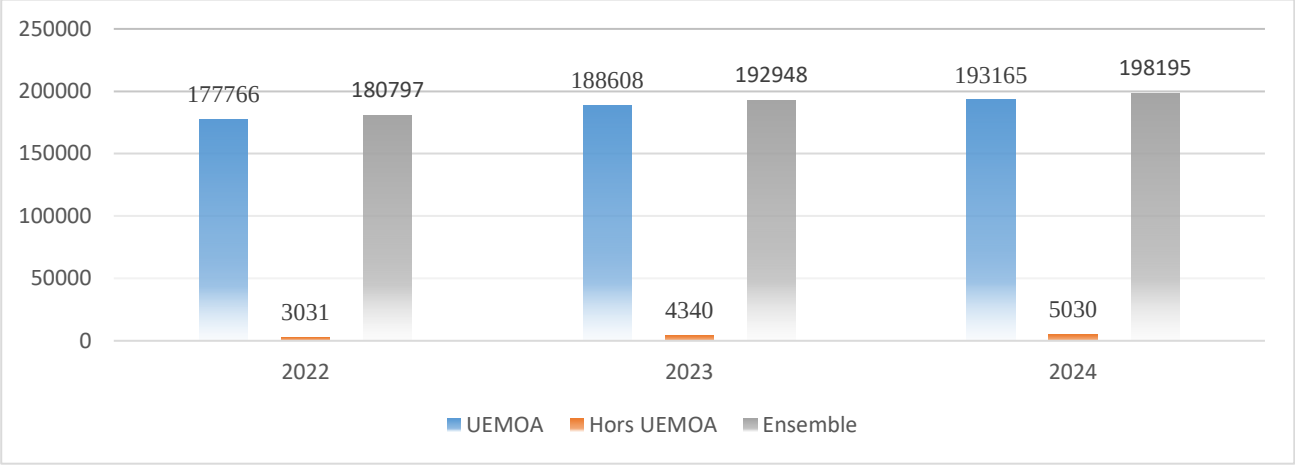
L'appréciation du niveau de la culture et de la pratique d'investissement est effectuée en prenant le nombre de comptes titres et le niveau d'investissement des personnes enquêtées.

IV.1.1. Situation des comptes titres

Globalement, sur la période 2022 à 2024, le nombre de compte titre dans l'Espace UEMOA a connu une évolution en passant de 180 797 comptes en 2022 à 198 195 comptes en 2024. Aussi, la majorité des comptes titres sont concentrés dans l'UEMOA, avec 198 195 comptes, contre seulement 5 030 hors UEMOA. Cette progression traduit un intérêt croissant pour les investissements en titres, signe d'un dynamisme du marché financier régional.

Toutefois, cette évolution reste faible comparativement au nombre de la population de l'UEMOA, traduisant le faible niveau de la culture boursière. En effet, en rapportant le nombre de comptes titres au nombre d'habitants de l'Espace UEMOA, il ressort globalement 0,13% de la population de l'espace détient un compte titre. Le graphique suivant donne les détails.

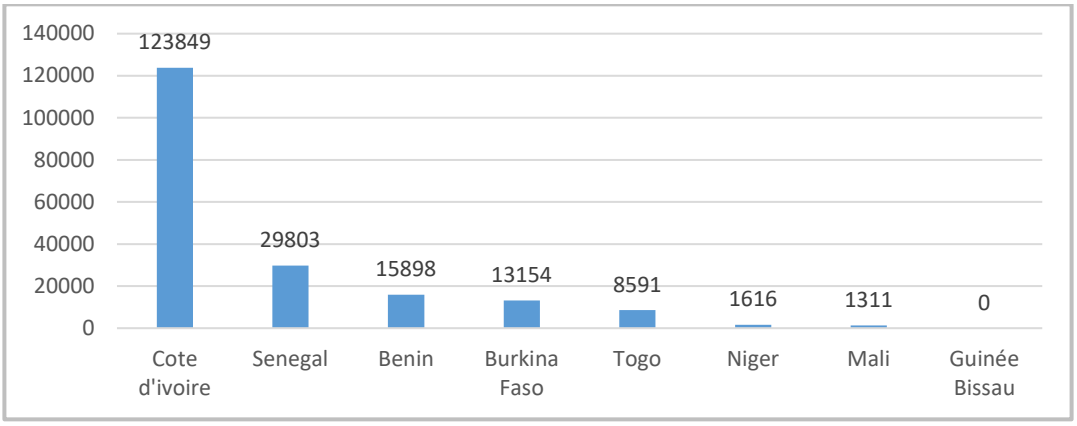
Graphique 23 : Evolution des comptes titres de la clientèle de 2022 à 2024



Source : Données AMF-UMOA, 2024

L'analyse par pays montre que la Côte d'Ivoire est le détenteur majoritaire des comptes titre dans l'espace UEMOA. A la date du 30 mars 2024, le nombre de compte titre dans l'espace UEMOA était de 194 222 détenus essentiellement par les acteurs de Côte d'Ivoire (63,76% des comptes titres), suivi par le Sénégal (15% des compte titres). Le Mali et le Niger ont chacun moins d'un pour cent des comptes titres. La Guinée Bissau, quant à elle n'enregistre aucun compte titre.

Graphique 24 : Situation des comptes de la clientèle par conservateur par pays de la zone UEMOA au 31 mars 2024



Source : Données AMF-UMOA, 2024

L'analyse détaillée de la situation des comptes de la clientèle par conservateur et par pays de la zone UEMOA au 31 mars 2024 montre que les comptes titres sont dans leur majorité sans mandat de gestion (86%) contre 24% qui sont sous mandat de gestion. Aussi, les compte titres sont détenus majoritairement par les acteurs résidents dans l'espace UEMOA (97,6%).

Ce choix de gérer eux même leur compte titre participe d'une manière ou d'une autre au dynamisme du marché. Toutefois, cela requiert des compétences de base sur la gestion de portefeuille et d'analyse des informations financières.

Il est aussi important de faire connaître le marché par les potentiels investisseurs hors UEMOA.

Selon les statistiques de l'AMF-UMOA, 4576 comptes titres sont détenus par des investisseurs hors UEMOA. Aussi, selon les résultats de l'enquête, les ressortissants du Canada, de l'Allemagne, du Maroc, de la Zambie et de la Malawi ont participé à des formations en vue d'investir dans le marché financier régional.

Tableau 9 : Détails sur la situation des comptes de la clientèle par conservateur par pays de la zone UEMOA au 31 mars 2024

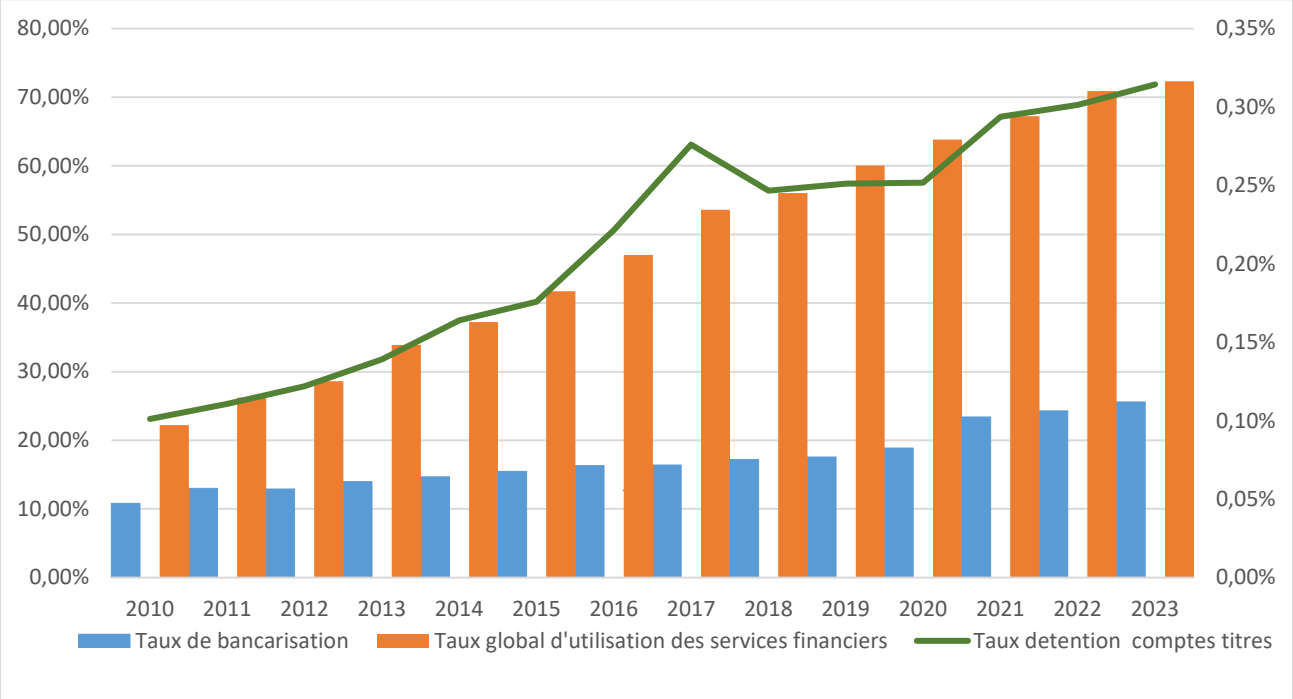
Pays	Nombre de compte-titre sans mandat de gestion			Nombre de compte-titre sous mandat de gestion			Total		
	UEMOA	Hors UEMOA	Total	UEMOA	Hors UEMOA	Total	UEMOA	Hors UEMOA	Total
Bénin	5 158	95	**5 253**	10 523	122	**10 645**	15 681	217	**15 898**
Burkina Faso	5 594	133	**5 727**	7 255	172	**7 427**	12 849	305	**13 154**
Cote d'ivoire	117 468	2 319	**119 787**	3 913	149	**4 062**	121 381	2 468	**123 849**
Guinée Bissau	-	-	**0**	-	-	**0**	-	-	**0**
Mali	1 204	12	**1 216**	95	-	**95**	1 299	12	**1 311**
Niger	1 564	48	**1 612**	4	-	**4**	1 568	48	**1 616**
Sénégal	28 447	1 067	**29 514**	260	29	**289**	28 707	1 096	**29 803**
Togo	3 549	178	**3 727**	4 612	252	**4 864**	8 161	430	**8 591**
Total général	**162 984**	**3 852**	**166 836**	**26 662**	**724**	**27 386**	**189 646**	**4 576**	**194 222**

Source : Données AMF-UMOA, 2024

IV.1.1 Evolution comparée de l'évolution de l'inclusion financière et des comptes titres à la BRVM

L'inclusion financière constitue un facteur essentiel de réduction de la pauvreté et est propice à la croissance économique, et partant, le développement du marché boursier. Du graphique ci-après, on constate que le taux de détention des comptes-titres est nettement plus faible que les taux global d'utilisation des services financiers et bancarisation sur la période 2010-2023. En effet le taux de détention des comptes titres dans l'UEMOA est passé de 0,10% à 0,31% sur la période tandis que le taux global d'utilisation des services financiers (le taux de bancarisation) est passé de 22,2% à 70,9% (10,8 à 24,3%) respectivement. Plus important, le graphique semble indiquer une forte corrélation positive entre le taux global d'utilisation des services financiers et le taux de détention des comptes-titres. Autrement dit, en améliorant les conditions de vie des populations, l'utilisation des services financiers pourrait accroitre la détention des comptes titres dans l'UEMOA

Graphique 25 : Evolution de l'inclusion financière et détention des comptes titres dans l'UEMOA



Source : Auteurs à partir des données de l'AMF-UMOA (2025) et de la BCEAO (2024)

IV.1.2. Niveau d'investissement à la bourse BRVM

Globalement, les populations enquêtées ont une faible culture boursière. En effet, la majorité (73%) des personnes enquêtées n'ont pas effectué de placements boursiers à la BRVM. Ils justifient cela par le manque de notion sur la bourse (32%), le manque de capital (26%), la peur du risque (24%) et la difficulté à gérer leur compte (8%). On constate aussi que parmi ceux qui n'ont pas encore réalisé de placements boursiers, la majorité (53%) n'a pas encore pensé à investir à la bourse BRVM.

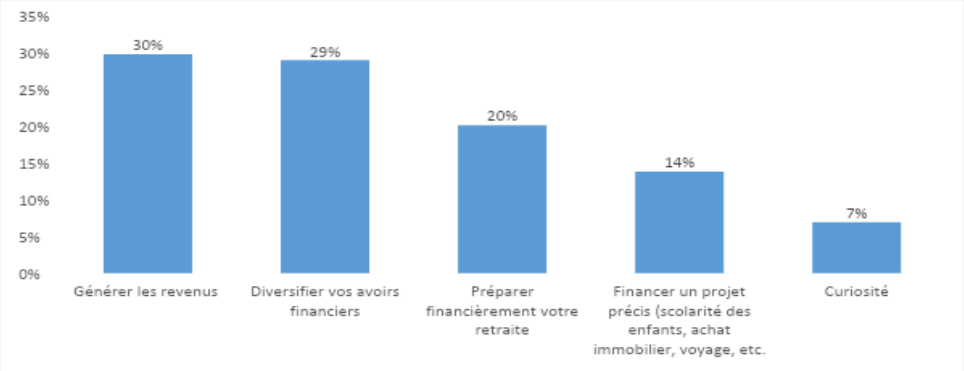
Pour la minorité (27%) ayant déjà des placements boursiers à la BRVM, les principales raisons qui les ont incités à le faire sont respectivement l'accroissement des revenus (30%), la diversification des avoirs financiers (29%) et la préparation financière de la retraite (20%).

IV.1.2.1 Principales motivations d'investissements à la BRVM

Selon les personnes enquêtées, les principales motivations pour investir en bourse sont la création des revenus et la diversification de leurs avoirs financiers (59% des cas). Le financement d'un projet précis et la curiosité sont des motivations les moins indiquées.

Les actions de sensibilisation doivent contenir des messages visant à rassurer les populations de l'existence d'une autorité de régulation du marché, des principes de bonne gouvernance requis pour les sociétés cotées dans le but d'obtenir des informations fiables sur la rentabilité de celles-ci. Le graphique suivant nous fournit plus de détails.

Graphique 26 : Principales motivations qui ont incité à investir à la bourse



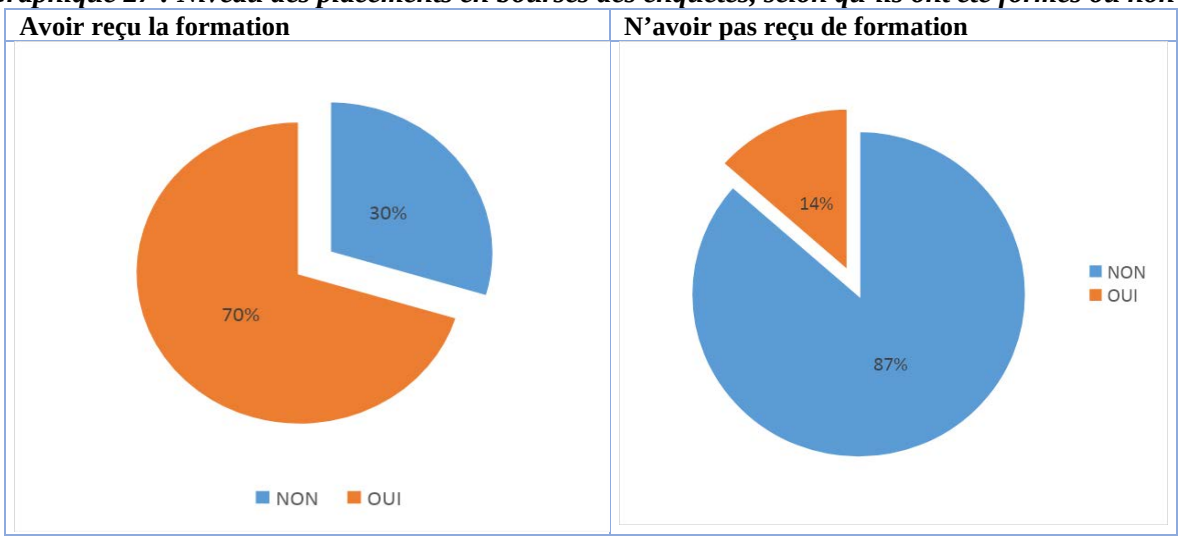
Source : Données d'enquête, AMF-UMOA, juillet 2024

IV.1.2.2 Niveau d'investissement en bourses des enquêtés selon qu'ils ont été formés ou non

De l'analyse des données collectées, il ressort que la majorité (73%) des personnes rencontrées n'ont pas encore effectué des placements boursiers (BRVM). Aussi, parmi ceux n'ayant jamais effectué des placements boursiers, 47% ont au moins pensé à investir en bourse contre 53% qui ne pensent pas investir.

Cela est en partie dû entre autres à : l'ignorance de la bourse, le manque de moyens financiers, l'inexistence de l'antenne de la bourse et des acteurs commerciaux en Guinée Bissau, la préférence pour l'acquisition des biens immobiliers et des placements bancaires, etc. Toutefois, il ressort que ceux ayant suivi la formation ont beaucoup plus effectué des placements que ceux n'ayant pas suivi (70% contre 14%). **Ainsi, les actions de formation/sensibilisation accroissent le niveau de placement en bourse**. **Il est donc important de diffuser les actions de sensibilisation et de formation dans tous les pays de l'UEMOA aussi bien en zone rural qu'urbaine, v**oir les graphiques suivant pour plus de détails.

Graphique 27 : Niveau des placements en bourses des enquêtés, selon qu'ils ont été formés ou non



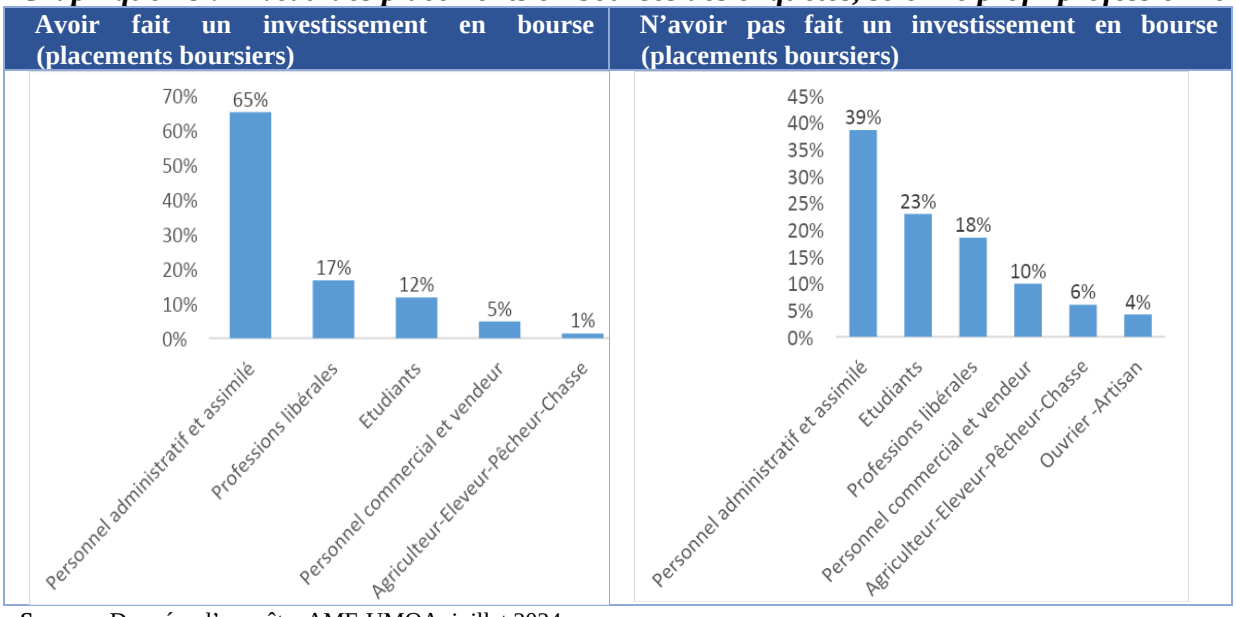
Source : Données d'enquête, AMF-UMOA, juillet 2024

IV.1.2.3 Investissement en bourse (placements boursiers) selon le profil professionnel

Pour ce qui est du profil professionnel des investisseurs et non investisseurs, on constate après analyse des données que le personnel administratif et assimilé est le plus représenté suivi de ceux des professions libérales. Toutefois, il convient de préciser que les ouvriers et artisans n'investissent pas en bourse.

Ces résultats montrent que la bourse reste une affaire « d'intellectuelle ». ***Les actions de vulgarisation devraient prendre en compte le grand public selon les spécificités de chaque groupe d'acteurs (commerçants, ouvriers, chefs d'entreprises, étudiants, etc.).*** Les graphiques suivants donnent plus d'informations.

Graphique 28 : Niveau des placements en bourses des enquêtés, selon le profil professionnel

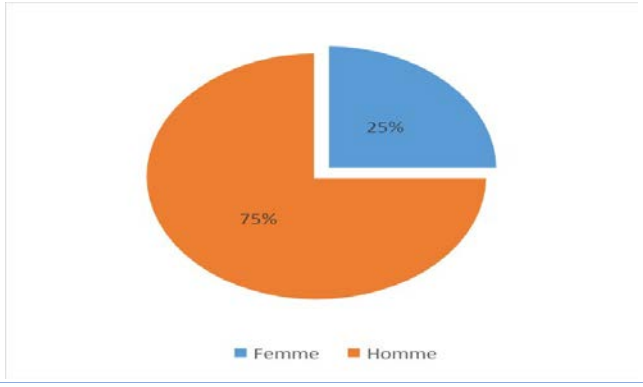
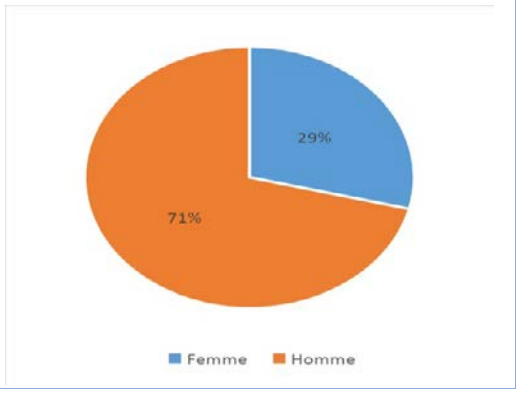


Source : Données d'enquête, AMF-UMOA, juillet 2024

IV.1.2.4 Investissement en bourse (placements boursiers) selon le sexe

De l'analyse des données, il ressort que les hommes investissent plus (75% des enquêtés ayant déjà effectué un investissement en bourse) et sont plus disposés à investir sur le marché boursier (71% parmi ceux n'ayant pas encore effectué un investissement en bourse), voir les graphiques ci-dessous.

Graphique 29 : Niveau des placements en bourses des enquêtés, selon le sexe

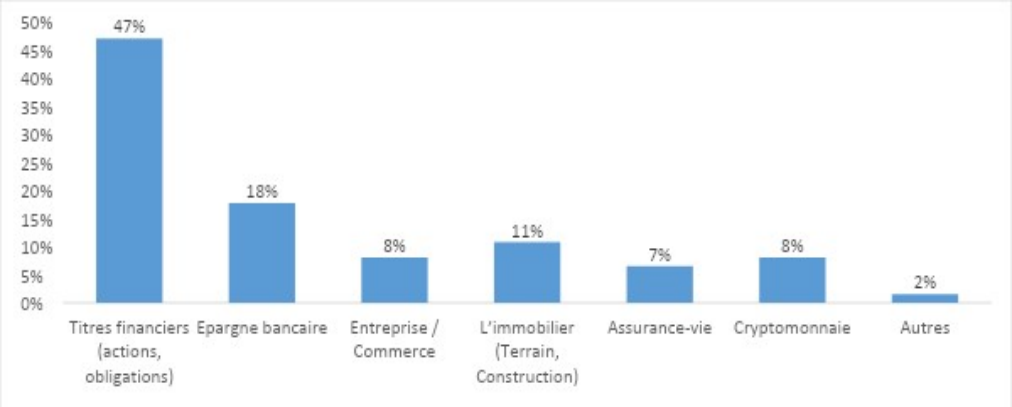
Avoir fait un investissement en bourse (placements boursiers)	**N'avoir pas fait un investissement en bourse (placements boursiers)**
	

Source : Données d'enquête, AMF-UMOA, juillet 2024

IV.1.2.5. Secteurs d'investissement des acteurs économiques

Parmi les secteurs investis actuellement le secteur des titres financiers (actions et obligations) a été le plus sollicité, suivi par l'épargne bancaire. Le secteur de l'assurance vie est le moins investi. Le graphique suivant fournit plus de détails.

Graphique 30 : Secteurs d'activités investis actuellement

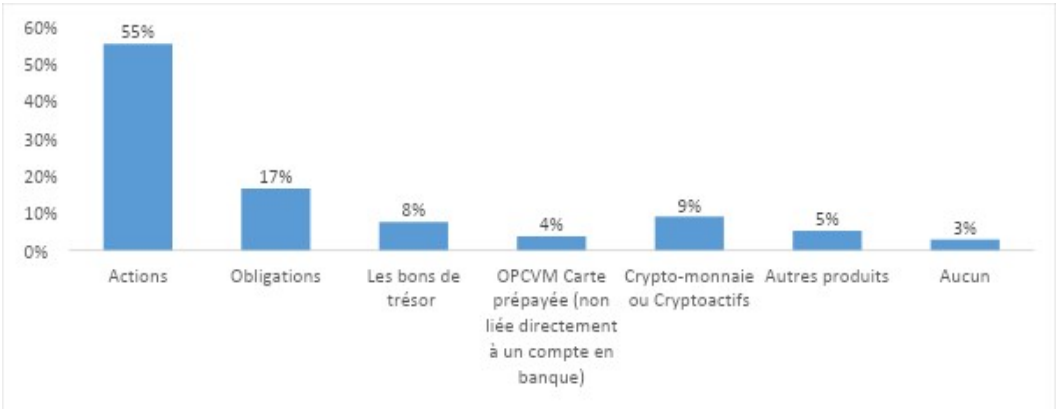


Source : Données d'enquête, AMF-UMOA, juillet 2024

IV.1.2.6. Produits boursiers détenus

Parmi ceux qui investissent déjà en bourse, la majorité (55%) détient des actions suivies des obligations (17%). Ils détiennent moins les OPCVM carte prépayée. La recherche d'une meilleure rentabilité de leur investissement explique cette préférence à détenir les actions. Le graphique suivant donne plus d'informations.

Graphique 31 : : Produits boursiers détenus



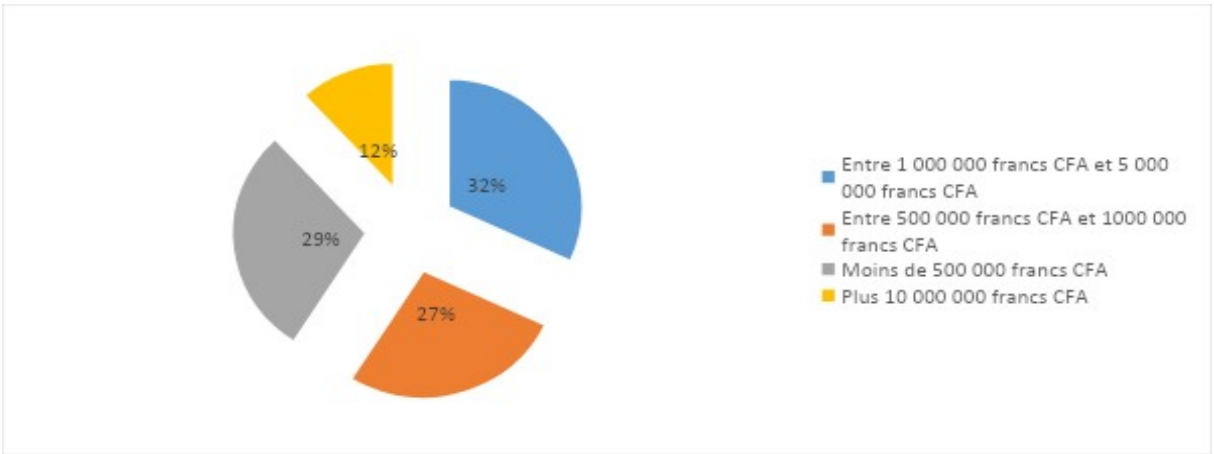
Source : Données d'enquête, AMF-UMOA, juillet 2024

IV.1.2.7. Patrimoine boursier des enquêtés

De l'analyse des données collectées, il ressort que la majorité (32%) des interviewés ayant déjà investi en bourse ont un patrimoine boursier compris entre 1 million de FCFA à 5 millions de FCFA. Ceux dont le patrimoine boursier est de plus de 10 millions représentent seulement 12%.

Cette situation est due, d'une part, à la faiblesse des revenus des populations, et d'autre part, à leurs préférences aux actifs immobiliers.

Graphique 32 : Répartition des enquêtés selon le patrimoine boursier



Source : Données d'enquête, AMF-UMOA, juillet 2024

IV.2 *Connaissances des institutions du marché financier régional*

IV.2.1. Connaissances de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM)

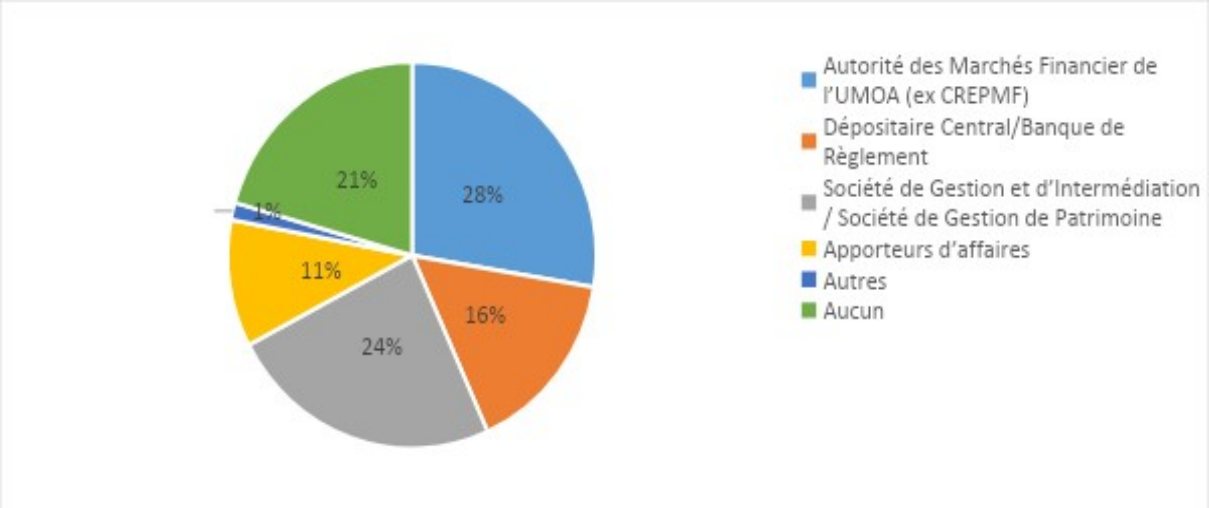
La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) étant un acteur incontournable du marché financier dans l'UMOA, il a été question de mesurer son niveau de connaissance par les personnes enquêtées.

Globalement, la BRVM est moyennement connue par les acteurs (57%), contre 43% qui ignore son existence.

IV.2.2. Connaissances des autres acteurs du marché financier régional

Globalement, les personnes enquêtées connaissent plus l'AMF-UMOA (28%), et les SGI/SGP (24%). Cependant, il convient de noter qu'une partie non négligeable des enquêtés (21%) ne connaissent aucun acteur. Le graphique suivant donne plus de détails.

Graphique 33 : Connaissance des acteurs du marché financier régional



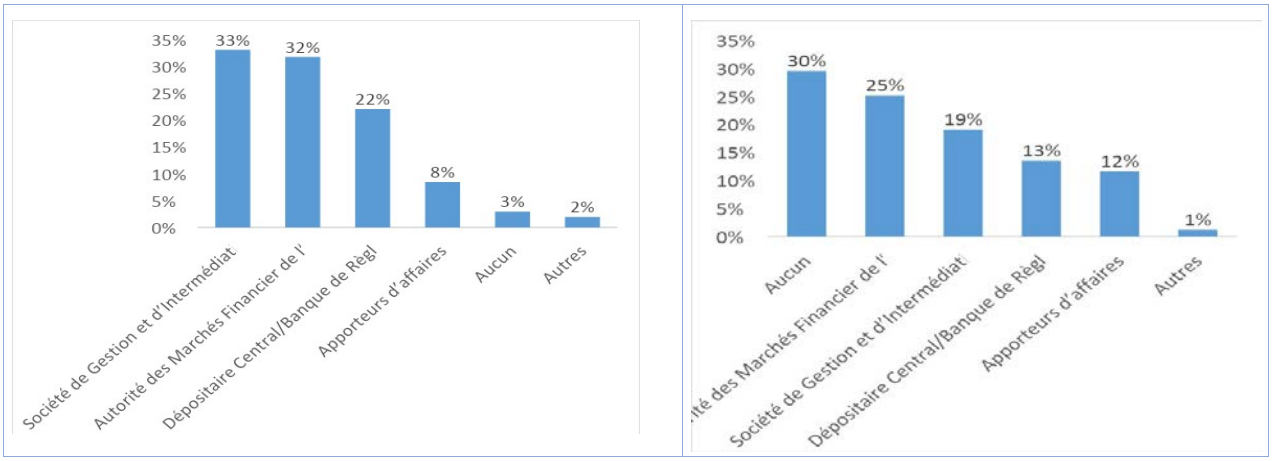
Source : Données d'enquête, AMF-UMOA, juillet 2024

L'analyse selon que les enquêtés ont reçu une formation ou non montre que la formation contribue fortement à la connaissance des principaux acteurs du marché financier. Parmi les enquêtés ayant reçu une formation, seulement 3% ne connaissent aucun acteur du marché contre 30% parmi ceux qui n'ont pas reçu de formation.

Les acteurs institutionnels (AMF-UMOA, DC/BR, BRVM) et les acteurs commerciaux du marché (SGI, SGO, SGP, etc.) devraient être plus proches des populations. ***Outre les actions de communication, l'AMF-UMOA et le DC/BR devraient avoir des représentations dans les différents pays. Il est important d'assurer une publication régulière de la présentation synoptique de ces acteurs à travers les canaux de communication indiqués dans les différents pays. Aussi, il est important d'achever le processus de mise en place effective de l'antenne de la BRVM en Guinée Bissau***. Les graphiques ci-dessous donnent plus d'informations.

Graphique 34 : Connaissances des acteurs du marché financier régional, selon qu'ils ont été formés ou non

Avoir reçu la formation	N'avoir pas reçu de formation



Source : Données d'enquête, AMF-UMOA, juillet 2024

IV.2.3. Connaissances des concepts théoriques

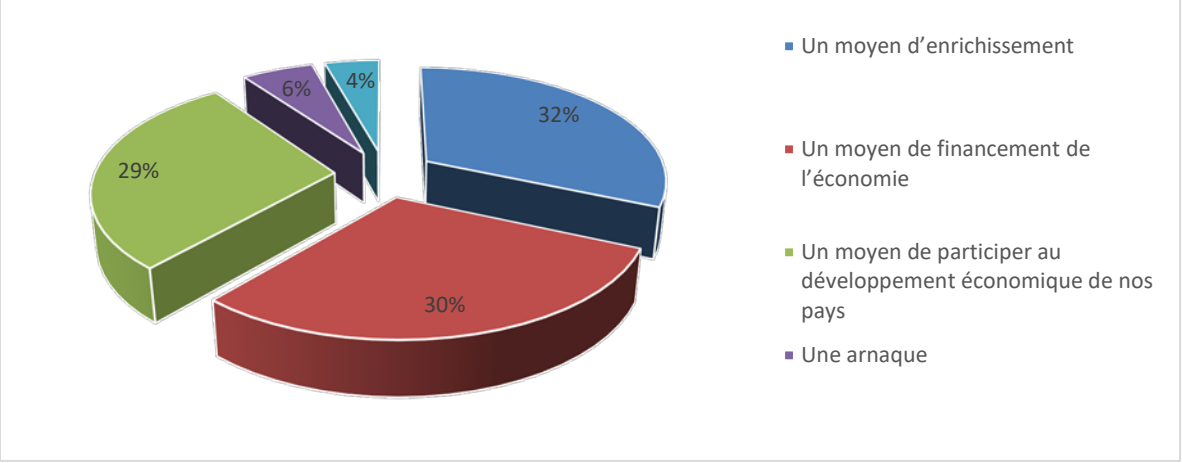
Une analyse fine des résultats montre que les personnes enquêtées ont une bonne connaissance des concepts théoriques sur la finance et la bourse. En effet 73% des personnes enquêtées affirment que si **le taux d'inflation est de 5 % et que le taux d'intérêt versé sur leur épargne est de 3 %.** De même 88% des personnes enquêtées affirment que ***le risque de perdre l'argent diminue quand l'investisseur repartit son capital sur différents placements financiers.***

IV.2.3.1. Appréciation de la définition de la bourse par les interviewés

De l'analyse des données, il ressort que la majorité des enquêtés considèrent la bourse comme : un moyen d'enrichissement (32% des cas) ; un moyen de financement de l'économie (30% des cas) et un moyen de participer au développement économique de nos pays (29% des cas). Peu d'acteurs ont su donner une définition correcte de la bourse.

En outre, 6% des enquêtées trouvent que la bourse est une arnaque. Même si ces derniers sont moins représentés, il est nécessaire de mener des actions concrètes pour un changement de cette perception vis-à-vis de la BRVM. Le graphique suivant fournit plus de détails.

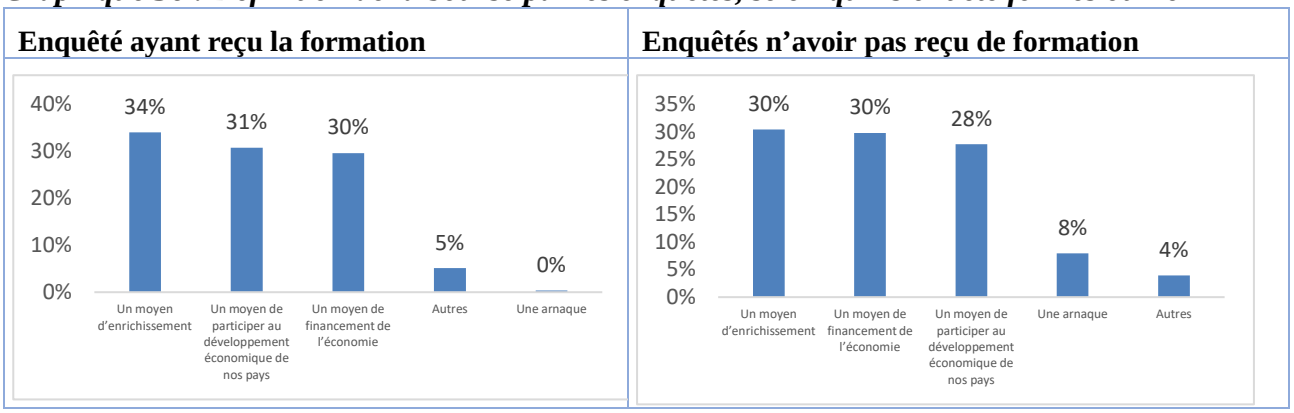
Graphique 35 : Définition de la bourse selon les enquêtés



Source : Données d'enquête, AMF-UMOA, juillet 2024

L'analyse détaillée révèle que ceux ayant suivi la formation connaissent mieux la bourse (94%) contre 45% pour ce n'ayant pas reçu de formation. Aussi, 8% de ceux n'ayant pas suivi la formation la considèrent comme une arnaque contre 0% pour ceux qui ont déjà reçu une formation.

Graphique 36 : Définition de la bourse par les enquêtés, selon qu'ils ont été formés ou non



Source : Données d'enquête, AMF-UMOA, juillet 2024

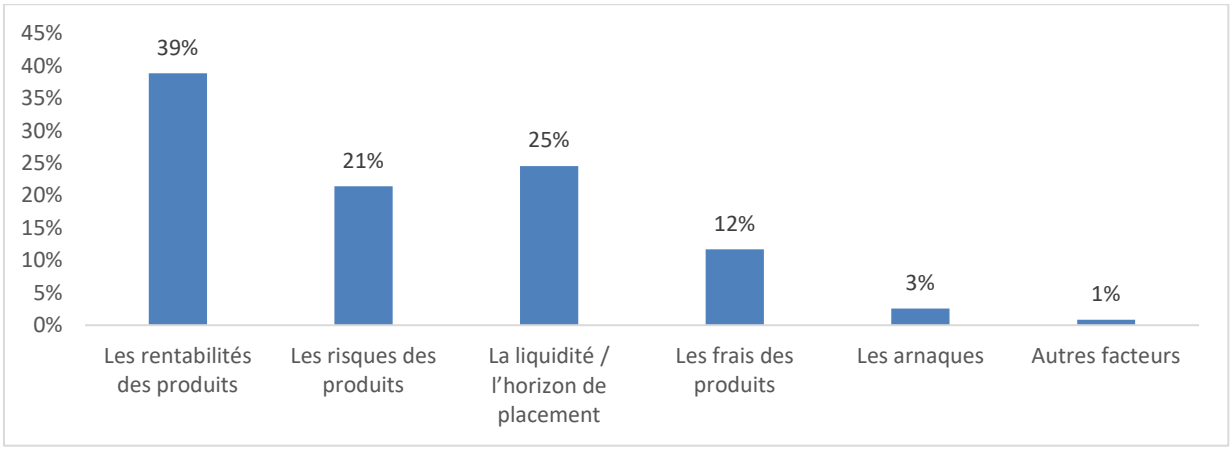
IV.3 Attitudes et comportements

Cette section analyse les attitudes et comportements des enquêtés face au marché financier de façon globale. Spécifiquement, elle permet d'abord de mettre en exergue les facteurs d'aide à la décision en matière de placements boursiers, ensuite les comportements à adopter avant d'investir en bourse, après les orientations vers les placements et les actions prises personnellement pour investir en bourse.

IV.3.1. Facteurs d'aide à la décision en matière de placements boursiers

Il ressort de l'analyse des données que le principal facteur d'aide à la décision en matière de placement boursier est la rentabilité des produits (39%), la liquidité/horizon de placement (25%) et le risque des produits (21%). D'autres facteurs comme les frais des produits financiers, les arnaques, etc. sont aussi considérés. Le graphique suivant donne les détails.

Graphique 37 : Facteurs d'aide à la décision en matière de placements boursiers



Source : Données d'enquête, AMF-UMOA, juillet 2024

IV.3.2. Comportement adopté par les investisseurs avant d'investir en bourse

L'investissement en bourse nécessite de la part des investisseurs des bonnes attitudes pour leur prise de décision. Dans le cadre de cette étude, les enquêtés avant la prise de décision d'investir en bourse recherchent d'abord l'information sur les produits (56% des cas), puis prennent des conseils auprès des conseillers financiers des SGI, SGO, auprès des amis, des connaissances et dans les réseaux sociaux (Facebook, WhatsApp), pour 41% des cas.

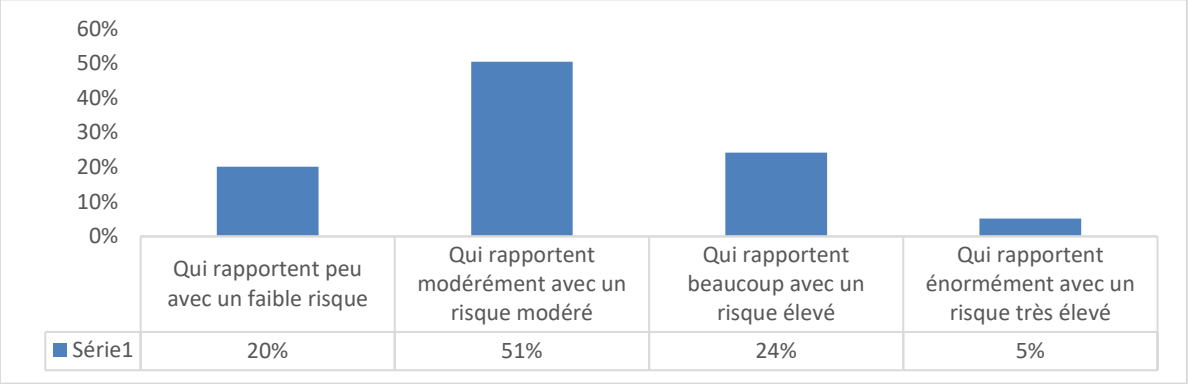
Pour une meilleure vulgarisation de la culture boursière, il est nécessaire de rendre accessible les informations sur les produits financiers (cours de l'action, variation journalière, évolution prévisionnelle dans le court, moyen et long terme, etc.).

IV.3.3. Orientation vers les placements

L'analyse des données collectées nous montre que les interviewés s'orientent plus sur les placements qui rapportent modérément avec un risque modéré (51%). Cela traduit un comportement de prudence face au risque du marché. Toutefois, il existe des investisseurs qui s'orientent vers les placements qui rapportent énormément avec un risque très élevé.

Le marché financier régional devrait donc mettre l'accent sur les produits financiers moins risqués. Les obligations et les produits dérivés y relatifs devront être plus vulgarisés. Aussi, les messages de sensibilisation et de formation doivent mettre en exergue la limite de variation des cours des produits financiers fixée à plus ou moins 7,5%. Le graphique suivant donne plus de détails.

Graphique 38 : Orientation vers les placements



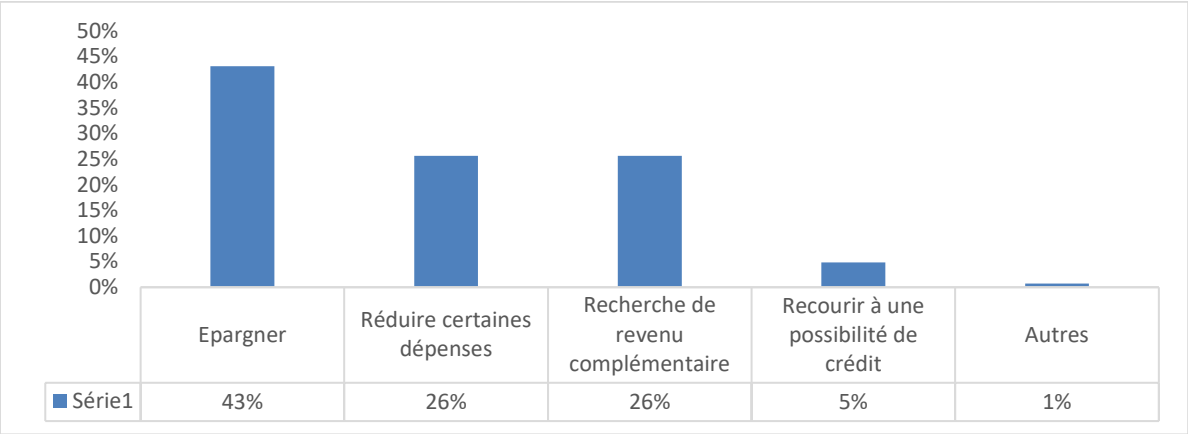
***Source** : Données d'enquête, AMF-UMOA, juillet 2024*

IV.3.4. Actions prises personnellement pour investir en bourse

Concernant les actions prises individuellement pour investir en bourse, l'épargne domine avec 43% des cas suivi par la réduction de certaines dépenses et la recherche de revenu complémentaire avec chacune 26% des cas. En outre, le recours à une possibilité de crédit fait partie des actions prises personnellement pour investir en bourse.

Au regard de ces résultats, une collaboration entre les acteurs du marché financier régional et les banques commerciales pourrait améliorer le niveau d'investissement en bourse. Cela passe par les formations et la sensibilisation des conseillers clientèle des banques.

Graphique 39 : Actions prises personnellement pour investir en bourse



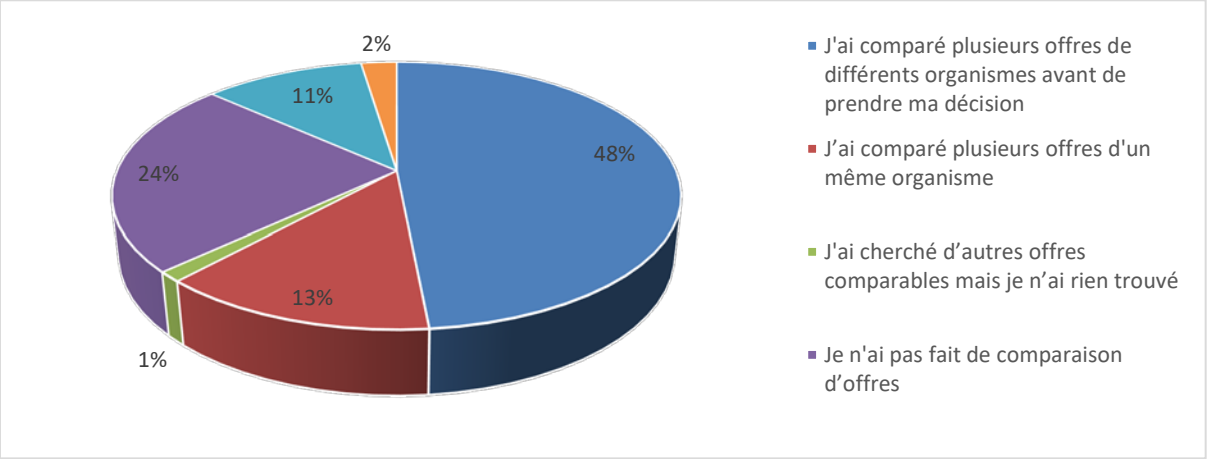
Source : Données d'enquête, AMF-UMOA, juillet 2024

IV.3.5. Méthode de choix

L'investissement en bourse nécessite d'effectuer des choix stratégiques. Dans le cadre de cette étude, la majorité (48% des personnes rencontrées) ayant déjà fait un placement boursier utilise la stratégie de comparaison de plusieurs offres de différents organismes avant de prendre leur décision.

La mise en place d'une plateforme de comparaison d'offres accessible aux populations devrait permettre d'accroître la prise de décision d'investir en bourse. Le graphique suivant donne plus d'informations.

Graphique 40 : Méthode de choix des investissements par les enquêtés

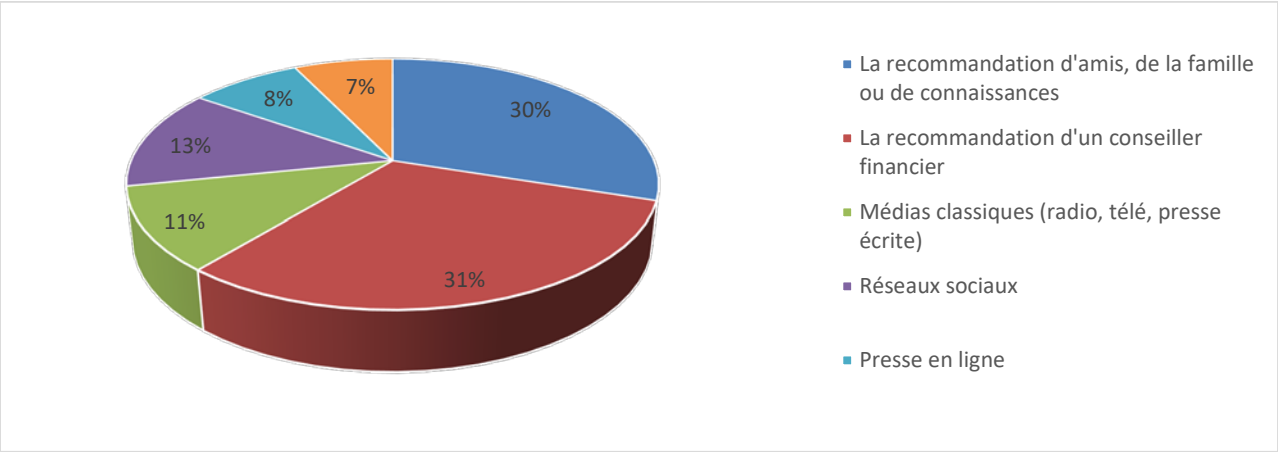


Source : Données d'enquête, AMF-UMOA, juillet 2024

IV.3.6. Sources d'information ayant permis la prise de décision

La prise de décision dans l'investissement en bourse est un aspect crucial. L'analyse des données collectées nous montre que 31% des enquêtés investisseurs prennent leur décision sur la recommandation d'un conseiller financier. Ainsi, le rôle des conseillers financiers dans les banques, les assurances, etc. est nécessaire dans la stratégie de communication et de vulgarisation de la culture boursière, voir graphique ci-dessous pour plus d'informations.

Graphique 41 : Sources d'information ayant permis la prise de décision

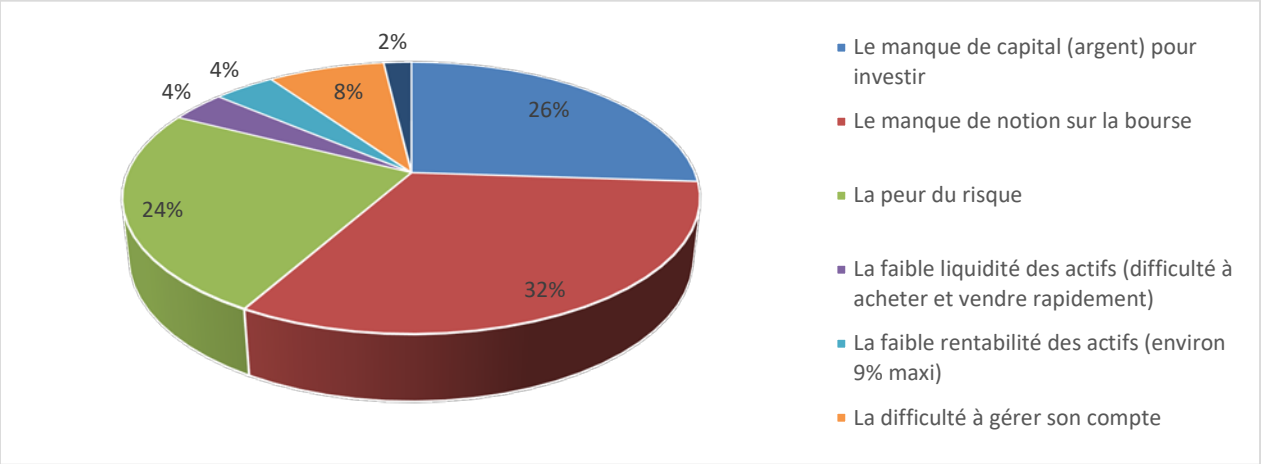


Source : Données d'enquête, AMF-UMOA, juillet 2024

IV.3.7. Principales raisons qui découragent l'investissement à la bourse

Les principales raisons qui découragent l'investissement à la bourse après analyse des données sont entre autres : le manque de notion sur la bourse (32%), le manque de capital (argent) pour investir (26%) et la peur du risque (24%). La communication sur la bourse devrait permettre d'accroître le niveau d'investissement en bourse dans l'espace UMOA. Les autres raisons de découragement sont la faible rentabilité des actifs, les difficultés pour gérer son compte, etc. ; voir graphique ci-dessous.

Graphique 42 : Principales raisons de découragement d'investissement à la bourse



Source : Données d'enquête, AMF-UMOA, juillet 2024

V. PRINCIPAUX FREINS À LA CULTURE BOURSIÈRE

Cette partie présente les arguments théoriques de l'introduction des entreprises et la participation des individus à la bourse d'une part et les principaux freins observés à la culture boursière d'autre part.

V.1. Les arguments théoriques

V.1.1. Les arguments théoriques de l'introduction des entreprises en bourse

Une composante importante de la culture boursière est celle de l'introduction des entreprises en bourse. En effet, plus il y a un nombre important d'entreprises cotées, plus les individus seront incités à participer à la bourse et vis-versa. Ainsi, la culture boursière est étroitement liée à la dynamique d'introduction des entreprises en bourse. Plusieurs auteurs se sont intéressés aux facteurs qui déterminent l'introduction des entreprises en bourse. ***Du point de vue théorique, la recherche de financement et de croissance de l'entreprise, la diversification des sources de revenus et de risque, le renforcement de la notoriété de l'entreprise, la réalisation de plus-values, la participation des salariés, la surveillance de l'entreprise, la liquidité des titres sont les facteurs qui militent en faveur de l'introduction d'une entreprise en bourse*** (Zingales, 1995 ; Roëll, 1996 ; Jacquillat, 1994). En d'autres termes, ces facteurs motivent les dirigeants à introduire l'entreprise en bourse. Bayala (2002) montre que parmi les multiples facteurs qui peuvent affecter la prise de décision de l'introduction en bourse, neuf (9) ont été systématisés par des modèles pour expliquer l'introduction en bourse des entreprises. Certains auteurs trouvent que l'introduction en bourse peut signaler la crédibilité et la bonne qualité des produits de l'entreprise (Stoughton, Wong et Zechner, 2001), augmenter les visites des pages web des entreprises sur internet et attirer l'attention des médias et créer une publicité précieuse (Demers et Lewellen, 2003).

Cependant, d'autres travaux se sont focalisés sur les contraintes ou inconvénients de l'introduction en bourse. ***Globalement, il ressort que les coûts directs de l'introduction, l'exigence de la transparence, la surveillance stricte du marché, l'asymétrie d'information (sélection adverse), constituent des obstacles ou des freins majeurs à l'introduction en bourse*** (Ritter, 1987 ; Domingo, et al. 2011 ; Meoli et al. 2012). Parmi eux, certains insistent sur l'asymétrie d'information qui est un facteur important dans la prise de décision des dirigeants d'entreprise d'introduire l'entreprise en bourse (Leland et Pyle, 1977). L'opération d'introduction en bourse est exigeante, contraignante et coûteuse pour les entreprises candidates. De même, une fois l'entreprise cotée, elle supporte d'autres types de coûts et subit les lois du marché (Bayala, 2002). Un des risques pour l'entrepreneur qui va en bourse, le plus souvent avancé, est la perte de contrôle de l'entreprise par ses anciens propriétaires (Jacquillat 1994, Jobard 1996 et Grimblatt et Titman 1998). De plus, l'entreprise se voit obligée de consacrer une partie de son temps à la gestion du cours, car il reflète le jugement du public à l'égard de l'entreprise. En somme, la décision d'introduction en bourse découle d'un arbitrage entre les gains de la diversification, les coûts de la perte de contrôle et les coûts directs de l'introduction.

En outre, il y a la théorie de cycle de vie de l'entreprise qui met l'accent sur la structure financière de l'entreprise. En effet, selon les auteurs, l'existence d'une structure financière optimale conduit les entreprises à agir de façon prévisible (Modigliani et Miller, 1963 ; Myers et Majuf, 1984). Selon cette théorie, les entreprises pourraient envisager une introduction en bourse lorsqu'elles atteignent une étape du cycle de vie où les capitaux propres externes peuvent aider à obtenir une structure financière optimale.

De plus, il y a des théories basées sur le profil du dirigeant de l'entreprise. En effet, ils montrent que l'introduction en bourse dépend des typologies de dirigeants. Smith (1967) identifie deux types de

dirigeant alors que Lafuente et Salas (1989) identifient quatre types de dirigeant. De plus, ils montrent que la formation, l'éducation, la culture d'entreprise du dirigeant est importante à prendre en compte dans l'analyse de la décision d'introduire en bourse (Desroches et Jog, 1989).

Du point de vue empirique, l'étude de Djeukui (2021) au Cameroun révèle que le profil d'un dirigeant est significativement lié à la décision d'accès en cotte de son entreprise. Il trouve que la culture boursière du dirigeant, le niveau et la nature de sa formation, ses expériences professionnelle et financière sont en relation étroite avec ses choix financiers en général et son recours aux marchés financiers en particulier.

V.1.2. Les arguments théoriques de la participation des individus

Après les facteurs expliquant les contraintes et motivation de l'introduction des entreprises en bourse, nous exposons la littérature sur les facteurs qui déterminent la participation des individus à la bourse, c'est-à-dire leur culture boursière. Nombreux sont les travaux qui expliquent la participation des individus à la bourse en se basant sur diverses théories. Bandura (1986) en se basant sur la *Social Cognition Theory*, montre la manière dont les idées, les émotions et les espoirs des individus contribuent à expliquer et à prédire leur comportement.

Bien que cette théorie soit générale, elle montre comment l'environnement social influence le comportement des individus en général et sur le marché financier en particulier.

Prenant appui sur les théories diverses, les auteurs ont mis en évidence les facteurs qui influencent la participation des individus au marché boursier. Ainsi, pour Hilton (2001) et Daniel et al. (2002) les facteurs psychologiques distincts, tels que les croyances, les préférences et les biais psychologiques des investisseurs influencent leur participation au marché boursier. Particulièrement, les attitudes individuelles face au risque sont essentielles pour prendre des décisions d'investissement (Barsky et al., 1997 ; Dimmock et Kouwenberg, 2010 ; Kumar et al., 2011). Les attitudes face au risque notamment la dispersion de l'incertitude, l'affinité des investisseurs à parier, la présence d'un choc de richesse négatif important, les attitudes de pari inspirées par la religion, la divulgation de l'extorsion des entreprises dans la société et l'énorme potentiel de couverture, expliquent en outre la participation au marché boursier (Bonaparte et Kumar, 2013 ; Giannetti et Wang, 2016).

Dans cette même veine, Nadeem et al., (2020) montrent que l'attitude des investisseurs face à l'argent influence leur participation au marché boursier. Particulièrement, ils trouvent que les attitudes à l'égard du risque, les connaissances financières et l'auto-efficacité financière influencent la relation entre les attitudes face à l'argent et la participation au marché boursier.

Kaustia, Conlin, & Luotonen (2023) à travers une approche économétrique examinent le rôle des facteurs institutionnels, traditionnels et du comportement des ménages dans la participation à la bourse à partir d'un échantillon de 100 000 ménages dans 19 pays européens. Ils trouvent qu'au-delà des facteurs traditionnels (facteurs économiques, institution culturelle du pays, la santé, le genre, le revenu et l'éducation) les facteurs de comportement individuel sont très importants à prendre en compte. Particulièrement, l'aversion au risque, la croyance, la sociabilité, la capacité cognitive, l'orientation politique, l'optimisme influencent significativement la décision des individus à participer au marché boursier. Les capacités cognitives notamment une culture financière élevée et le quotient intellectuel d'une personne influencent essentiellement la participation au marché boursier.

Par ailleurs, Balloch et al. (2014) montrent que la connaissance des marchés boursiers et de la confiance dans les décisions d'achat d'actions explique la participation au marché boursier par les investisseurs. En effet, plus les investisseurs disposent de connaissances et ont confiance au marché,

plus ils sont enclins à participer et à détenir des actifs. En s'intéressant à l'analyse genre de la culture financière, Bucher-Koenen et al., (2021) trouvent que comparées aux hommes, les femmes sont beaucoup moins averties sur le plan financier. Yamori et Ueyama (2022) trouve qu'au Japon, un niveau élevé de culture financière est lié à une plus grande participation au marché boursier. Ils ont également constaté que les ménages ayant une meilleure culture financière ne possèdent pas toujours une plus grande proportion d'actifs financiers.

De plus, d'autres auteurs ont montré comment les réseaux sociaux influencent le comportement des individus. Selon la théorie des réseaux sociaux, il existe deux types de liens : les liens faibles, qui sont des liens avec des étrangers que l'on ne contacte qu'occasionnellement, et les liens forts, qui sont des liens avec des parents proches et des amis. Alors que les liens faibles facilitent la transmission de connaissances uniques à travers des segments de réseaux sociaux, les attachements forts peuvent entraîner un manque de récupération de données fraîches et un verrouillage cognitif. Selon cette théorie, les informations obtenues par le biais de relations étroites sont dupliquées et de faible valeur, et l'utilité des relations sociales est déterminée par la mesure dans laquelle les ressources auxquelles une personne peut accéder par le biais de ses contacts correspondent aux informations dont elle a besoin. L'apprentissage par les contacts personnels aura donc probablement peu d'effet sur la participation d'une personne au marché boursier (Granovetter, 1983 ; Granovetter,2005).

En se basant sur cette théorie, Hellström et al., (2013) trouvent que les facteurs familiaux influencent la participation au marché boursier. En effet, ils montrent que les individus sont plus (moins) susceptibles de négocier des actions à l'avenir après avoir eu des expériences boursières favorables (défavorables) de la part de leurs parents et de leur partenaire. En utilisant des données d'enquête en Chine, Pan et al., (2020) trouve en revanche que les conseils financiers n'ont un impact significatif que sur les familles ayant un niveau de culture financière élevé.

De même, Nyakurukwa & Seetharam, (2022) examinent les relations entre les contacts sociaux, la participation au marché boursier en Afrique du Sud. Ils trouvent qu'en plus de l'âge, la caste et le niveau d'éducation, l'amélioration de la culture financière augmente la probabilité que les participants fassent des investissements boursiers. Nathanael & Nainggolan (2022) ont découvert que l'augmentation du nombre de plateformes de médias sociaux et de réseaux boursiers en ligne stimule la participation des investisseurs individuels au marché boursier. A partir d'un échantillon de 362 répondants, ils trouvent qu'Instagram, Twitter et YouTube encouragent la participation au marché boursier. Ainsi, la participation au marché boursier est influencée par les contacts et les liens sociaux. Ils affirment que lorsque davantage d'amis commencent à investir, le marché devient plus attrayant pour chaque investisseur « social ».

Nair et al., (2022) trouvent que les facteurs technologiques notamment l'accès à l'internet, les médias en ligne influencent la participation à la bourse. En effet, les utilisateurs d'ordinateurs/Internet ont augmenté de manière significative leur participation par rapport aux non-utilisateurs.

V.2. Les principaux freins observés à la culture boursière

Les principaux freins à la culture boursières peuvent être regroupés en deux catégories que sont les facteurs d'environnement et les facteurs socio-économiques.

V.2.1. Les facteurs d'environnement

Les facteurs d'environnement ont trait à (i) la jeunesse du marché financier régional de l'UEMOA, (ii) la faible coordination des actions et la faible implication des acteurs du marché

sur la vulgarisation de la bourse, (iii) la faiblesse de la communication, (iv) les facteurs politiques, (v) le système de retraite basé sur les cotisations salariales.

- **La jeunesse du marché financier régional de l'UEMOA**

Selon la littérature économique, il existe un lien entre le développement du marché financier et la culture boursière. En effet, Bassene, Diallo et Ba (2024) indiquent qu'un faible niveau de développement du marché financier pourrait avoir un effet sur la participation des individus à la bourse et vice-versa.

La jeunesse du marché financier régional (25 ans d'existence) couplé au faible nombre des sociétés cotées, la faible diversité des produits financiers et la faible liquidité du marché constituent un frein à la culture boursière.

En effet, l'accroissement du nombre des sociétés côtés devrait permettre de dynamiser le marché régional, de participer à l'éducation financière des investisseurs à travers leur participation aux assemblées générales des actionnaires. Aussi, pour des raisons de souveraineté économique, les entreprises cotées constituent un facteur attractif des populations vis-à-vis de la bourse.

L'accroissement du nombre de sociétés cotées passent par les actions de sensibilisation auprès des sociétés potentiellement éligibles, la poursuite du programme ÉLITE BRVM, l'implication des Etats membres dans la mise en œuvre des textes sur la privatisation des sociétés d'Etat, etc. Aussi, des incitations fiscales pour attirer plus d'entreprises sur le marché boursier, en particulier les entreprises des secteurs exportateurs (secteurs minier et agricole), pourraient contribuer à augmenter le nombre de sociétés cotées et partant l'attractivité de la BRVM.

La faible diversité des produits financiers (actions et obligations) qu'offre le marché réduit les options d'investissement et le dynamisme du marché ; ce qui réduit la possibilité des investisseurs de diversifier leur portefeuille. Cela constitue un frein à l'investissement en bourse surtout pour certains acteurs désirant réduire le risque à travers la diversification.

La faible liquidité du marché et le manque de profondeur du marché réduit les possibilités d'achat et de vente des actifs financiers. Il ressort des entretiens que la liquidité des actifs financiers constitue un facteur de décision des investisseurs. Pour se faire, il est important d'avoir un marché mixte (dirigé par les ordres et par les prix)

Le développement de l'offre d'investissement à travers l'accroissement du nombre des entreprises cotées, la diversification des produits financiers contribuent à améliorer le niveau de la culture boursière.

- **La faible coordination des acteurs du marché sur la vulgarisation de la bourse**

Dans la plupart des pays, plusieurs structures publiques/privées mènent des actions de sensibilisation et de formation sur la culture boursière. En effet, il ressort globalement des entretiens que les acteurs institutionnels (AMF-UMOA, antenne BRVM) et commerciaux (SGI, les formateurs, apporteurs d'affaires, etc.) n'ont pas d'actions planifiées et coordonnées dans le long terme. Chaque acteur organise ses actions de vulgarisation du marché boursier de manière isolée et sans un suivi.

La mise en place d'une stratégie et d'un plan d'actions communes de vulgarisation de la culture boursière permettra d'améliorer le niveau d'efficacité des actions menées. La mise en place de BRVM académie constitue également l'une des réponses à cette préoccupation.

- **La faiblesse de la communication**

Les actions de communication menées par les acteurs du marché financier régional demeurent faibles et institutionnelles. En effet, la communication audiovisuelle réalisée par ces acteurs touche majoritairement les populations urbaines appartenant à des catégories socioprofessionnelles ciblées (chefs d'entreprises, étudiants, fonctionnaires, etc.). Les canaux de communication utilisés restent inaccessibles pour le grand public.

Pour toucher les populations, il est important de réorganiser la communication à travers la diversification des canaux utilisés, des messages diffusés et les langues dans lesquelles les messages sont transmis. Il est aussi important de veiller au respect des textes contraignant les acteurs du marché à l'affectation de 5% de leur chiffre d'affaires à la communication.

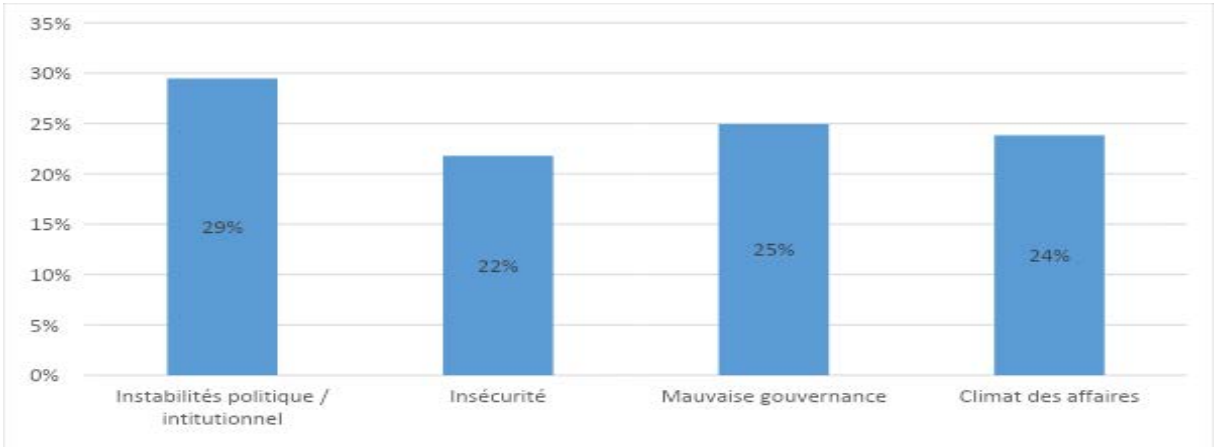
Les acteurs institutionnels du marché d'utilité publique devraient appuyer (à travers des subventions) les acteurs commerciaux dans la mise en œuvre d'actions de communication orientées grand public.

- **Les facteurs politiques**

Le cadre règlementaire et institutionnel et l'instabilité politique peuvent entraver le développement de la culture boursière. En effet, les investisseurs individuels et institutionnels orientent leurs investissements vers les pays relativement plus stables sur le plan politique. En guise d'exemple, l'embargo économique sur le Niger (juillet 2023 à janvier 2024) a joué négativement sur les opérations du marché boursier (des investisseurs n'avaient pas la possibilité d'entrer en possession de leur dividende/intérêt). Aussi, selon les résultats de l'enquête, 29% des enquêtés pensent que l'instabilité politique affecte plus la culture boursière.

Toutefois, les autres facteurs comme l'insécurité, la mauvaise gouvernance et le climat des affaires ne sont pas à négliger. Le graphique suivant donne plus de détails.

Graphique 43 : Principaux facteurs politiques qui affectent la culture boursière



Source : Données d'enquête, AMF-UMOA, juillet 2024

- **Le système de retraite basé sur les cotisations salariales**

Dans les différents pays de l'UEMOA, le système de retraite est basé sur les cotisations salariales ou cotisation volontaire et non sur un système de retraite par capitalisation et ce aussi bien pour les fonctionnaires que les acteurs du secteur privé. Cela ne favorise pas la constitution de capital-retraite par la population en vue de préparer leur période d'inactivité.

Toutefois, la bourse peut être perçue comme un moyen de préparer la retraite à travers les fonds communs de placement capital-retraite. La vulgarisation des fonds communs de placement capital-retraite constitue un moyen d'amélioration de la culture boursière.

V.2.2. Les facteurs socioéconomiques

Les facteurs socioéconomiques sont liés à (i) la faiblesse du pouvoir d'achat, (ii) au faible niveau d'alphabétisation et d'éducation financière des populations, (iii) les facteurs socioculturels, (iv) la méfiance des populations.

- **Faible niveau du pouvoir d'achat des populations**

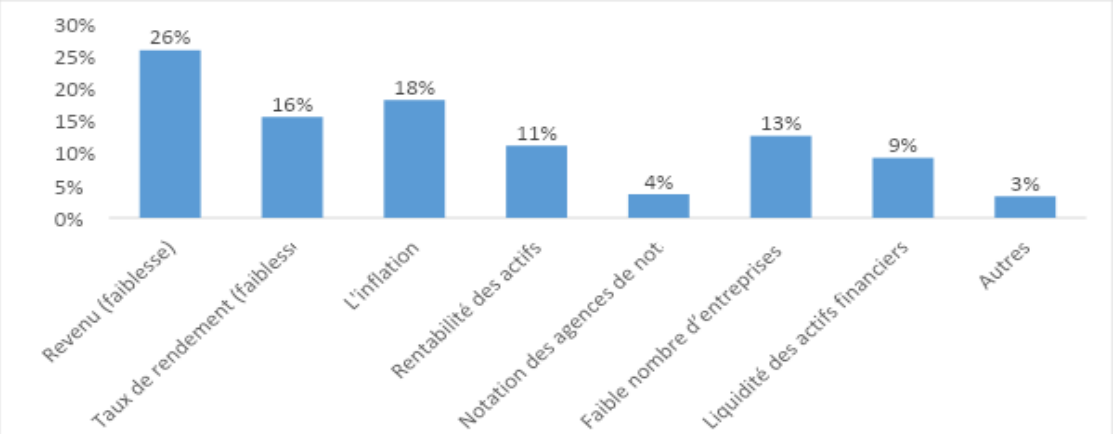
Le faible niveau des revenus des populations de l'Espace UEMOA constitue un frein à la culture boursière. Le PIB/habitant des différents pays est en majorité inférieur à 1 million FCFA. Le taux de pauvreté pour la plupart des pays est supérieur à 40%.

Aussi, la pyramide des âges inversée des populations de l'espace UEMOA laisse entrevoir la prédominance des personnes inactives (les plus jeunes). Les personnes actives, moins nombreuses, doivent prendre en charge les plus jeunes et les personnes âgées. Cette situation ne permet pas aux populations de dégager de l'épargne nécessaire à l'investissement en bourse.

En effet, l'analyse des données collectées auprès des enquêtés laisse entrevoir que le facteur économique affecte le plus la culture boursière (24% des cas). Concernant son niveau d'affectation, 67% des interviewés affirment que le degré des facteurs économiques affectant la culture boursière est fort.

Il ressort de notre analyse des données que le facteur économique qui affecte le plus la culture boursière est le faible revenu selon 26% des enquêtés. Le graphique ci-dessous donne plus d'informations.

Graphique 44: Principaux facteurs économiques qui affectent la culture boursière



Source : Données d'enquête, AMF-UMOA, juillet 2024

Lors des entretiens avec les professionnels du marché, il ressort que le revenu ne constitue pas forcément un frein à la culture boursière. Pour eux, cette considération erronée de la population qui pense que la bourse est l'affaire des riches n'est rien d'autre que l'absence de connaissance sur l'investissement en bourse. En témoigne le cours de certains actions fixé à moins de 500 FCFA l'unité. Toutefois, les tarifs d'entrée en bourse pratiqués par les SGI restent suffisamment élevés, même si ces tarifs sont homologués par l'Autorité de tutelle du marché.

Il convient d'inclure des messages visant à démystifier la bourse dans les actions de vulgarisation à mener d'une part et de travailler à réduire les coûts à l'ouverture des comptes titres au sein des SGI.

- **Le faible niveau d'alphabétisation et d'éducation financière des populations**

Le niveau d'alphabétisation est un élément essentiel pour l'entrée en bourse. Toutefois, les statistiques révèlent un faible niveau d'alphabétisation dans l'espace UEMOA. En effet, le taux d'alphabétisation des adultes (15 ans et +) ressort à 44%. Ce taux est encore plus faible dans les zones rurales. Cette situation n'est pas favorable à l'éducation financière et à la vulgarisation des actions de communication/sensibilisation faites en langue officielle.

Le système éducatif des pays de l'UEMOA ne prend pas suffisamment en compte les programmes de formation sur l'éducation financière. Ainsi, même les acteurs instruits ne connaissent pas les principes de base pour un investissement en bourse (comment épargner, comment préparer sa retraite, comment diversifier son revenu, etc.).

Pour atteindre le grand public, les actions de vulgarisation de la culture boursière doivent se faire en langues locales. Aussi, des programmes sur l'éducation financière et l'investissement en bourse doivent être introduits dans le cursus scolaire et universitaire. Ces programmes scolaires pourront porter sur : l'épargne, la gestion d'un budget, les catégories de produits d'épargne, le fonctionnement des marchés financiers, les principes d'investissement, la gestion des risques, les bonnes pratiques financières, etc. L'amélioration du niveau de l'inclusion financière contribuera également à accroître le niveau de l'éducation financière.

- **Les facteurs socio-culturels**

Du point de vue socio-culturel, certaines attitudes et psychologies des populations peuvent freiner leur entrée en bourse. Il s'agit entre autres des préjugés sur le caractère spéculatif et hasardeux de la bourse qui est contraire aux mœurs acceptées dans les différents pays. Généralement, les populations investissent sur des actifs tangibles notamment sur l'immobilier.

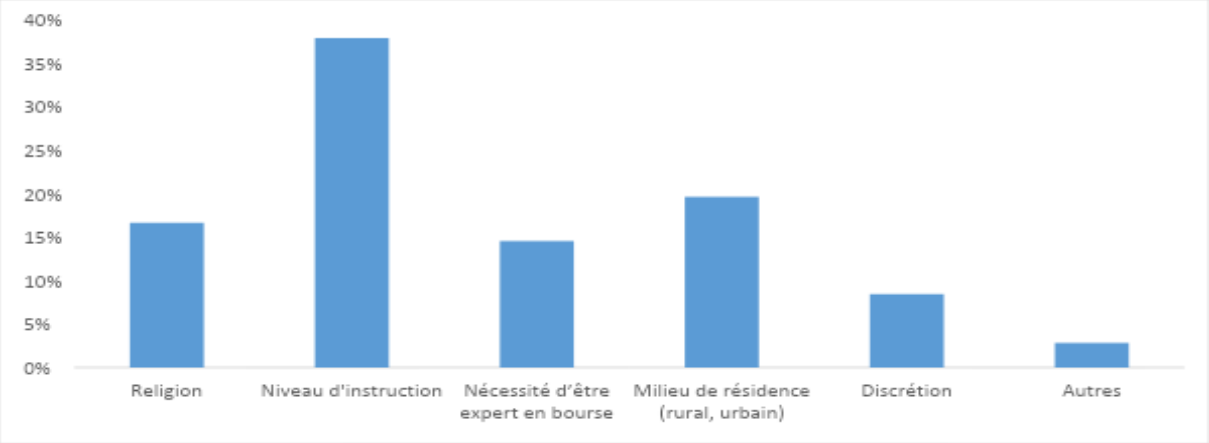
A cela s'ajoute la religion musulmane (pratiquée par plus de 90% pour les pays comme le Sénégal, le Niger et le Mali) qui condamne la pratique de l'intérêt des actifs boursiers (pour le cas des obligations).

En effet, l'analyse des résultats de l'enquête indique que les facteurs socio-culturel / familiaux affectent la culture boursière selon 20% des enquêtés. Parmi les facteurs socio-culturels qui affectent la culture boursière, le plus important est le niveau d'instruction (38%), suivi par le milieu de résidence (20%) et la religion (17%). Le moins influent est la discrétion.

Par ailleurs, l'un des aspects qui peut freiner l'investissement en bourse est la culture africaine de la tontine majoritairement chez les femmes. La tontine est une opération par laquelle des épargnants conviennent de mettre en commun, pour un temps donné, leur épargne qui sera partagée à l'échéance entre les membres. Elle constitue donc un vecteur de solidarité et d'entrepreneuriat.

Les actions de sensibilisation, d'éducation et de formation doivent être menées dans le but mettre fin aux différents préjugés sur la bourse aussi bien dans les milieux urbains que ruraux. Des actions de formation sur la finance islamique contribuent à améliorer le niveau d'investissement des musulmans pour les titres financiers respectant les principes de la finance islamique (les actions notamment). Le graphique suivi fournit des détails sur les facteurs socio-culturels qui affectent la culture boursière.

Graphique 45 : Principaux facteurs socio-culturels qui affectent la culture boursière



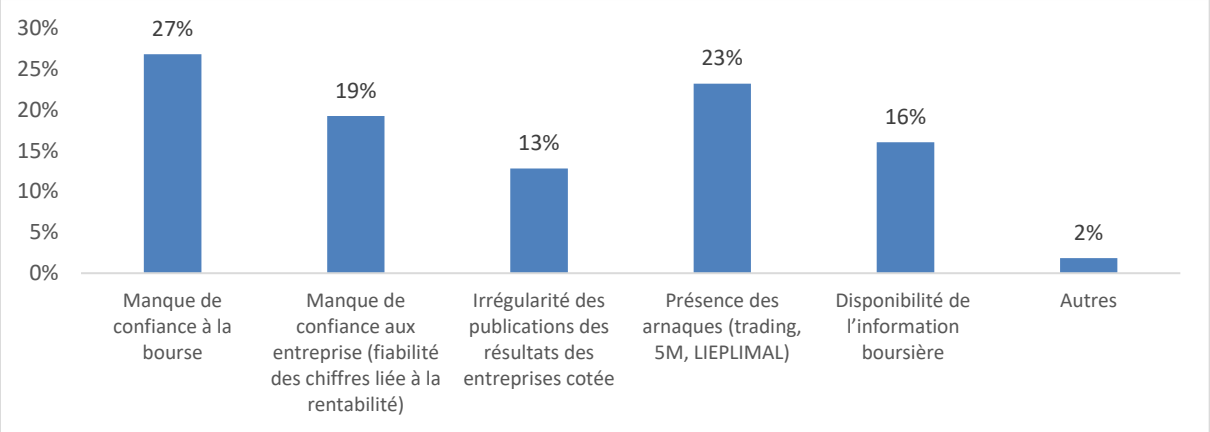
Source : Données d'enquête, AMF-UMOA, juillet 2024

- **La méfiance des populations**

Le manque de confiance des potentiels investisseurs à la bourse a trait à l'organisation des entreprises cotées et des acteurs du marché financier. Il s'agit des insuffisances relatives à la fiabilité des chiffres sur la rentabilité, l'irrégularité des publications, l'indisponibilité de certaines informations boursières, la présence des arnaques sur la place (trading, 5M, LIEPLIMAL, etc.). En effet, selon les enquêtés, le manque de confiance à la bourse constitue un frein à la culture boursière (27% des cas).

Les actions de communication de nature à rassurer les investisseurs telle que la régulation du marché, l'existence d'une autorité de régulation, la rigueur dans la sélection des entreprises cotées, etc. sont fortement recommandées. Il est aussi important d'inclure des mesures visant à prévenir la fraude, à protéger les droits des investisseurs, et à garantir l'intégrité du marché. Le graphique ci-dessous donne plus d'informations sur les autres facteurs.

Graphique 46 : Principaux facteurs organisationnels/institutionnels qui affectent la culture boursière



***Source** : Données d'enquête, AMF-UMOA, juillet 2024*

VI. ACTIONS DE SENSIBILISATION GRAND PUBLIC

Cette section comporte cinq sous-sections que sont : (i) les actions à entreprendre en compte afin d'accroître la culture boursière, (ii) les acteurs qui interviendront dans la mise en œuvre de ces actions, (iii) les principaux canaux de communication appropriés pour la mise en œuvre de ces actions, (iv) les facteurs favorables à la mise en place des activités de sensibilisations du grand public et (v) les principales contraintes à la mise en œuvre des actions grand public.

VI.1. Principales actions à entreprendre afin d'accroître la sensibilisation du grand public sur la culture boursière

Comme indiqué à la section IV, le niveau de la culture boursière dans la sous-région est relativement bas. La sensibilisation et l'éducation du grand public sur la culture boursière apparaissent ainsi comme des solutions afin de rehausser ce niveau.

Les actions majeures à mettre en œuvre pour accroître le niveau de la culture boursière au sein de l'UMOA sont: le développement et le renforcement de la mise en œuvre des programmes d'éducation financière, la réalisation des campagnes de sensibilisation grand public, l'utilisation des médias, la réalisation des partenariats public-privés, la réalisation des actions de formation au profit des professionnels, l'amélioration de l'accessibilité aux marchés, le développement des fonds communs de placement, l'amélioration de la transparence et régulation du marché financier.

Le développement et la mise en œuvre des programmes d'éducation financière : les programmes d'éducation financière doivent être développés pour tous les niveaux de l'éducation, allant des écoles primaires aux universités, ainsi que des programmes de formation pour les adultes. Ces programmes devraient couvrir des sujets tels que l'épargne, la gestion d'un budget, les catégories de produits d'épargne, le fonctionnement des marchés financiers, les principes d'investissement, la gestion des risques et les bonnes pratiques financières.

Pour la mise en œuvre des programmes, ils pourront être intégrés dans les curriculums, selon les niveaux d'étude dans les différents pays avec l'appui des Ministères en charge de l'éducation. Des synthèses des différents sujets abordés pourront être mis à la disposition du reste de la population à travers des plateformes accessibles aux populations (radio, télé, réseaux sociaux, etc.).

En guise d'exemple, au Sénégal, il existe des livrets du niveau de la petite enfance comportant des messages sur la bourse et l'éducation financière.

Ces actions doivent être mises en œuvre par les acteurs institutionnels ayant une mission d'utilité publique et les différents gouvernements des huit pays. L'opérationnalisation des actions sera faite avec l'appui des acteurs commerciaux et des formateurs privés.

La réalisation des campagnes de sensibilisation grand public : Il s'agit d'organiser des campagnes de sensibilisation à grande échelle pour informer le grand public sur les avantages et les opportunités d'investissement en bourse. Ces campagnes pourraient inclure des annonces publicitaires, des conférences, des séminaires, des ateliers et des événements communautaires.

Lors des campagnes des messages clés peuvent être utilisés pour plus d'efficacité : "investir en bourse pour soutenir le pays et gagner de l'argent", " le sentiment d'appartenance des grandes sociétés" ; "le sentiment de sécurité par rapport à leurs épargnes" ; "la sécurité de leur avenir" ; "la souveraineté économique, alimentaire, énergétique du pays ou de l'Union", etc. De même, l'utilisation de symboles

traditionnels et des images culturels ou des personnalités nationalistes pour chaque pays pourront accroître l'attention des populations (éléphant pour la Côte d'Ivoire, l'étalon pour le Burkina Faso, etc.).

Aussi, la BRVM devrait poursuivre ces actions stratégiques pour une meilleure culture boursière, notamment l'organisation des éditions des BRVM Awards, la célébration de l'excellence sur le Marché Financier régional de l'UEMOA. Ces actions peuvent être délocalisées dans les différents pays membres de l'Union.

Les campagnes de sensibilisation devraient être faites en langues locales. Des acteurs comédiens pourront être associés à la diffusion des messages à travers des sketchs.

L'utilisation des médias : collaborer avec les médias traditionnels et les plateformes en ligne pour diffuser des informations et des ressources éducatives sur la culture boursière. Les articles, les reportages, les émissions de télévision et les podcasts peuvent tous être utilisés pour partager des informations sur les marchés financiers et encourager la participation à l'investissement. Dans ce sens, il est important d'impliquer tous les acteurs du marché pour le développement de la chaîne de télévision BRVM TV mise en place par la BRVM en 2022 et qui a pour vocation de promouvoir davantage l'ensemble du marché financier régional. De même, il est nécessaire d'entreprendre des actions visant à amener les Gouvernements à considérer les informations boursières comme étant des données d'intérêt public et de ce fait, permettre leur diffusion gratuitement sur les chaînes de télévisions publiques.

La réalisation des partenariats public-privés : la faible coordination des actions des différents acteurs constitue un frein à la culture boursière. Cette action consiste à établir des partenariats entre les autorités du marchés financiers, les gouvernements, les institutions financières, les acteurs commerciaux, les entreprises privées et les organisations de la société civile en vue de promouvoir la sensibilisation à la culture boursière. Ces partenariats peuvent aider à mobiliser des ressources et à coordonner les efforts de sensibilisation à grande échelle.

La réalisation des actions de formation au profit des professionnels : au regard du faible niveau d'alphabétisation des populations, Il est important de disposer d'important nombre de professionnels de la finance, y compris les conseillers financiers, les agents de change et les analystes financiers, etc. Ainsi, il est important de rendre accessible des formations continues au profit des profils sus indiqués, afin qu'ils puissent mieux informer et guider leurs clients sur les investissements en bourse. Un accent particulier des analystes financiers et des conseillers clientèle des SGI, SGP, SGO, des banques commerciales, des assurances, etc.

L'amélioration de l'accessibilité aux marchés : L'un des freins à la culture boursière demeure la faiblesse du pouvoir d'achat des populations couplé au coût d'entrée au marché financier relativement élevé. L'amélioration de l'accessibilité aux marchés financiers des populations peut se faire en facilitant l'ouverture de comptes de courtage, en réduisant les barrières à l'entrée (les coûts d'ouverture des comptes titres) et en proposant des produits d'investissement adaptés aux besoins des investisseurs novices.

Le développement des fonds communs de placement : Les fonds communs de placement constituent un levier pour améliorer la culture boursière dans l'espace de l'UEMOA. En effet, la constitution de groupes d'investisseurs qui se connaissent, l'absence de coût d'entrée, la proximité de l'investisseur avec le l'entreprise sont de nature à améliorer le niveau d'adhésion au marché boursier.

Pour prendre en compte la majorité des acteurs, une gamme diversifiée de fonds communs peuvent être mis en place : un fonds opti revenu sans risque (obligation, titre de créance), un fonds opti-

placement (plus d'actions et moins d'obligations), un fonds opti-capital (moins d'actions et plus d'obligation), etc.

Dans la mise en œuvre de cette action, il est préconisé de prendre appui à des modèles de réussite dans la zone. C'est le cas de Women Investment Clubs pour le Sénégal, la SGI du Togo, etc.

L'amélioration de la transparence et régulation du marché financier : Renforcer la transparence et la réglementation des marchés financiers pour accroître la confiance des investisseurs. Cela peut inclure des mesures visant à prévenir la fraude, à protéger les droits des investisseurs et à garantir l'intégrité des marchés.

De l'analyse des données, il ressort que la sensibilisation grand public passe d'abord par l'amélioration de la communication au niveau de la BRVM et des SGI sur l'intérêt de la bourse et l'accès facile à l'information. Cela pourra se faire par l'organisation des émissions à la télévision et à la radio en langues locales pour définir la bourse et son rôle dans l'économie nationale. Des campagnes de sensibilisation pourront aussi être organisées au niveau des marchés et yaar afin de toucher un grand public.

En outre, il est nécessaire d'intégrer des modules de formation sur l'éducation financière au niveau de l'enseignement secondaire et supérieur, voire au niveau de la petite enfance. Aussi, l'amélioration de l'accès aux Nouvelles Techniques de l'Information et de la Communication (NTIC) au grand public est importante afin de faciliter l'accès aux informations de sensibilisation.

Par ailleurs, les actions visant à inciter les entreprises locales à être cotées en bourse ne doivent pas être négligées car cela va inciter les populations locales à plus s'intéresser à la question boursière.

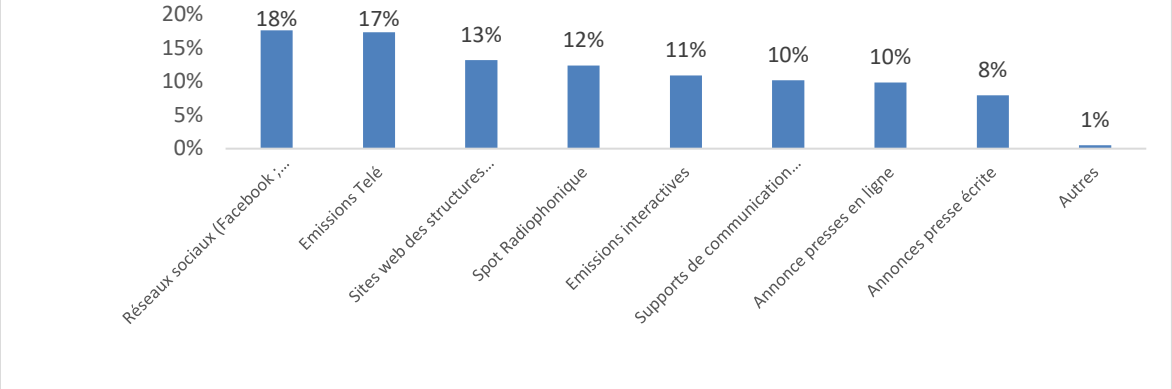
VI.2. Acteurs qui interviendront dans la mise en œuvre de ces actions

L'ensemble des intervenants doivent jouer leur partition dans la mise en œuvre des actions de sensibilisation et d'éducation à la culture boursière. Il s'agit entre autres des Etats membres, de l'AMF-UMOA, du DC/BR, de la BRVM, des SGI/SGO, des apporteurs d'affaires et le grand public (les particuliers et entreprises).

VI.3. Principaux canaux de communication appropriés pour la mise en œuvre de ces actions

Pour une bonne mise en œuvre de ces actions, il faudra développer une bonne stratégie de communication. De l'analyse des données, on constate que le canal de communication le plus choisi par les interviewés sont les réseaux sociaux (Facebook, WhatsApp, etc.), suivi des émissions télé. Le graphique suivant donne plus d'informations sur les canaux de communication.

Graphique 47 : Principaux canaux de communication appropriés pour la mise en œuvre de ces actions



Source : Données d'enquête, AMF-UMOA, juillet 2024

VI.4. Facteurs favorables à la mise en place des activités de sensibilisations du grand public

Plusieurs facteurs peuvent favoriser la mise en place réussie d'activités de sensibilisation du grand public :

Ø **Identification du besoin** : Une compréhension claire du problème ou de la question à sensibiliser est essentielle. Les activités doivent être pertinentes et répondre à un besoin réel ou perçu dans la communauté.

Ø **Communication efficace** : Utiliser des canaux de communication pertinents pour atteindre le public cible. Cela peut inclure les médias sociaux, les événements communautaires, les affiches, les annonces à la radio ou à la télévision, etc.

Ø **Éducation adaptée** : Les activités doivent être conçues de manière à être compréhensibles et accessibles au public cible. Cela peut nécessiter l'utilisation de langage simple, d'images visuelles, de démonstrations pratiques, etc.

Ø **Engagement communautaire** : Impliquer les membres de la communauté dès le début du processus peut augmenter l'impact des activités et favoriser une meilleure acceptation. Les partenariats avec des organisations locales peuvent également être précieux.

Ø **Personnalisation :** Adapter les messages et les activités en fonction des besoins et des préoccupations spécifiques de la communauté cible. Une approche unique pour chaque groupe peut être nécessaire.

Ø **Utilisation de preuves et de données** : Appuyer les informations fournies avec des preuves tangibles et des données fiables peut renforcer la crédibilité des activités de sensibilisation.

Ø **Continuité et suivi** : La sensibilisation ne se limite pas à un événement unique. Des initiatives continues et un suivi régulier sont nécessaires pour maintenir l'intérêt et l'engagement du public.

Ø **Évaluation et adaptation** : Évaluer régulièrement l'efficacité des activités de sensibilisation et être prêt à ajuster les approches en fonction des retours d'information et des résultats obtenus.

Après l'analyse des données, les facteurs favorables à la mise en place des activités de sensibilisations du grand public sont :

- l'existence d'une bonne synergie d'actions des différents intervenants ;
- amélioration de la communication des structures intervenantes dans le marché boursier (Accès à l'information en langue nationales) ;
- l'accompagnement de l'Etat ;
- l'amélioration du climat des affaires ;
- l'amélioration du climat socio politique ; ● l'implication des organisations et associations ;
- l'amélioration de l'accès aux NTIC.

VI.5. Principales contraintes à la mise en place des activités de sensibilisation du grand public

La mise en place d'activités de sensibilisation du grand public peut être confrontée à plusieurs contraintes, notamment :

Ø **Ressources financières limitées** : La planification et la mise en œuvre d'activités de sensibilisation nécessitent souvent des ressources financières importantes pour couvrir les coûts liés aux matériaux, à la publicité. Pour répondre à cette préoccupation, la BRVM a lancé, en 2022, sa chaine de télévision numérique en ligne dénommée « BRVM TV ». Cette chaine fait partie du paysage médiatique de la zone UEMOA et se positionne comme un accélérateur de la diffusion de l'information boursière et de l'amélioration de la culture financière et boursière au sein des populations. Ainsi, il est recommandé l'implication de tous les acteurs du marché pour le développement de cette chaîne de télévision, qui a vocation à promouvoir davantage le marché financier régional. Par ailleurs, les chaînes de télévisions publiques peuvent contribuer à renforcer la diffusion des informations boursières. Des conventions de partenariat peuvent être signé entre l'AMF-UMOA et les Etats de chaque pays en vue de réduire les coûts de diffusion.

Ø **Barrières linguistiques et culturelles** : les différences linguistiques et culturelles peuvent rendre difficile la communication efficace avec certains groupes cibles, nécessitant souvent une adaptation des messages et des approches.

Ø **Accessibilité géographique** : les populations vivant dans des régions éloignées ou mal desservies peuvent avoir un accès limité aux activités de sensibilisation, nécessitant des efforts supplémentaires pour atteindre ces communautés.

Ø **Résistance au changement** : certaines personnes ou groupes peuvent être réticents à accepter les messages de sensibilisation en raison de croyances préexistantes, de valeurs culturelles ou de motivations personnelles.

Ø **Des efforts coordonnés** : l'absence de coordination entre les différentes organisations et acteurs impliqués dans la sensibilisation peut conduire à une duplication des efforts, à un gaspillage de ressources et à une confusion parmi le public cible.

D'autres facteurs constituent des contraintes/menaces à la mise en œuvre des actions de sensibilisation du grand public. Il s'agit entre autres :

- l'instabilité politique et économique ;
- le faible taux d'alphabétisation ;
- la faiblesse de la communication ;
- le faible accès et faibles maîtrise des NTIC par certaines populations ;
- le coût élevé des frais d'ouverture des comptes titres ;
- la multiplication des cas d'arnaques ;
- la complexité des sujets financiers ;
- le manque de motivation des potentiels investisseurs.

VII. IDENTIFICATION DE MODULES ET DE PLAN DE FORMATION

Les modules et un plan de formations ci-dessous ont été identifiés au profit des acteurs du marchés et des investisseurs individuels et institutionnels.

VII.1. Niveau de formation sur l'investissement en bourse dans l'espace UEMOA

Le processus de renforcement de capacité est un facteur important au niveau du marché financier. De l'analyse des données, il ressort que 76% des enquêtés n'ont pas encore reçus de formation sur l'investissement à la bourse. Cette situation s'explique par la faiblesse de l'offre de formation surtout pour le grand public, la faiblesse des structures privées offrant des formations en la matière et le manque de modules de formation sur la bourse dans les cursus scolaires et universitaires. Ce résultat conforte le besoin crucial de formation pour les acteurs du marché ainsi que les investisseurs individuels et institutionnels.

VII.2. Principales structures formatrices identifiées

Comme sus indiqué, l'offre de formation sur la bourse est relativement faible. Elle est offerte par des structures publiques, les acteurs du marché financier ainsi que des formateurs privés.

De l'analyse des données collectées, dans les huit (08) pays de l'Union, une trentaine d'acteurs offrent des formations sur l'investissement en bourse, voir tableau ci-dessous.

Tableau 10 : Principales Structures formatrices identifiées

• Les Antennes Nationales de la BRVM (ANB) ; • l'Académie Des Investisseurs au Burkina Faso (ADI) ; • l'Ecole de la Bourse en Côte d'Ivoire ; • SIKA Finance en Côte d'Ivoire ; • L'Association EDUFIA ; • Le BR Consulting ; • AS Capital ; • Le Cabinet UFP ; • Le Capital build ; • Le Centre Béninois de Trading (CBT) ; • L'Expert en trading ;	• L'Ecole de commerce ; • L'EIC Corporation ; • L'ESG ; • L'IFACE ; • Mr BMVR au Bénin ; • OIT ; • Opti Asset Management ; • CFA BOURSE ; • Richbourse • RMI ACADEMY ; • TKL ; • World Street Forex (WSF) ; • Les SGI ; • Certaines ASCOT dans les pays ; • Vidéos YouTube.

Source : Données d'enquête, AMF-UMOA, juillet 2024

VII.3. Thèmes de la formation identifiés

Les thèmes et modules dispensés par les acteurs aux profits des investisseurs en bourse sont relatifs aux notions de base de la bourse, l'organisation du marché financier régional et les produits, la gestion du portefeuille, l'éducation financière, etc. Les principaux thèmes de formation sur l'investissement reçus par les enquêtés sont mentionnés dans le tableau ci-après.

Tableau 11 : Principaux thèmes identifiées par les enquêtés

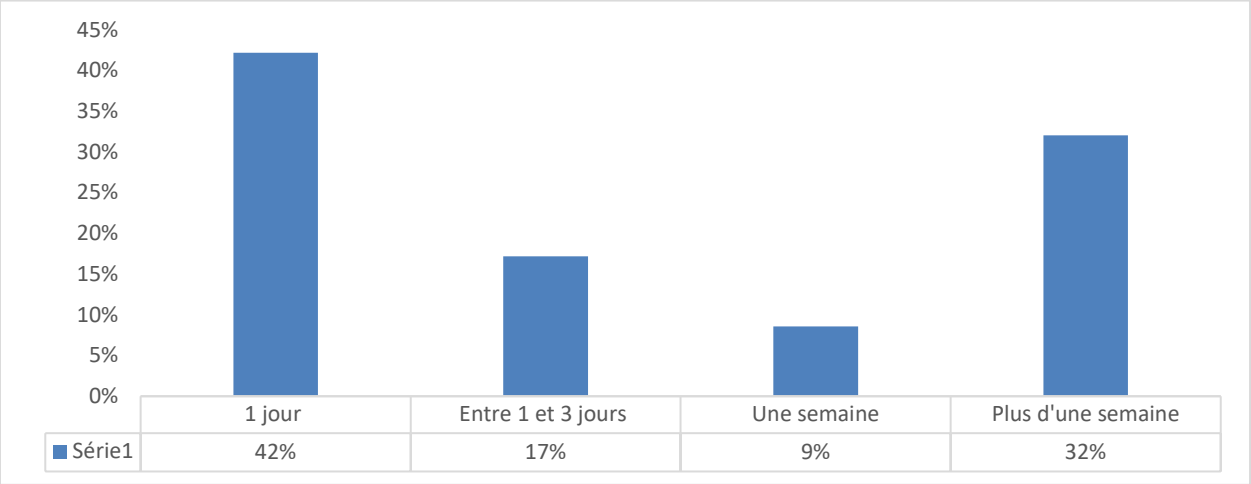
• Que gagne-t-on en bourse ? ; • Comment investir en bourse à la BRVM ?; • Analyse technique, fondamentale du portefeuille ; • Aspect sur le marché financier de l'UEMOA ; • Avantages et opportunités de la BRVM ; • Bourse BRVM et enrichissement ; • Comment constituer un portefeuille boursier performant ? ; • Comment épargner grâce à la bourse ?; • Comment générer des revenus grâce à la BRVM ; • Comment générer un portefeuille boursier rentable ?; • Epargne et inversement ; • Fonction et organisation de la BRVM ; • Généralités des marchés financiers et le trading du forex ;	• Gestion de portefeuille ; • Initiation à la culture boursière ; • Introduction à l'investissement en bourse - Analyse technique et fondamentale - Gestion de portefeuille - Stratégies d'investissement ; • Investir en bourse avec 2000 francs CFA; • Différence entre BRVM et l'épargne ; • Notion de base sur la BRVM, Analyse fondamentale d'une société. Analyse technique d'une société. Gestion du capital et du risque sur la BRVM ; • Pourquoi investir en bourse ?; • Qu'est-ce que la BRVM, les avantages ; • Sensibilisation sur la bourse régionale de valeur mobilière ; • Trading et gestion d'actifs ;

Source : Données d'enquête, AMF-UMOA, juillet 2024

VII. 4. Durée de la formation

En moyenne, ces formations ont duré une journée (42%). Le graphique suivant donne plus d'informations.

Graphique 48 : Durée de la formation



Source : Données d'enquête, AMF-UMOA, juillet 2024

VII.5. Besoins en renforcement de capacité des investisseurs

Globalement, le besoin de renforcement des capacités reste très important au regard des souhaits exprimés par les enquêtés d'une part et les actions et l'absence de formation reçue par ceux ayant effectué leur premier pas en bourse. En effet, l'analyse des données collectées indique que la majorité (86% des potentiels investisseurs) souhaite recevoir une formation sur l'investissement à la bourse BRVM. A la question de savoir s'ils ont reçu un renforcement des capacités avant d'ouvrir un compte titre ou investir à la bourse, la majorité répond par la négation (79% des cas).

Ainsi, 91% des interviewés affirment qu'il est utile de renforcer les connaissances sur l'investissement en bourse. Cela permettra de réaliser de bons investissements afin d'augmenter le rendement.

Concernant les modules, il ressort que thèmes de formation souhaités par les interviewés sur l'investissement en bourse sont entre autres les risques d'investir en bourse, comment investir en bourse, l'introduction en bourse, etc. Cependant, ils ont identifié d'autres thèmes indiqués dans le tableau ci-après.

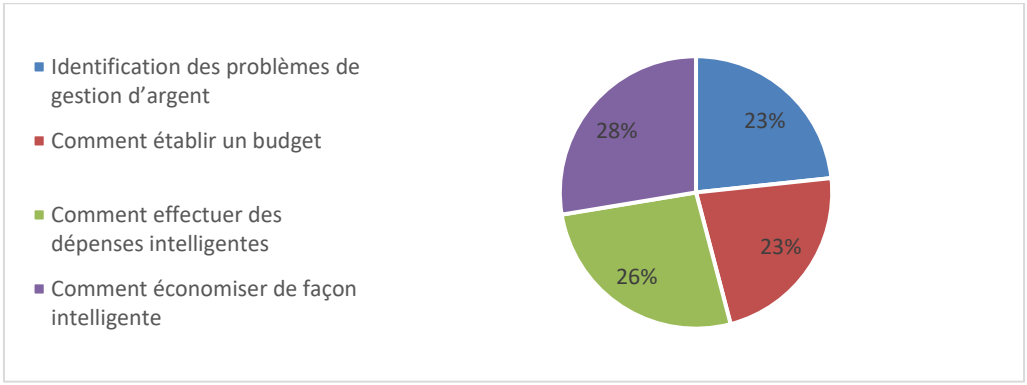
Tableau 12 : Besoins de formation identifiées

• Affinement des analyses boursières ; • Analyses fondamentales et techniques ; • Opportunités d'investissement ; • Comment identifier les marchés d'arnaque ? ; • Comment parler facilement de la bourse à ses amies et / ou familles ? ; • Intelligence boursière ;	• Quelles sont les techniques d'analyse ? • Discussion approfondie sur le secteur bancaire dans la zone UEMOA et les facteurs de sa croissance, en lien avec les entreprises cotées ; • Gestion du risque ; • Maîtrise du calcul prévisionnel • Psychologie de l'investisseur

Source : Données d'enquête, AMF-UMOA, juillet 2024

Pour ce qui des thèmes sur l'éducation financière, les avis des interviewés sont très partagés. Le graphique suivant fournit plus de détails.

Graphique 49 : Besoins de formation sur l'éducation financière



Source : Données d'enquête, AMF-UMOA, juillet 2024

VII. 6. Modules de formation selon les cibles

L'animation de modules de formation est nécessaire pour les investisseurs pour comprendre le fonctionnement de la bourse ainsi que les produits qui y sont proposés. Cela leur permettra de :

- **Saisir les opportunités d'investissement** : Comprendre le fonctionnement de la bourse régionale ouvre la porte à un large éventail d'opportunités d'investissement. Les individus peuvent investir dans des actions, des obligations, des fonds communs de placement et d'autres instruments financiers, ce qui peut potentiellement leur permettre de réaliser des rendements plus élevés sur leur épargne que les options d'épargne traditionnelles.
- **Diversifier le portefeuille** : La bourse régionale offre aux investisseurs la possibilité de diversifier leur portefeuille, réduisant ainsi le risque global. En investissant dans différentes entreprises, secteurs et régions, les individus peuvent atténuer l'impact des fluctuations du marché sur leurs investissements.
- **Créer de la richesse à long terme** : Investir sur la bourse régionale peut contribuer à la création de richesse à long terme. En investissant dans des entreprises prospères et en réinvestissant les dividendes, les individus peuvent accumuler un capital qui peut les aider à atteindre leurs objectifs financiers à long terme, tels que la retraite confortable ou l'éducation des enfants.
- **Participer à l'économie** : En investissant dans des entreprises cotées en bourse, les individus participent à l'économie de leur pays et de la région dans son ensemble. Les capitaux investis sur le marché boursier peuvent aider les entreprises à financer leur croissance, à créer des emplois et à stimuler l'innovation.
- **Accomplir leur responsabilité citoyenne** : Les investisseurs qui comprennent le fonctionnement de la bourse régionale sont mieux équipés pour surveiller et évaluer les performances des entreprises dans lesquelles ils investissent. Ils peuvent également participer aux processus de gouvernance d'entreprise en votant lors des assemblées générales et en exprimant leurs préoccupations en tant qu'actionnaires.

En résumé, acquérir des connaissances et compétences sur la bourse régionale peut être bénéfique pour la population en offrant des opportunités d'investissement, de diversification du portefeuille, de création de richesse à long terme, de participation à l'économie et de responsabilité citoyenne. Cependant, il est important que ces connaissances soient accessibles à tous et que des efforts d'éducation financière soient déployés pour encourager la participation et l'inclusion financière.

Le tableau ci-après présente les contenus des modules identifiés selon les cibles et les partenaires de mise en œuvre.

Tableau 13: Modules et thématiques identifiés selon les cibles

Modules	Contenu	Cible	Type de formation	Responsables
Module 1 : Introduction à l'investissement en bourse	Organisation du marché financier régional de l'UMOA	Tout public	**Gratuit**	**BRVM,** AMF-UMOA, Etats, SGI, SGO, Formateurs, Associations (AASCOT, groupes de femmes, etc.)
	Pourquoi investir à la bourse BRVM ?	Tout public	**Gratuit**	**SGI**, AMF-UMOA, BRVM, Etats, SGO, Formateurs, Associations
	Les produits financiers du marché financier régional de l'UMOA	Tout public	**Gratuit**	**SGI**, AMF-UMOA, BRVM, Etats, SGO, Formateurs, Associations
	Comment faut-il pour investir à la bourse BRVM ?	Tout public	**Gratuit**	**SGI,** AMF-UMOA,, BRVM, Etats, SGO, Formateurs, Associations
	Que gagne-t-on à la BRVM ?	Tout public	**Gratuit**	**SGI**, AMF-UMOA, BRVM, Etats, SGO, Formateurs, Associations
Module 2 : Fonctionnement du marché financier	La réglementation du Marché financier régional	Acteurs institutionnels et commerciaux	**Payant**	AMF-UMOA, BRVM, Formateurs, Associations
	Blanchiment des capitaux et financement du terrorisme	Acteurs institutionnels et commerciaux	**Payant**	AMF-UMOA, BRVM, Formateurs, Associations
	Gestion du portefeuille et des placements	Acteurs commerciaux, investisseurs,	**Payant**	**SGI**, AMF-UMOA, BRVM, Formateurs, Associations
	Gouvernance des SGI	Acteurs commerciaux, investisseurs,	**Payant**	AMF-UMOA, BRVM, Formateurs, Associations
	Gouvernance d'entreprise	Acteurs, commerciaux, Investisseurs, Chefs d'entreprises	**Payant**	AMF-UMOA, BRVM, Formateurs, Associations
	Infractions liées aux opérations boursières	Acteurs, commerciaux, Investisseurs, Chefs d'entreprises	**Payant**	**DC/BR**, AMF-UMOA, BRVM, Formateurs, Associations
Module 3 : Education financière	Comment construire et gérer son budget personnel ?	Tout public	**Gratuit**	**BRVM,** AMF-UMOA, Etats, Formateurs, Associations

Modules	Contenu	Cible	Type de formation	Responsables
	Comment épargner et options d'épargne ?	Tout public	**Gratuit**	**BRVM,** AMF-UMOA, Etats, Formateurs, Associations
	Cheminement pour gagner l'argent : emplois salariés ou auto emploi	Tout public	**Gratuit**	**BRVM,** AMF-UMOA, Etats, Formateurs, Associations
	Comment épargner et financer ses projets (éducation des enfants, immobilier grâce à la bourse)	Tout public	**Gratuit**	**BRVM,** AMF-UMOA, Etats, Formateurs, Associations
	Comment préparer sa retraite grâce à la bourse ?	Tout public	**Gratuit**	**BRVM,** AMF-UMOA, Etats, Formateurs, Associations
	Epargne et investissement	Tout public	**Gratuit**	**BRVM,** AMF-UMOA, Etats, Formateurs, Associations
Module 4 : Les marchés de capitaux : une analyse différentielle	Les produits de la finance conventionnelle	Les investisseurs, Gestionnaires de portefeuilles, Travailleurs, étudiants, élèves, commerçants, etc.	**Gratuit**	**AMF-UMOA,** BRVM, Formateurs, Associations
	Les produits et principes de la finance islamique	Les investisseurs, Gestionnaires de portefeuilles, Travailleurs, étudiants, élèves, commerçants, leaders religieux, etc.	**Gratuit**	**AMF-UMOA,** BRVM, Etats, Formateurs, Associations
	Analyse comparative des produits de la finance conventionnelle vs produits boursiers	Les investisseurs, Gestionnaires de portefeuilles, Travailleurs, étudiants, élèves, commerçants, etc.	**Gratuit**	**AMF-UMOA,** BRVM, Etats, Formateurs, Associations
	Analyse comparative des produits de la finance islamique vs produits boursiers	Les investisseurs, Gestionnaires de portefeuilles, Travailleurs, étudiants, élèves, commerçants, leaders religieux, etc.	**Gratuit**	**AMF-UMOA,** BRVM, Etats, Formateurs, Associations

Modules	Contenu	Cible	Type de formation	Responsables
	L'adaptabilité des produits boursiers à la culture africaine (finance islamique, tontine, etc.)	Les investisseurs, Gestionnaires de portefeuilles, Travailleurs, étudiants, élèves, commerçants, leaders religieux, etc.	**Gratuit**	**AMF-UMOA,** BRVM, Etats, Formateurs, Associations
Module 5 : Analyse du marché financier	Lecture des informations financières du marché : plateformes des SGI, tableaux et graphiques, états financiers, etc.	Les investisseurs et Gestionnaires de portefeuilles	**Payant**	**SGI,** AMF-UMOA, BRVM, Formateurs, Associations
	Evolution du marché financier régional	Investisseurs, et Sociétés cotées, Etats	**Payant**	**AMF-UMOA,** BRVM, Etats
	Suivi des règles d'admission et le maintien à la cote	Investisseurs, et Sociétés cotées, Etats	**Payant**	**DC/BR**, AMF-UMOA, BRVM, Etats
	Comment faire des analyses sur le marché financier régional	Investisseurs, gestionnaires de portefeuilles	**Payant**	**BRVM,** AMF-UMOA, Formateurs, Associations
	Facteurs influençant le cours d'une action	Investisseurs, Gestionnaires de portefeuille,	**Gratuit**	**BRVM,** AMF-UMOA, Formateurs, Associations
	Comment effectuer l'analyse fondamentale des entreprises cotées	Investisseurs, Gestionnaires de portefeuille,	**Payant**	**BRVM,** AMF-UMOA, Formateurs, Associations
	Comment effectuer l'analyse technique des entreprises cotées	Investisseurs, Gestionnaires de portefeuille,	**Payant**	**BRVM,** AMF-UMOA, Formateurs, Associations
	Comment réduire les risques de vos investissements boursiers ?	Investisseurs, Gestionnaires de portefeuille,	**Payant**	**BRVM,** AMF-UMOA, Formateurs, Associations
	Gestion du capital et du risque sur la BRVM	Les commerciaux des SGI, SGO	**Payant**	**BRVM,** Formateurs, Associations
Module 6 : Approches	Comment conquérir le marché	Les acteurs commerciaux	**Payant**	**BRVM**, AMF-UMOA,

Modules	Contenu	Cible	Type de formation	Responsables
marketing et commerciales	Comment vendre les produits financiers	Les acteurs commerciaux	**Payant**	**BRVM**, AMF-UMOA,
	Comment déterminer les bonnes opportunités d'investissement ;	Les acteurs commerciaux	**Payant**	**BRVM**, AMF-UMOA,
	Les opportunités offertes par la BRVM aux PME	Les acteurs commerciaux, investisseurs individuels et institutionnels, Chefs d'entreprise	**Gratuit**	**BRVM**, AMF-UMOA,
	Comment identifier les arnaques financières ?	Tout public	**Gratuit**	**AMF-UMOA,** BRVM, Formateurs, Associations
	Psychologie de l'investisseur	Investisseurs, Gestionnaires de portefeuille	**Payant**	**BRVM,** Formateurs privés, Associations
Modules de certification	Certification CISI UEMOA Titre	Gestionnaires de portefeuille	**Payant**	**AMF-UMOA**
	Certification GARP Financial Risk Manager	Gestionnaires de portefeuille	**Payant**	**AMF-UMOA**
	Certification en modélisation financière des marchés des capitaux	Gestionnaires de portefeuille	**Payant**	**AMF-UMOA**

Source : A partir des entretiens, juillet 2024

VII. 7. Plan de formation

Sur la base des thématiques identifiées, un plan de formation a été planifié en reprenant les modèles de formation, les thèmes, la durée de formation. En rappel sur l'ensemble des six (6) modules proposés, quatre sont destinés à tout public (Introduction à l'investissement en bourse, Education financière, les marchés de capitaux : une analyse différentielle, Analyse du marché financier) et deux (2) aux acteurs du marché financier. Le septième module est un ensemble de certifications destinés aux acteurs du marché financier. Le tableau ci-après présente le plan de formation.

Tableau 14: Plan de formation

Introduction à l'investissement en bourse

Code	Thème de formation	Participants	Durée	Périodicité	Lieux
IIB01	Organisation du marché financier régional de l'UMOA	Tout public	1 jour	Chaque mois	• Etablissement d'enseignement primaire et secondaire ; • Université, • Bourse des travailleurs, • Chambre de commerce, • Patronat
IIB02	Pourquoi investir à la bourse BRVM ?	Tout public	1 jour		
IIB03	Les produits financiers du marché financier régional de l'UMOA	Tout public	3 jours		
IIB04	Comment faut-il pour investir à la bourse BRVM ?	Tout public	3 jours		
IIB05	Que gagne-t-on à la BRVM ?	Tout public	1 jour		

Source : Auteur, 2024

Fonctionnement du marché financier

Code	Thème de formation	Participants	Durée	Périodicité	Lieux
FMF01	La réglementation du Marché financier régional	Acteurs institutionnels et commerciaux	3 jours	Une fois par an	Antenne BRVM, SGI
FMF02	Blanchiment des capitaux et financement du terrorisme	Acteurs institutionnels et commerciaux	3 jours		
FMF03	Gestion du portefeuille et des placements	Acteurs commerciaux, investisseurs,	3 jours		
FMF04	Gouvernance des SGI	Acteurs commerciaux, investisseurs,	3 jours		
FMF05	Gouvernance d'entreprise	Acteurs, commerciaux, Investisseurs, Chefs d'entreprises	3 jours		
FMF06	Infractions liées aux opérations boursières	Acteurs, commerciaux, Investisseurs, Chefs d'entreprises	3 jours		

Education financière

Code	Thème de formation	Participants	Durée	Périodicité	Lieux
EF01	Comment construire et gérer son budget personnel ?	Travailleurs, étudiants, élèves, commerçants, etc.	1 jours	Chaque trimestre	• Etablissements d'enseignement primaire ; • Université, • Bourse des travailleurs, • Chambre de commerce, • Patronat
EF02	Comment épargner et options d'épargne ?	Travailleurs, étudiants, élèves, commerçants, etc.	2 jours		
EF03	Cheminement pour gagner l'argent : emplois salariés ou auto emploi	Travailleurs, étudiants, élèves, commerçants, etc	3 jours		
EF04	Comment épargner et financer ses projets (éducation des enfants, immobilier grâce à la bourse)	Travailleurs, étudiants, élèves, commerçants, etc.	3 jours		
EF05	Comment préparer sa retraite grâce à la bourse ?	Fonctionnaire de l'Etat, travailleurs, organisation de syndicats	3 jours		
EF06	Epargne et investissement	Travailleurs, étudiants, élèves, commerçants, etc.	3jours		

Les marchés de capitaux : une analyse différentielle

Code	Thème de formation	Participants	Durée	Périodicité	Lieux
MC01	Les produits de la finance conventionnelle	Les investisseurs, Gestionnaires de portefeuilles, Travailleurs, étudiants, élèves, commerçants, etc.	3 jours	Chaque trimestre	• Etablissements d'enseignement primaire ; • Université, • Bourse des travailleurs, • SGI ; • Antennes BRVM • Chambre de commerce, • Patronat
MC02	Les produits et principes de la finance islamique	Les investisseurs, Gestionnaires de portefeuilles, Travailleurs, étudiants, élèves, commerçants, leaders religieux, etc.	3 jours		
MC03	Analyse comparative des produits de la finance conventionnelle vs produits boursiers	Les investisseurs, Gestionnaires de portefeuilles, Travailleurs, étudiants, élèves, commerçants, etc.	1 jours		
MC04	Analyse comparative des produits de la finance islamique vs produits boursiers	Les investisseurs, Gestionnaires de portefeuilles, Travailleurs, étudiants, élèves, commerçants, leaders religieux, etc.	3 jours		
MC05	L'adaptabilité des produits boursiers à la culture africaine (finance islamique, tontine, etc.)	Les investisseurs, Gestionnaires de portefeuilles, Travailleurs, étudiants, élèves, commerçants, leaders religieux, etc.	3 jours		

Analyse du marché financier

Code	Thème de formation	Participants	Durée	Périodicité	Lieux
AMF01	Lecture des informations financières du marché : plateformes des SGI, tableaux et graphiques, états financiers, etc.	Les investisseurs et Gestionnaires de portefeuilles	3 jours	Chaque trimestre	• SGI ; • Antennes BRVM ; • Chambre de commerce, • Patronat
AMF02	Evolution du marché financier régional	Investisseurs, et Sociétés cotées, Etats	3 jours		
AMF03	Suivi des règles d'admission et le maintien à la cote	Investisseurs, et Sociétés cotées, Etats	3 jours		
AMF04	Comment faire des analyses sur le marché financier régional	Investisseurs, gestionnaires de portefeuilles	3 jours		
AMF05	Facteurs influençant le cours d'une action	Investisseurs, Gestionnaires de portefeuille,	3 jours		
AMF06	Comment effectuer l'analyse fondamentale des entreprises cotées	Investisseurs, gestionnaires de portefeuille,	5 jours		
AMF07	Comment effectuer l'analyse technique des entreprises cotées	Investisseurs, gestionnaires de portefeuille,	5 jours		
AMF08	Comment réduire les risques de vos investissements boursiers ?	Investisseurs, gestionnaires de portefeuille,	3 jours		
AMF09	Gestion du capital et du risque sur la BRVM	Les commerciaux des SGI, SGO	5 jours		

Approches marketing et commerciales

Code	Thème de formation	Participants	Durée	Périodicité	Lieux
AMC01	Comment conquérir le marché	Les acteurs commerciaux	4 jours	Une fois par an	• Antenne BRVM • SGI
AMC02	Comment vendre les produits financiers	Les acteurs commerciaux	3 jours		
AMC03	Comment déterminer les bonnes opportunités d'investissement ;	Les acteurs commerciaux	3 jours		
AMC04	Les opportunités offertes par la BRVM aux PME	Les acteurs commerciaux, investisseurs individuels et institutionnels, Chefs d'entreprise	3 jours		
AMC05	Comment identifier les arnaques financières ?	Tout public	1 jours		
AMC06	Psychologie de l'investisseur	Investisseurs, Gestionnaires de portefeuille	2 jours		

Modules de certification

Code	Thème de formation	Participants	Durée	Périodicité	Lieux
MC01	Certification CISI UEMOA Titre	Gestionnaires de portefeuille	3 mois	Une fois par an	• Antenne BRVM SGI
MC02	Certification GARP Financial Risk Manager	Gestionnaires de portefeuille	3 mois		
MC03	Certification en modélisation financière des marchés des capitaux	Gestionnaires de portefeuille	3 mois		

CONCLUSION GENERALE

L'objectif principal de l'étude était de proposer des actions et des modules de formation /sensibilisation adaptés aux différentes cibles (public et acteurs du marché financier régional) dans la zone UMOA. Il s'est agi de (i) faire l'état des lieux du niveau de la culture boursière de la population cible, (ii) d'identifier les principaux freins à la culture boursière, (iii) de proposer des actions de sensibilisation du grand public, (iv) de proposer des modules de formation de groupes spécifiques assorti de manuel d'utilisation et (v) de définir un plan de formation.

La méthode utilisée est une approche scientifique et participative comprenant quatre (04) étapes : le démarrage de la mission avec la production du rapport de cadrage, la collecte des données primaires et secondaires, le traitement et l'analyse des données et la production du rapport. La phase de collecte des données a permis de collecter des données primaires et secondaires dans les huit pays de l'Union. La collecte des données primaires a été faite à travers une revue de littérature et les bases de données des institutions (UEMOA, BCEAO, Banque mondiale, etc.). Les données primaires ont été collectées à l'administration de guides d'entretien auprès des acteurs du marché et des personnes ressources. Il s'agit des (i) acteurs institutionnels (DC/BR, BRVM et les antennes nationales), (ii) intervenants commerciaux (SGI, SGO, SGP, démarcheurs et apporteurs d'affaires), (iii) associations des SGI et (iv) associations des investisseurs individuels.

Aussi, un questionnaire a été administré auprès des potentiels investisseurs individuels (537 investisseurs individuels et institutionnels au total).

Le traitement des données collectées ont permis d'analyser le contexte dans lequel évolue le marché financier, le niveau de l'inclusion financière, l'analyse de l'évolution du marché financier régional, le niveau de la culture boursière du marché financier ainsi que les freins à la culture boursière.

Des actions de vulgarisation de la culture boursière et des modules de formation selon les cibles ont été identifiés.

Les actions majeures à mettre en œuvre pour accroître le niveau de la culture boursière au sein de l'UMOA sont entre autres : le développement et la mise en œuvre des programmes d'éducation financière, la réalisation des campagnes de sensibilisation grand public, l'utilisation des médias, la réalisation des partenariats public-privé, la réalisation des actions de formation au profit des professionnels, l'amélioration de l'accessibilité aux marchés, le développement des fonds communs de placement, l'amélioration de la transparence et régulation du marché financier.

Les modules de formation à développer sont relatifs à : l'introduction à l'investissement en bourse, au fonctionnement du marché financier, à l'éducation financière, à l'analyse du marché financier, aux approches marketing et commerciales et à la certification des formations pour les professionnels.

Par ailleurs, la mise en œuvre des recommandations ci-après contribuerait à améliorer le niveau de la culture boursière au sein de l'espace UEMOA. Ces recommandations vont à l'endroit de tous les acteurs du marché boursier.

Autorité des Marchés Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine (AMF-UMOA)

- Rassurer les populations de l'existence d'une autorité de régulation du marché et l'existence de principes de bonne gouvernance requis pour les sociétés cotées dans le but d'obtenir des informations fiables sur la rentabilité de celles-ci ;

- Inclure des mesures visant à prévenir la fraude, à protéger les droits des investisseurs, et à garantir l'intégrité du marché financier régional ;
- Assurer une collaboration entre les acteurs du marché financier régional et les banques commerciales ; cela vise à améliorer l'orientation des investisseurs selon leur objectif d'investissement ;
- Mettre en place une stratégie et un plan d'actions commune de vulgarisation de la culture boursière afin d'améliorer le niveau d'efficacité des actions menées ;
- Assurer l'appui des acteurs institutionnels du marché aux acteurs commerciaux dans la mise en œuvre d'actions de communication orientées grand public (à travers des subventions) ;
- Veiller au respect des textes contraignant les acteurs commerciaux à l'affectation de 5% de leur chiffre d'affaires à la communication ;
- Introduire des programmes sur l'éducation financière et l'investissement en bourse dans le cursus scolaire et universitaire. Ces programmes scolaires pourront porter sur : l'épargne, la gestion d'un budget, les catégories de produits d'épargne, le fonctionnement des marchés financiers, les principes d'investissement, la gestion des risques, les bonnes pratiques financières, etc.
- Réaliser les actions de vulgarisation de la culture boursière en langues locales ;
- Inclure des messages visant à démystifier la bourse dans les actions de vulgarisation d'une part et de travailler à réduire les coûts à l'ouverture des comptes titres au sein des SGI ;
- Mener des actions de plaidoyer visant à amener les émetteurs potentiels, notamment les Etats et surtout le secteur privé, à recourir davantage aux instruments de la finance islamique ;
- Mener des actions de lobbying vis-à-vis des autres Organes Communautaires en renforcement aux actions de la BRVM pour la mise en place de mesures fiscales incitatives pour les sociétés cotées, en particulier les PME.

Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM)

- Rendre accessible les informations sur les produits financiers (cours de l'action, variation journalière, évolution prévisionnelle dans le court, moyen et long terme, etc.).
- Mettre en place une plateforme de comparaison d'offres accessible aux populations afin d'accroître la prise de décision d'investir en bourse ;

- Mettre en place des mesures fiscales incitatives pour attirer plus d'entreprises sur le marché boursier, en particulier les entreprises des secteurs exportateurs (secteurs minier et agricole), pourraient contribuer à augmenter le nombre de sociétés cotées et partant l'attractivité de la BRVM ;
- Poursuivre la mise en place de programme d'accompagnement des PME comme le programme ELITE BRVM Lounge
- Assurer l'implication des Etats membres dans la mise en œuvre des textes sur la privatisation des sociétés d'Etat ;
- Réorganiser la communication à travers la diversification des canaux utilisés, des messages diffusés et les langues dans lesquelles les messages sont transmis ;
- Réaliser des actions de formation sur la finance islamique contribuerait à améliorer le niveau d'investissement des musulmans pour les titres financiers respectant les trois principes de la finance islamique ;
- Mettre fin aux mauvais préjugés sur la bourse aussi bien dans les milieux urbains que ruraux en veillant à la réduction des cas d'arnaques et en accentuant l'éducation financière.

Les intervenants commerciaux (SGI, SGO, SGP, etc.)

- Rendre accessible les informations sur les produits financiers (cours de l'action, variation journalière, évolution prévisionnelle dans le court, moyen et long terme, etc.)
- Mettre en place une plateforme de comparaison des offres commerciales des acteurs commerciaux en mettant en contribution des différentes associations professionnelles existantes.

BIBLIOGRAPHIE

ASLAM, F., KANG, H.-G., MOHTI, W., RAFIQUE, A., & SALMAN, A. (2018). THE IMPACT OF TERRORISM ON FINANCIAL MARKETS: EVIDENCE FROM ASIA. *The Singapore Economic Review*.

Bandura, A. (1986). Fearful expectations and avoidant actions as coeffects of perceived selfinefficacy. *American Psychologist, 41*(12), 1389-1391.

Bayala, B. A. (2002). *La Bourse Régionale des Valeurs Mobilière en Afrique de l'Ouest l'introduction en bourse : pourquoi et pourquoi pas ? les sociétés et les investisseurs.* University of Groningen.

Bonaparte, Y., & Kumar, A. (2013). Political activism, information costs, and stock market participation. *Journal of Financial Economics*, 760-786.

Demers, E., & Lewellen, K. (2003). The Marketing Role of IPOs: Evidence from Internet Stocks. *Journal of Financial Economics, 68*(3), 413-437.

Desroches, J., & Jog, V. (1989). Les effets du financement public sur les entrepreneurs et leurs entreprises : le cas des PME du Québec. *Revue internationale P.M.E. : économie et gestion de la petite et moyenne entreprise, 2*(1), 19-37.

Djeukui, C. C. (2021). *Profil du dirigeant et introduction en Bourse au Cameroun : Lectures théoriques et enjeux pratiques.* Université de Ngaoundéré, Cameroun; Journal of Academic Finance.

G.P.L.Domingo, Durendez, A., & Marino, T. (2011). A strategic decision for growth, financing and survival of small and medium family businesses: Going public in an Alternative Stock Market (MAB). *Economics and Finance Review, 1*(8), 31- 42.

Hellström, J., Zetterdahl, E., & Hanes, N. (2013). *Loved ones matter: Family effects and stock market participation.*

Jacquillat, B. (1994). *L'introduction en bourse, Que sais-je?* PUF 2° édition .

Kaustia, M., Conlin, A., & Luotonen, N. (2023). What drives stock market participation? The role of institutional, traditional, and behavioral factors. *Journal of Banking and Finance*.

Kwabi, F. O., Adegbite, E., Ezeani, E., Wonu, C., & Mumbi, H. (2022). Political uncertainty and stock market liquidity, size, and transaction cost: The role of institutional quality. *International Journal of Finance & Economics*.

Lafuente, A., & Salas, V. (1989). Types of Entrepreneurs and Firms: the case of new Spanish Firms. *Strategic Management Journal, 10*.

Leland, H., & Pyle, D. (1977). Informational asymmetries, financial structure, and financial intermediation. *Journal of Finance*, 371–387.

Markoulis, S., & Katsikides, S. (2018). The Effect of Terrorism on Stock Markets: Evidence from the 21st Century. *Terrorism and Political Violence*.

Meoli, M., Migliorati, K., S.Paleari, & Vismara, S. (2012). The Cost of Going Public: A European Perspective. *International Journal of Economics and Management Engineering, 2*(2), 1-10.

Modigliani, & Miller. (1963). Corporate Income Taxes and the cost of capital: a correction. *American Economic Review, 53*(3), 433-444.

Myers, S., & Majluf, N. (1984). Corporate financing and investment decisions when firms have information that investors do not have. *Journal of Financial Economics,* 187-221.

Nair, P., Shiva, A., Yadav, N., & Tandon, P. (2022). Determinants of mobile apps adoption by retail investors for online trading in emerging financial markets, Benchmarking: An International Journal.

Nathanael, A., & Nainggolan, Y. A. (2022). The Effect of Interactive Social Media Platforms on Stock Market Participation During the COVID-19 Pandemic in Indonesia: Case Study in the Java Island. *International Journal of Business and Technology Management*, 104-115.

Nyakurukwa, K., & Seetharam, Y. (2022). Household stock market participation in South Africa: the role of financial literacy and social interactions. *Review of Behavioral Finance*.

Ritter, J. (1987). The costs of going public . *Journal of Financial Economics,* 260-781.

Roëll, A. (1996). The decision to go public: an overview. *European Economic Review*, 1071- 1081.

Smith, N. R. (1967). The Entrepreneur and His Firm : The Relationship between Type of Man and type of company. *Bureau of Business Research, East Lansing, Michigan State of University Press*.

Stoughton, N., Wong, K., & Zechner, J. (2001). IPOs and Product Quality. *Journal of Business, 74.*

Zingales, L. (1995). Insider Ownership and the decision to go public. *Review of Economics Studies, 62,* 425-448.

OECD/INFE (2023). Enquête internationale sur la culture financière des adultes.

ANNEXE

Calendrier de passage des consultants pour les entretiens

N°	Pays	Calendrier de passage	Equipe de consultants
1	**Burkina Faso**	Du 13 mai au 31 mai 2024	Pr Romuald KINDA, Dr GOUMBRI Jean De Dieu, Mme SOUBEIGA Marie Thérèse et Mr OUEDRAOGO Alassane, Dr DA Dakpoulé
2	**Côte d'Ivoire**	Du 05 juin au 09 juin 2024	Pr Romuald KINDA et Dr GOUMBRI Jean De Dieu
3	**Sénégal**	Du 10 juin au 12 juin 2024	Pr Romuald KINDA et Dr GOUMBRI Jean De Dieu
4	**Togo**	Du 13 juin au 16 juin 2024	Dr GOUMBRI Jean De Dieu et Mme SOUBEIGA Marie Thérèse
5	**Bénin**	Du 13 juin au 16 juin 2024	Pr Romuald KINDA et Mr OUEDRAOGO Alassane
6	**Niger**	Du 17 juin au 19 juin 2024	Dr GOUMBRI Jean De Dieu et Mme SOUBEIGA Marie Thérèse
7	**Mali**	Du 17 juin au 20 juin 2024	Pr Romuald KINDA et Mr OUEDRAOGO Alassane
8	**Guinée Bissau**	Du 20 juin au 25 juin 2024	Dr GOUMBRI Jean De Dieu et Mme SOUBEIGA Marie Thérèse

Liste des acteurs rencontrés

Nom & Prénom	Structure	Pays
Les intervenants institutionnels (BRVM, DCBR, AMF-UMOA, etc.)		
Davy SOUBEIGA	**BRVM**	Burkina Faso
Moumini OEUDRAOGO	AASCCOT-BRVM-BF	Burkina Faso
Philippe BRIZOUA K.	**BRVM**	Côte d'Ivoire
Kocou Fabrice CODJO	DCBR	Côte d'Ivoire
Guimba SYLLA	DCBR	Côte d'Ivoire
Birahim DIOUF	DCBR	Côte d'Ivoire
Ali Mahamane KANDA	**BRVM**	Niger
Bertrand BODET	**BRVM**	Togo
Oumar DEME	**BRVM**	Sénégal

TOSSAVI Simon Miguel	**BRVM**	Bénin
Pauline ATIOUKPE	**BRVM**	Bénin
	BRVM	Mali
Eng.Mama Samba Embalo	Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et de Service (BRVM)	Guinée-Bissau
JOSE ANTONIO MENDES TAVARES	Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et de Service (BRVM)	Guinée-Bissau
GOMEZ	Représentant de la BRVM	Guinée-Bissau
Les intervenants commerciaux (SGI, SGO, OPPCVM, et.)		
Fancho Hermann TRAORÉ	Coris Bourse	Burkina Faso
Lionel OUEDRAGO	SBIF	Burkina Faso
Jean Apollinaire R. SALLO	AFRICAM	Burkina Faso
Aziz TRAORE	SA2IF	Burkina Faso
Clément COMBARY	SGI	Burkina Faso
Aichat DIARASSOUBA	BICICI Bourse	Côte d'Ivoire
Diakaridja KONE	BICI BOURSE	Côte d'Ivoire
Alhassane SYLLA	ATLANTIQUE FINANCE	Côte d'Ivoire
Hans SEKA	ATLANTIQUE FINANCE	Côte d'Ivoire
Ahmet Fall/IMPAXIS	Impaxis securities	Sénégal
Ousmane NDIAYE	Impaxis securities	Sénégal
Djibrilla BEIDARI TOURE	SGI du Niger	Niger
Komi N. ABODA	SGI de Togo	Togo
Ndeye Khady DIACK	CGF BOURSE	Sénégal
Mamadou Lamine SIDIBE	SGI du Mali sa	Mali
Korotoumou SANOGO	Société de Gestion OPCVM	Mali
Martial C. KPASSE	SGI du Bénin S.A.	Bénin
ALLADAYE F. Jeannette	SGI du Bénin S.A.	Bénin
Malick Amadou	Africaine de Gestion d'Actifs	Bénin
Blaise WLTECHE	AGI	Bénin
Roger AKAKPO	Saphir Asset Management S. A	Bénin
Malika H. ZOUMAROU	Saphir Asset Management S. A	Bénin
Abdoul-Manaph DARA	BIIC Financial Services	Bénin
Didier AYIBATIN	BIIC Financial Services	Bénin
Ibrahim H TOURE	Global Capital	Mali
Formateur		
Yaya SIBALO	Formateur	Burkina Faso
Boukari BANCE	Formateur	Burkina Faso
Brice KOUAO	Formateur (Ecole de la Bourse)	Cote d'Ivoire
SOUROU Apap	Formateur	Benin
DIAGNE Mamadou	Formateur, blogger	Sénégal
Les sociétés cotées et société ELITE BRVM		
Mr FOROGO	Coris Bank International	Burkina Faso
Thierry SIMPORE	BBS Holding	Burkina Faso

Dr.TAMBOURA Hassan		Togo
BOUBACAR ALI Salamatou	Bank Of Africa-Niger	Niger
Karamogo BAMBA Noe BOSSOU, Amadou TRAORE, Cheickna Adam SOW, Gnagna TEMBELYe, Dramé Ndeye Marie DIARRA, Helene DAKOUO	Bank Of Africa-Mali	Mali
Oudiari DIAWARA	SODIGAZ	Mali
Didier CARMEILLE	YESHI GROUP	Côte d'Ivoire
Ben Auguste AZAGOH-KOUADIO	YESHI GROUP	Côte d'Ivoire
DRAME TOURE Mamadou	NUMHERIT	Sénégal
Marc EDEY	ATC-Industrie de Bois S.A.	Bénin
Les personnes ressources		
Leopold T. OUEDRAOGO	Consultant	Burkina Faso
Briand IDOSSOU	RichBourse	Burkina Faso
N'GORAN Felix	Investisseur individuel	Côte d'Ivoire
OUAMDAOGO	Investisseur individuel	Burkina Faso

Liste des enquêteurs et superviseurs

Nom et Prénom (s)	Pays d'intervention
SUPERVISEURS (2 pays par superviseur)	
Dr DA Dakpoulé	Côte d'Ivoire Niger
OUEDRAOGO Alassane	Bénin Mali
SOUBEIGA Marie Thérèse	Togo Guinée Bissau
OUATTARA Issouf	Burkina Faso Sénégal
Enquêteurs (2 enquêteurs par pays)	
BALIMA Ange	Burkina Faso
ZONG-NABA Madeleine	Burkina Faso
OUATTARA Adama	Côte d'Ivoire
KRAH Michel	Côte d'Ivoire

SAVADOGO Samiratou Mariam	Sénégal
TRAORE Zenaib Inna	Sénégal
SIBITE Olivier Yemdouyabe	Togo
GBATI DJERI N'gname	Togo
KOTIN Ange	Bénin
SAIZONOU Ruddy	Bénin
DIARRA Etienne	Mali
Dr Ibrahim Ag ELMOCTAR	Mali
IBRAHIM Maïtagoua Abdoul Kader	Niger
Issa Gounda Samaila	Niger
DIASSO Azara	Guinée Bissau
BANAO Yaya Noel	Guinée Bissau

Questionnaires

Définition d'une approche pertinente pour la vulgarisation de la culture boursière sur le marché financier régional de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) »

Cet entretien est réalisé dans le cadre de la définition d'une approche pertinente pour la vulgarisation de la culture boursière sur le marché financier régional de l'UMOA ». Il ne vous prendra que quelques minutes. Toutes les données collectées resteront strictement confidentielles et nous vous remercions de votre franche collaboration

RENSEIGNEMENTS SUR LA COLLECTE

Pays enquêté

Benin ☐ Burkina Faso ☐ Cote d'Ivoire ☐ Guinée Bissau

Mali ☐ Niger ☐ Senegal ☐ Togo ☐ Reste du monde ☐

Reste du monde (autres pays) à préciser :

SUPERVISEURS

OUATTARA Issouf ☐ OUEDRAOGO Alassane ☐ Dr DA Dakpoulé ☐ SOUBEIGA Marie Thérèse ☐

ENQUÊTEUR :

DATE D'ENQUÊTE :

I. IDENTITE DE L'INTERVIEWE

1. SEXE : Homme ☐ **Femme** ☐

2. Age : Moins de 20 ans ☐ Entre 20 et 30 ans ☐ Entre 30 et 40 ans ☐

Entre 40 et 50 ans ☐ Plus de 50 ans ☐

3. Quel est votre pays de résidence ?

Bénin ☐ Burkina Faso ☐ Côte d'Ivoire ☐ Guinée Bissau ☐

Mali ☐ Niger ☐ Senegal ☐ Togo ☐ Reste du monde ☐

4. Niveau d'étude ?

1-Non scolarisé ☐ 2-Primaire ☐ 3-Post Primaire ☐ 4-Secondaire ☐ 5-Supérieur ☐

5. Quel est votre profil professionnel ?

Étudiants ☐ Professions libérales ☐ Personnel administratif et assimilé ☐

Personnel commercial et vendeur ☐ Ouvrier -Artisan ☐ Agriculteur-Éleveur-Pêcheur-☐ Chasseur Chômeur ☐

6. Quel est le montant mensuel de vos revenus : (en FCFA) ?

Moins de 150 000 ☐ Entre 150 000 et 300 000 ☐ Entre 500 000 et 1000 000 ☐ Plus 1000 000 ☐

7. Est-ce que vous épargnez ? Oui ☐ ***Non*** ☐

8. Que représente la part de votre épargne sur votre revenu total (en %) ?

Moins de 10% ☐ Entre 10 et 20% ☐ Entre 20% et 40% ☐

Entre 40 et 60% ☐ Plus de 60% ☐

II. Niveau de connaissance du marché boursier et des produits financiers (investisseurs)

9. Connaissez-vous la Bourse Régionale des Valeurs Mobilière (BRVM) ?

Oui ☐ Non ☐

10 Pour vous la Bourse est :

Un moyen d'enrichissement	
Un moyen de financement de l'économie	
Un moyen de participer au développement économique de nos pays	
Une arnaque	
Autre (à préciser)	

Autre (à préciser)

11. Connaissez-vous les acteurs du marché financier régional ?

Autorité des Marchés Financier de l'UMOA (AMF-UMOA, ex CREPMF)	
Dépositaire Central/Banque de Règlement	
Société de Gestion et d'Intermédiation / Société de Gestion de Patrimoine	
Apporteurs d'affaires	
Autre (à préciser)	
Aucun	

12. Avez-vous déjà effectué des placements Boursiers (BRVM) ?

Oui ☐ Non ☐

13. Si non, pourquoi ?

……
……

14. Si non, avez-vous déjà pensé à investir à la bourse ?

Oui ☐ Non ☐

15. Dans quels secteurs d'activité investissez-vous actuellement ?

Titres financiers (actions, obligations) ☐ Epargne bancaire ☐ Entreprise / Commerce ☐

L'immobilier (Terrain, Construction) ☐ Assurance-vie ☐ Cryptomonnaie ☐

Autre :……

16. Si oui, quelles sont les principales motivations qui vous ont incité à investir à la bourse ?

Générer les revenus	
Diversifier vos avoirs financiers	
Préparer financièrement votre retraite	
Financer un projet précis (scolarité des enfants, achat immobilier, voyage, etc.)	
Curiosité	
Autres motivations	

Si autre, préciser

……

……

17. Quels sont les produits boursiers que vous détenez ?

Actions	
Obligations	
Les bons de trésor	
OPCVM Carte prépayée (non liée directement à un compte en banque)	
Crypto-monnaie ou Cryptoactifs	
Autres produits	
Aucun de ces produits	

18. A combien estimez-vous votre patrimoine boursier actuellement ?

- Moins de 500 000 francs CFA
- Entre 500 000 francs CFA et 1000 000 francs CFA
- Entre 1 000 000 francs CFA et 5 000 000 francs CFA
- Plus 10 000 000 francs CFA

19. Comment avez-vous fait votre choix ?

J'ai comparé plusieurs offres de différents organismes avant de prendre ma décision	
J'ai comparé plusieurs offres d'un même organisme	
J'ai cherché d'autres offres comparables mais je n'ai rien trouvé	
Je n'ai pas fait de comparaison d'offres	
Autres	
Ne sait pas	

20. Laquelle / lesquelles de ces sources d'information vous ont permis de prendre votre décision ?

La recommandation d'amis, de la famille ou de connaissances	
La recommandation d'un conseiller financier	
Médias classiques (radio, télé, presse écrite)	
Réseaux sociaux	
Presse en ligne	
Aucune de ces sources d'information	

21. Quelles sont les principales raisons qui vous découragent d'investir à la bourse ?

Le manque de capital (argent) pour investir ☐ Le manque de notion sur la bourse ☐

La peur du risque ☐ La faible liquidité des actifs (difficulté à acheter et vendre rapidement) ☐

La faible rentabilité des actifs (environ 9% maxi) ☐ La difficulté à gérer son compte ☐

Autres à compléter ☐

……...……..

……..

- **Test de connaissance**

22. Si le taux d'inflation est de 5 % et que le taux d'intérêt versé sur vos épargnes est de 3 %, pensez-vous gagner dans cette situation ?

Oui ☐ Non ☐ Ne sais pas ☐

23. En général, quand un investisseur répartit son capital sur différents placements financiers, le risque de perdre l'argent ?

Augmente	
Ne change pas	
Diminue	

24. Acheter une obligation d'une société me permettra de détenir...

Une part de son capital	
Un droit de vote	
Un titre de créance	
Un droit sur les actionnaires	

25. Quel est le risque principal d'un placement ?

Perdre une partie de son argent	
Gagner de l'argent	
Payer des impôts	
Devoir changer de banque	

ATTITUDES ET COMPORTEMENT

26. Quels sont les facteurs d'aide à la décision en matière de placements boursiers ?

Les rentabilités des produits	
Les risques des produits	
La liquidité / l'horizon de placement	
Les frais des produits	
Les arnaques	
Autres facteurs (préciser)	

27. Avant d'effectuer un placement en bourse, prenez-vous le temps de :

Rechercher de l'information sur les produits	
Prendre conseil auprès des conseillers financiers auprès des SGI, SGO Prendre des conseils auprès des amis, connaissances Prendre conseil dans les réseaux sociaux (Facebook, WhatsApp)	
Autres	

28. Personnellement, vous orientez-vous plutôt vers les placements ?

Qui rapportent peu avec un faible risque	
Qui rapportent modérément avec un risque modéré	
Qui rapportent beaucoup avec un risque élevé	
Qui rapportent énormément avec un risque très élevé	

29. Pour chaque affirmation suivante, indiquez si cela vous concerne ?

Intitulés	**Toujours**	**Souvent**	**Rarement**	**Jamais**

Avant d'acheter un produit financier en ligne, je vérifie si le fournisseur est assujetti à une réglementation dans mon pays				
Je partage publiquement en ligne des informations sur ma situation financière (sur les médias sociaux, par exemple)				
Je partage les mots de passe et les identifiants de mon compte titre avec mes amis proches				

30. Quelles actions avez-vous (personnellement) prises pour investir en bourse ?

Epargner	
Réduire certaines dépenses	
Recherche de revenu complémentaire	
Recourir à une possibilité de crédit	
Autre action (à préciser)	

LES PRINCIPAUX FREINS A LA CULTURE BOURSIERE

31. Selon vous, lesquels des facteurs suivants affectent la culture boursière ?

☐teurs économiques ☐ Facteurs socio-culturels/familiaux ☐ Facteurs technologiques
☐ Facteurs politiques ☐ Facteurs organisationnels/institutionnels ☐ facteurs psychologiques

32. Selon vous, à quel degré les facteurs économiques affectent la culture boursière ?

Faible ☐ Moyen ☐ Fort ☐

33. Selon vous, à quel degré les facteurs socio-culturels affectent la culture boursière ?

Faible ☐ Moyen ☐ Fort ☐

34. Selon vous, à quel degré les facteurs politiques affectent-ils la culture boursière ?

Faible ☐ Moyen ☐ Fort ☐

35. Selon vous, à quel degré les facteurs organisationnels/institutionnels affectent la culture boursière ?

Faible ☐ Moyen ☐ Fort ☐

36. Selon vous quels sont les principaux facteurs économiques qui affectent la culture boursière ?

Revenu (faiblesse) ☐ taux de rendement (faiblesse) ☐ l'inflation rentabilité des actifs ☐
Notation des agences de notation ☐ Faible nombre d'entreprises cotées ☐
Liquidité des actifs financiers (facilité à acheter et vendre) ☐ Autres ☐

37. Selon vous quels sont les principaux facteurs socio-culturels qui affectent la culture boursière ?

Religion ☐ Niveau d'instruction ☐ Nécessité d'être expert en bourse ☐
Milieu de résidence (rural, urbain) ☐ Discrétion ☐ Autres ☐

38. Selon vous quels sont les principaux facteurs Politiques qui affectent la culture boursière ?

- Instabilités politiques/institutionnelles
- Insécurité
- Mauvaise gouvernance
- Climat des affaires

39. Selon vous quels sont les principaux facteurs organisationnels/institutionnels qui affectent la culture boursière ?

- Manque de confiance à la bourse,
- Manque de confiance aux entreprise (fiabilité des chiffres liée à la rentabilité)
- Irrégularité des publications des résultats des entreprises cotées
- Présence des arnaques (trading, 5M, LIEPLIMAL)
- Disponibilité de l'information boursière
- Autres

ACTIONS DE SENSIBILISATION DU GRAND PUBLIC

40. Selon vous quelles sont les trois (3) principales actions à entreprendre afin d'accroître la sensibilisation du grand public sur la culture boursière ?

- Action 1
- Action 2
- Action 3

41. Selon vous quels sont les acteurs qui interviendront dans la mise en œuvre de ces actions ?

- Acteur 1
- Acteur 2
- Acteur 3

42. Quels sont les principaux canaux de communication appropriés pour la mise en œuvre de ces actions ?

- Spot Radiophonique
- Emissions Télé
- Emissions interactives
- Annonces presse écrite
- Annonce presses en ligne
- Sites web des structures officielles (AMF-UMOA, BRVM, SGI, etc.)
- Réseaux sociaux (Facebook ; whatsApp, Tik-Tok, Tweeter, Instagram, youtube)
- Supports de communication (Flyers, Banderoles, affichettes, Affichage public)
- Autre, à préciser

43. Quels sont les principaux facteurs favorables à la mise en place des activités de sensibilisations du grand public ?

- Facteur 1
- Facteur 2
- Facteur 3
- Facteur 4
- Facteur 5

44. Quels sont les principales contraintes à la mise en place des activités de sensibilisations du grand public ?

Contrainte 1

Contrainte 2

Contrainte 3

RENFORCEMENT DE CAPACITÉS DES ACTEURS

45. Avez-vous déjà reçu une formation sur l'investissement en bourse ?

Oui ☐ Non ☐

46. Si oui, quelle était la structure formatrice ?

……
……..

47. Si oui quel était le thème de la formation ?

……
……..

48. Quel a été la durée de la formation ?

1 jour ☐ Entre 1 et 3 jours ☐ Une semaine ☐ Plus d'une semaine ☐

49. Souhaitez-vous recevoir une formation sur l'investissement à la bourse BRVM ?

Oui ☐ Non ☐

50. Avez-vous reçu un renforcement des capacités (formation) avant d'ouvrir un compte titre ou investir à la bourse ?

Oui ☐ Non ☐

51. Pensez-vous utile de renforcer les connaissances sur l'investissement en bourse ?

Oui ☐ Non ☐

52. Quels sont vos besoins en formation sur l'investissement en bourse ?

- Introduction en bourse
- Comment investir en bourse ?
- Que gagne-t-on en investissant en bourse ?
- Les risques d'investir en bourse
- Autre module (à préciser)

53. Quels sont vos besoins de formation sur l'éducation financière

- Identification des problèmes de gestion d'argent,
- Comment établir un budget,
- Comment effectuer des dépenses intelligentes,
- Comment économiser de façon intelligente

Définition d'une approche pertinente pour la vulgarisation de la culture boursière sur le marché financier régional de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) »

Cet entretien est réalisé dans le cadre de la définition d'une approche pertinente pour la vulgarisation de la culture boursière sur le marché financier régional de l'UMOA ». Il ne vous prendra que quelques minutes. Toutes les données collectées resteront strictement confidentielles et nous vous remercions de votre franche collaboration

- **Aux investisseurs institutionnels**

I. IDENTITE

- Raison sociale (société) : ……
- Nom et prénom de l'interviewé : …….
- Téléphone de l'interviewé : ……..…….
- E-mail de l'interviewé : ……
- Fonction de l'interviewé : ……
- Pays : ……

II. Niveau de connaissance du marché boursier et des produits financiers (investisseurs)

1. Avez-vous déjà effectué des placements Boursiers (BRVM) ?

Oui ☐ Non ☐

13. Si non, pourquoi ?

……
……

2. Si non, avez-vous déjà pensé à investir à la bourse ?

Oui ☐ Non ☐

3. Dans quels secteurs d'activité investissez-vous actuellement ?

Titres financiers (actions, obligations) ☐ Epargne bancaire ☐ Entreprise / Commerce ☐

L'immobilier (Terrain, Construction) ☐ Assurance-vie ☐ Cryptomonnaie ☐

Autre :……

4. Si oui, quelles sont les principales motivations qui vous ont incité à investir à la bourse ?

Générer les revenus	
Diversifier vos avoirs financiers	
Préparer financièrement votre retraite	
Financer un projet précis (scolarité des enfants, achat immobilier, voyage, etc.)	
Curiosité	
Autres motivations	

5. Si autre, préciser

……

……

6. Quels sont les produits boursiers que vous détenez ?

Actions	

Obligations	
Les bons de trésor	
OPCVM Carte prépayée (non liée directement à un compte en banque)	
Crypto-monnaie ou Cryptoactifs	
Autres produits	
Aucun de ces produits	

7. A combien estimez-vous votre patrimoine boursier actuellement ?

- Moins de 500 000 francs CFA
- Entre 500 000 francs CFA et 1000 000 francs CFA
- Entre 1 000 000 francs CFA et 5 000 000 francs CFA
- Plus 10 000 000 francs CFA

8. Comment avez-vous fait votre choix ?

J'ai comparé plusieurs offres de différents organismes avant de prendre ma décision	
J'ai comparé plusieurs offres d'un même organisme	
J'ai cherché d'autres offres comparables mais je n'ai rien trouvé	
Je n'ai pas fait de comparaison d'offres	
Autres	
Ne sait pas	

9. Laquelle / lesquelles de ces sources d'information vous ont permis de prendre votre décision ?

La recommandation d'amis, de la famille ou de connaissances	
La recommandation d'un conseiller financier	
Médias classiques (radio, télé, presse écrite)	
Réseaux sociaux	
Presse en ligne	
Aucune de ces sources d'information	

10. Quelles sont les principales raisons qui vous découragent d'investir à la bourse ?

Le manque de capital (argent) pour investir ☐ Le manque de notion sur la bourse ☐

La peur du risque ☐ La faible liquidité des actifs (difficulté à acheter et vendre rapidement) ☐

La faible rentabilité des actifs (environ 9% maxi) ☐ La difficulté à gérer son compte ☐

Autres à compléter ☐

……...……..

……..

ATTITUDES ET COMPORTEMENT

11. Quelles sont les facteurs d'aide à la décision en matière de placements boursiers ?

Les rentabilités des produits	
Les risques des produits	
La liquidité / l'horizon de placement	

Les frais des produits	
Les arnaques	
Autres facteurs (préciser)	

12. Avant d'effectuer un placement en bourse, prenez-vous le temps de :

Rechercher de l'information sur les produits	
Prendre conseil auprès des conseillers financiers auprès des SGI, SGO Prendre des conseils auprès des amis, connaissances Prendre conseil dans les réseaux sociaux (Facebook, WhatsApp)	
Autres	

13. Personnellement, vous orientez-vous plutôt vers les placements ?

Qui rapportent peu avec un faible risque	
Qui rapportent modérément avec un risque modéré	
Qui rapportent beaucoup avec un risque élevé	
Qui rapportent énormément avec un risque très élevé	

LES PRINCIPAUX FREINS À LA CULTURE BOURSIERE

14. Selon vous, lesquels des facteurs suivants affectent la culture boursière ?

☐teurs économiques ☐ Facteurs socio-culturels/familiaux ☐ Facteurs technologiques
☐acteurs politiques ☐ Facteurs organisationnels/institutionnels ☐ facteurs psychologiques

15. Selon vous, à quel degré les facteurs économiques affectent la culture boursière ?

Faible ☐ Moyen ☐ Fort ☐

16. Selon vous, à quel degré les facteurs socio-culturels affectent la culture boursière ?

Faible ☐ Moyen ☐ Fort ☐

17. Selon vous, à quel degré les facteurs politiques affectent-ils la culture boursière ?

Faible ☐ Moyen ☐ Fort ☐

18. Selon vous, à quel degré les facteurs organisationnels/institutionnels affectent la culture boursière ?

Faible ☐ Moyen ☐ Fort ☐

19. Selon vous quels sont les principaux facteurs économiques qui affectent la culture boursière ?

Revenu (faiblesse) ☐ taux de rendement (faiblesse) ☐ l'inflation rentabilité des actifs ☐
Notation des agences de notation ☐ Faible nombre d'entreprises cotées ☐
Liquidité des actifs financiers (facilité à acheter et vendre) ☐ Autres ☐

20. Selon vous quels sont les principaux facteurs socio-culturels qui affectent la culture boursière ?

Religion ☐ Niveau d'instruction ☐ Nécessité d'être expert en bourse ☐
Milieu de résidence (rural, urbain) ☐ Discrétion ☐ Autres ☐

21. Selon vous quels sont les principaux facteurs Politiques qui affectent la culture boursière ?

- Instabilités politiques/institutionnelles

22. Selon vous quels sont les principaux facteurs organisationnels/institutionnels qui affectent la culture boursière ?

- Manque de confiance à la bourse,
- Manque de confiance aux entreprise (fiabilité des chiffres liée à la rentabilité)
- Irrégularité des publications des résultats des entreprises cotées
- Présence des arnaques (trading, 5M, LIEPLIMAL)
- Disponibilité de l'information boursière
- Autres

ACTIONS DE SENSIBILISATION DU GRAND PUBLIC

23. Selon vous quelles sont les trois (3) principales actions à entreprendre afin d'accroître la sensibilisation du grand public sur la culture boursière ?

Action 1

Action 2

Action 3

24. Selon vous quels sont les acteurs qui interviendront dans la mise en œuvre de ces actions ?

Acteur 1

Acteur 2

Acteur 3

25. Quels sont les principaux canaux de communication appropriées pour la mise en oeuvre de ces actions ?

- Spot Radiophonique
- Emissions Telé
- Emissions interactives
- Annonces presse écrite
- Annonce presses en ligne
- Sites web des structures officielles (AMF-UMOA, BRVM, SGI, etc.)
- Réseaux sociaux (Facebook ; whatsApp, Tik-Tok, Twitter, Instagram, youtube)
- Supports de communication (Flyers, Banderoles, affichettes, Affichage public)
- Etc

26. Quel est selon vous la chronologie de mise en œuvre des actions prioritaires ?

27. Quels sont les principaux facteurs favorables à la mise en place des activités de sensibilisations du grand public ?

- Facteur 1
- Facteur 2
- Facteur 3
- Facteur 4
- Facteur 5

28. Quels sont les principales contraintes à la mise en place des activités de sensibilisations du grand public ?

Contrainte 1

Contrainte 2

Contrainte 3

RENFORCEMENT DE CAPACITÉS DES ACTEURS

29. Avez-vous déjà reçu une formation sur l'investissement en bourse ?

Oui ☐ Non ☐

30. Si oui quel était le thème de la formation ?

……
……..

31. Quel a été la durée de la formation ?

1 jour ☐ Entre 1 et 3 jours ☐ Une semaine ☐ Plus d'une semaine ☐

32. Souhaitez-vous recevoir une formation sur l'investissement à la bourse BRVM ?

Oui ☐ Non ☐

33. Avez-vous reçu un renforcement des capacités (formation) avant d'ouvrir un compte titre ou investir à la bourse ?

Oui ☐ Non ☐

34. Avez-vous intégré des modules sur l'investissement en bourse dans le plan de formation de votre structure ?

Oui ☐ Non ☐

35. Avez-vous intégré l'éducation financière dans le plan de formation de votre structure ?

Oui ☐ Non ☐

36. Pensez-vous utile de renforcer les connaissances de vos employés sur l'investissement en bourse ?

Oui ☐ Non ☐

37. Pensez-vous utile de renforcer les connaissances sur l'investissement en bourse ?

Oui ☐ Non ☐

38. Quels sont vos besoins en formation sur l'investissement en bourse ?

- Introduction en bourse
- Comment investir en bourse ?
- Que gagne-t-on en investissant en bourse ?
- Les risques d'investir en bourse
- Autre module (à préciser)

39. Quels sont vos besoins de formation sur l'éducation financière

- Identification des problèmes de gestion d'argent,
- Comment établir un budget,
- Comment effectuer des dépenses intelligentes,
- Comment économiser de façon intelligente

Guides d'entretien

Définition d'une approche pertinente pour la vulgarisation de la culture boursière sur le marché financier régional de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) »

Cet entretien est réalisé dans le cadre de la définition d'une approche pertinente pour la vulgarisation de la culture boursière sur le marché financier régional de l'UMOA ». Il ne vous prendra que quelques minutes. Toutes les données collectées resteront strictement confidentielles et nous vous remercions de votre franche collaboration

Aux antennes nationales de la BRVM

I. IDENTITE

Raison sociale (société) : ……

Nom et prénom de l'interviewé : …….

Téléphone de l'interviewé : ……..…….

E-mail de l'interviewé : ……

Fonction de l'interviewé : ……

Pays : ……

II. ETAT DES LIEUX DU NIVEAU DE CULTURE BOURSIERE DE LA POPULATION CIBLE

1. Globalement, quelle est votre appréciation sur le niveau de la culture boursière au sein de la population de l'espace UMOA ?

2. Quel est le niveau de connaissance du marché boursier et des produits financiers par la population ?

3. Quelle est votre appréciation des actions de renforcement des capacités existant ?

4. Quelle est votre appréciation de l'intérêt de la population d'acquérir les connaissances de base sur la bourse régionale ?

III. LES PRINCIPAUX FREINS A LA CULTURE BOURSIERE

5. Globalement, quels sont les freins à la culture boursière dans la zone UEMOA ?

6. Selon vous, lesquels des facteurs suivants affectent la culture boursière ?

- Facteurs économiques : revenu (faiblesse) ; taux de rendement (faiblesse) l'inflation ; rentabilité des actifs ; Notation des agences de notation ; Faible nombre d'entreprises cotées ; liquidité des actifs financiers (facilité à acheter et vendre)

- Facteurs socio-culturels/familiaux : niveau d'instruction ; nécessité d'être expert en bourse ; milieu de résidence (rural, urbain) ; discrétion

- Facteur religieux :
- Facteurs technologiques : accès à l'internet, aux médias en ligne, etc.
- Facteurs politiques : instabilité politique et institutionnelle
- Facteurs organisationnels/institutionnels : Manque de confiance à la bourse, manque de confiance aux entreprise (fiabilité des chiffres liée à la rentabilité) ; irrégularité des publications des résultats des entreprises cotées ; présence des arnaques (trading, 5M, LIEPLIMAL) ; disponibilité de l'information boursière.
- Facteurs psychologiques : Attitude des investisseurs face à l'argent (prise de risque ou non)

7. Spécifiquement au niveau des investisseurs individuels, quelles sont les principales raisons qui les découragent d'investir à la bourse ?

- Le manque de capital (argent) pour investir
- Le manque de notion sur la bourse
- La peur du risque
- La faible liquidité des actifs (difficulté à acheter et vendre rapidement)
- La faible rentabilité des actifs (environ 9% maxi)
- La difficulté à gérer son compte
- Autres à compléter par nous-même

IV. ACTIONS DE SENSIBILISATION DU GRAND PUBLIC

8. Quelles actions de sensibilisations que la BRVM anime au profit de la population (grand public) ?

9. Par quel canal, ces actions de renforcement de capacité sont exécutées ?

10. Quelles sont les outils de communication de la BRVM ?

11. Quelles sont les forces et les insuffisances de ces actions de sensibilisation ?

12. Quelles sont les actions majeures à entreprendre afin de d'accroitre la sensibilisation du grand public sur la culture boursière ?

13. Selon vous quels sont les acteurs qui interviendront dans la mise en œuvre de ces actions ?

14. Quels sont les principaux canaux de communication appropriées pour la mise en œuvre de ces actions ?

15. Quel est selon vous la chronologie de mise en œuvre des actions prioritaires ?

16. Quels sont les principaux facteurs favorables à la mise en place des activités de sensibilisations du grand public ?

17. Quels sont les principales contraintes à la mise en place des activités de sensibilisations du grand public ?

PROPOSITION DE MODULES DE FORMATION DE GROUPES SPECIFIQUES ASSORTI DE MANUEL D'UTILISATION

Module de formation déjà exécutés

18. Quelles sont les formations sur l'investissement en bourse que vous avez déjà réalisé au cours des cinq dernières années (2019-2023) ?

19. Quelles étaient le public cible (Entreprises, investisseurs institutionnels, investisseurs individuels, SGI) ?

20. Quels étaient les objectifs de ces formations ?

21. Les objectifs de ces actions étaient-ils alignés à ceux du marché financier régional ?

22. Quelles sont les forces de ces formations ?

23. Quelles sont les insuffisances de ces formations ?

24. Quels sont les besoins identifiés par les participants à ces formations ?

25. Ces formations ont-elles incité les participants à investir en bourse ?

Identification des besoins de renforcement des capacités

26. Quelles sont par catégorie d'acteurs (publics, acteurs, etc.), les besoins de renforcement de capacité des huit pays ?

27. Quels sont les critères de choix des bénéficiaires pour chaque type de formation qui seront élaboré ?

28. Quels sont les profils des formateurs appropriés pour répondre aux besoins des bénéficiaires en matière de vulgarisation de la culture boursière, pour chaque pays ?

29. Quels sont les besoins en renforcement de capacité à prendre en compte dans l'élaboration des modules de formation planifiés ?

Définition d'une approche pertinente pour la vulgarisation de la culture boursière sur le marché financier régional de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) »

Cet entretien est réalisé dans le cadre de la définition d'une approche pertinente pour la vulgarisation de la culture boursière sur le marché financier régional de l'UMOA ». Il ne vous prendra que quelques minutes. Toutes les données collectées resteront strictement confidentielles et nous vous remercions de votre franche collaboration

Aux SGI / SGO / SGP

I. IDENTITE

Raison sociale (société) : ……

Nom et prénom de l'interviewé : …….

Téléphone de l'interviewé : ……..…….

E-mail de l'interviewé : ……

Fonction de l'interviewé : ……

Pays : ……

II. ETAT DES LIEUX DU NIVEAU DE CULTURE BOURSIERE DE LA POPULATION CIBLE

1. Globalement, quelle est votre appréciation sur le niveau de la culture boursière au sein de la population de l'espace UMOA ?

2. Quel est le niveau de connaissance du marché boursier et des produits financiers par la population ?

3. Quelle est votre appréciation des actions de renforcement des capacités existant ?

4. Quelle est votre appréciation de l'intérêt de la population d'acquérir les connaissances de base sur la bourse régionale ?

III. LES PRINCIPAUX FREINS A LA CULTURE BOURSIERE

5. Globalement, quels sont les freins à la culture boursière dans la zone UEMOA ?

6. Selon vous, lesquels des facteurs suivants affectent la culture boursière ?

- Facteurs économiques : revenu (faiblesse) ; taux de rendement (faiblesse) l'inflation ; rentabilité des actifs ; Notation des agences de notation ; Faible nombre d'entreprises cotées ; liquidité des actifs financiers (facilité à acheter et vendre)
- Facteurs socio-culturels/familiaux : niveau d'instruction ; nécessité d'être expert en bourse ; milieu de résidence (rural, urbain) ; discrétion
- Facteur religieux :

- Facteurs technologiques : accès à l'internet, aux médias en ligne, etc.
- Facteurs politiques : instabilité politique et institutionnelle
- Facteurs organisationnels/institutionnels : Manque de confiance à la bourse, manque de confiance aux entreprise (fiabilité des chiffres liée à la rentabilité) ; irrégularité des publications des résultats des entreprises cotées ; présence des arnaques (trading, 5M, LIEPLIMAL) ; disponibilité de l'information boursière.
- Facteurs psychologiques : Attitude des investisseurs face à l'argent (prise de risque ou non)

7. Spécifiquement au niveau des investisseurs individuels, quelles sont les principales raisons qui les découragent d'investir à la bourse ?

- Le manque de capital (argent) pour investir
- Le manque de notion sur la bourse
- La peur du risque
- La faible liquidité des actifs (difficulté à acheter et vendre rapidement)
- La faible rentabilité des actifs (environ 9% maxi)
- La difficulté à gérer son compte
- Autres à compléter par nous-même

ATTITUDES ET COMPORTEMENT DES INVESTISSEURS

8. Quelles sont les facteurs d'aide à la décision en matière de placements boursiers ?

- Les rentabilités des produits
- Les risques des produits
- La liquidité / l'horizon de placement
- Les frais des produits
- Les arnaques
- Autres facteurs (préciser)

9. Avant d'effectuer un placement en bourse, est-ce que les investisseurs prennent le temps de :

- Rechercher de l'information sur les produits
- Prendre conseil auprès des conseillers financiers auprès des SGI, SGO
- Prendre des conseils auprès des amis, connaissances
- Prendre conseil dans les réseaux sociaux (Facebook, WhatsApp)

IV. ACTIONS DE SENSIBILISATION DU GRAND PUBLIC

10. Quelles actions de sensibilisations que votre Société anime au profit de la population (grand public) ?

11. Par quel canal, ces actions de renforcement de capacité sont exécutées ?

12. Quelles sont les outils de communication de votre société ?

13. Quelles sont les forces et les insuffisances de ces actions de sensibilisation ?

14. Quelles sont les actions majeures à entreprendre afin de d'accroitre la sensibilisation du grand public sur la culture boursière ?

15. Selon vous quels sont les acteurs qui interviendront dans la mise en œuvre de ces actions ?

16. Quels sont les principaux canaux de communication appropriées pour la mise en œuvre de ces actions ?

17. Quel est selon vous la chronologie de mise en œuvre des actions prioritaires ?

18. Quels sont les principaux facteurs favorables à la mise en place des activités de sensibilisations du grand public ?

19. Quels sont les principales contraintes à la mise en place des activités de sensibilisations du grand public ?

PROPOSITION DE MODULES DE FORMATION DE GROUPES SPECIFIQUES ASSORTI DE MANUEL D'UTILISATION

Module de formation déjà exécutés

20. Quelles sont les formations sur l'investissement en bourse que vous avez déjà réalisé au cours des cinq dernières années (2019-2023) ?

21. Quelles étaient le public cible (Entreprises, investisseurs institutionnels, investisseurs individuels, SGI) ?

22. Quels étaient les objectifs de ces formations ?

23. Les objectifs de ces actions étaient-ils alignés à ceux du marché financier régional ?

24. Quelles sont les forces de ces formations ?

25. Quelles sont les insuffisances de ces formations ?

26. Quels sont les besoins identifiés par les participants à ces formations ?

27. Ces formations ont-elles incité les participants à investir en bourse ?

Identification des besoins de renforcement des capacités

28. Avez-vous déjà bénéficiez de formations sur l'investissement en bourse (gestion de portefeuille) de la part de la BRVM ?

29. Quelles sont par catégorie d'acteurs (publics, SGI, SGO, SGP, acteurs, etc.), les besoins de renforcement de capacité des huit pays ?

30. Quels sont les critères de choix des bénéficiaires pour chaque type de formation qui seront élaboré ?

31. Quels sont les profils des formateurs appropriés pour répondre aux besoins des bénéficiaires en matière de vulgarisation de la culture boursière, pour chaque pays ?

32. Quels sont les besoins en renforcement de capacité à prendre en compte dans l'élaboration des modules de formation planifiés ?

Définition d'une approche pertinente pour la vulgarisation de la culture boursière sur le marché financier régional de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) »

Cet entretien est réalisé dans le cadre de la définition d'une approche pertinente pour la vulgarisation de la culture boursière sur le marché financier régional de l'UMOA ». Il ne vous prendra que quelques minutes. Toutes les données collectées resteront strictement confidentielles et nous vous remercions de votre franche collaboration

Aux Sociétés cotées

I. IDENTITE

Raison sociale (société) : ……

Nom et prénom de l'interviewé : …….

Téléphone de l'interviewé : ……..…….

E-mail de l'interviewé : ……

Fonction de l'interviewé : ……

Pays : ……

II. APPRECIATION DU NIVEAU DE FONCTIONNEMENT DE LA BRVM

1. Quelle est votre appréciation du fonctionnement du marché boursier régional (BRVM) ?

2. Quels sont les avantages pour votre société d'être cotée à la BRVM ?

3. Quels sont les insuffisances constatées ?

4. Quelles sont les actions d'amélioration pour un meilleur fonctionnement de la BRVM ?

III. ET*AT DES LIEUX DU NIVEAU DE CULTURE BOURSIERE DE LA POPULATION CIBLE*

5. Globalement, quelle est votre appréciation sur le niveau de la culture boursière au sein de la population de l'espace UMOA ?

6. Quel est le niveau de connaissance du marché boursier et des produits financiers par la population ?

7. Quelle est votre appréciation des actions de renforcement des capacités existant ?

8. Quelle est votre appréciation de l'intérêt de la population d'acquérir les connaissances de base sur la bourse régionale ?

IV. LES PRINCIPAUX FREINS A LA CULTURE BOURSIERE

9. Globalement, quels sont les freins à la culture boursière dans la zone UEMOA ?

10. Selon vous, lesquels des facteurs suivants affectent la culture boursière ?

- Facteurs économiques : revenu (faiblesse) ; taux de rendement (faiblesse) l'inflation ; rentabilité des actifs ; Notation des agences de notation ; Faible nombre d'entreprises cotées ; liquidité des actifs financiers (facilité à acheter et vendre)

- Facteurs socio-culturels/familiaux : niveau d'instruction ; nécessité d'être expert en bourse ; milieu de résidence (rural, urbain) ; discrétion
- Facteur religieux :
- Facteurs technologiques : accès à l'internet, aux médias en ligne, etc.
- Facteurs politiques : instabilité politique et institutionnelle
- Facteurs organisationnels/institutionnels : Manque de confiance à la bourse, manque de confiance aux entreprise (fiabilité des chiffres liée à la rentabilité) ; irrégularité des publications des résultats des entreprises cotées ; présence des arnaques (trading, 5M, LIEPLIMAL) ; disponibilité de l'information boursière.
- Facteurs psychologiques : Attitude des investisseurs face à l'argent (prise de risque ou non)

11. Spécifiquement au niveau des investisseurs individuels, quelles sont les principales raisons qui les découragent d'investir à la bourse ?

- Le manque de capital (argent) pour investir
- Le manque de notion sur la bourse
- La peur du risque
- La faible liquidité des actifs (difficulté à acheter et vendre rapidement)
- La faible rentabilité des actifs (environ 9% maxi)
- La difficulté à gérer son compte
- Autres à compléter par nous-même

V. PROPOSITION DE MODULES DE FORMATION DE GROUPES SPECIFIQUES ASSORTI DE MANUEL D'UTILISATION

Identification des besoins de renforcement des capacités

12. Avez-vous déjà bénéficiez de formations sur l'investissement en bourse (gestion de portefeuille) de la part de la BRVM ?

13. Quelle est votre appréciation des actions de formations effectuée par les antennes de la BRVM, SGI ou par les formateurs à titre privé ?

14. Quelles sont par catégorie d'acteurs (publics, Sociétés cotées, SGI, SGO, SGP, acteurs, etc.), les besoins de renforcement de capacité des huit pays ?

15. Quels sont les critères de choix des bénéficiaires pour chaque type de formation qui seront élaboré ?

16. Quels sont les profils des formateurs appropriés pour répondre aux besoins des bénéficiaires en matière de vulgarisation de la culture boursière, pour chaque pays ?

17. Quels sont les besoins en renforcement de capacité à prendre en compte dans l'élaboration des modules de formation planifiés ?

TABLE DES MATIERES

RESUME EXECUTIF 7
INTRODUCTION 11
I. METHODOLOGIE DE L'ETUDE 13
I.1 Rappel des objectifs et résultats attendus de l'étude 13
I.1.1. Objectif général 13
I.1.2. Objectifs spécifiques et résultats attendus 13
I.2 Démarche méthodologique 13
I.2.1. Préparation de la mission 13
I.2.2. Collecte et apurement des données 13
I.2.3. L'élaboration du rapport d'étape 16
I.2.4. Rédaction et la validation du rapport de l'étude 16
I.3. Difficultés rencontrées 17
II. ANALYSE DU CONTEXTE SOUS RÉGIONAL ET INTERNATIONAL 18
II.1. Contexte économique 18
II.1.1 Contexte économique au niveau mondial 18
II.1.2 Contexte économique au niveau de l'UMOA 19
II.1.2.1 Analyse de la croissance économique de l'UMOA 19
II.1.2.2 Analyse de l'évolution du commerce de l'UEMOA 20
II.1.2.3 Analyse du taux d'inflation dans la zone UMOA 21
II.1.2.4 Analyse de l'évolution des finances publiques 21
II.1.2.5 Situation de l'endettement 22
II.1.2.6 Analyse de l'évolution de l'inclusion financière des pays de l'UEMOA 22
II.1.2.7. Evolution du niveau global de l'inclusion financière dans L'UEMOA 25
II.1.2.8 Problématique de financement des MPME dans l'espace UEMOA 26
II.2. Contexte politique, institutionnelle et sécuritaire 27
II.3. Contexte socio culturelle et démographique 28
II.3.1 Évolution démographique 28
II.3.2. Evolution du taux de chômage dans l'espace UEMOA 29
III. PRÉSENTATION DU MARCHÉ FINANCIER RÉGIONAL (MFR) 31
III.1. Organisation du MFR 31
III.1.1 Les intervenants institutionnels 31
III.1.2 Les intervenants commerciaux 32

III.2 Les produits financiers du MFR 34
III.2.1 Le marché des actions 34
III.2.2 Le marché obligataire 35
III.2.3 Les Sociétés d'Investissement à Capital Variable (SICAV) 35
III.2.4. Les fonds communs de placement 35
III.3. Evolution du marché financier régional 36
III.3.1 Évolution des sociétés cotées 36
III.3.2 Entreprises admissibles au programme ELITE-BRVM 36
III.3.3 Évolution du marché boursier 36
III.3.4 Le marché régional des titres publics 37
IV. ETAT DES LIEUX DU NIVEAU DE LA CULTURE BOURSIÈRE DE LA POPULATION CIBLE 40
IV.1 *Culture et pratique d'investissement à la bourse BRVM* 40
IV.1.1. Situation des comptes titres 40
IV.1.2. Niveau d'investissement à la bourse BRVM 42
IV.1.2.1 Principales motivations d'investissements à la BRVM 43
IV.1.2.2 Niveau d'investissement en bourses des enquêtés selon qu'ils ont été formés ou non 43
IV.1.2.3 Investissement en bourse (placements boursiers) selon le profil professionnel 44
IV.1.2.4 Investissement en bourse (placements boursiers) selon le sexe 45
IV.1.2.5. Secteurs d'investissement des acteurs économiques 45
IV.1.2.6. Produits boursiers détenus 45
IV.1.2.7. Patrimoine boursier des enquêtés 46
IV.2 *Connaissances des institutions du marché financier régional* 46
IV.2.1. Connaissances de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) 46
IV.2.2. Connaissances des autres acteurs du marché financier régional 47
IV.2.3. Connaissances des concepts théoriques 48
IV.2.3.1. Appréciation de la définition de la bourse par les interviewés 48
IV.3 Attitudes et comportements 49
IV.3.1. Facteurs d'aide à la décision en matière de placements boursiers 49
IV.3.2. Comportement adopté par les investisseurs avant d'investir en bourse 50
IV.3.3. Orientation vers les placements 50
IV.3.4. Actions prises personnellement pour investir en bourse 50
IV.3.5. Méthode de choix 51

IV.3.6. Sources d'information ayant permis la prise de décision 51
IV.3.7. Principales raisons qui découragent l'investissement à la bourse.....52
V. PRINCIPAUX FREINS À LA CULTURE BOURSIÈRE 53
V.1. Les arguments théoriques 53
V.1.1. Les arguments théoriques de l'introduction des entreprises en bourse 53
V.1.2. Les arguments théoriques de la participation des individus.....54
V.2. Les principaux freins observés à la culture boursière.....55
V.2.1. Les facteurs d'environnement 55
V.2.2. Les facteurs socioéconomiques 58
VI. ACTIONS DE SENSIBILISATION GRAND PUBLIC 61
VI.1. Principales actions à entreprendre afin d'accroître la sensibilisation du grand public 61
sur la culture boursière.....61
VI.2. Acteurs qui interviendront dans la mise en œuvre de ces actions 63
VI.3. Principaux canaux de communication appropriés pour la mise en œuvre de ces actions.....63
VI.4. Facteurs favorables à la mise en place des activités de sensibilisations du grand public 64
VI.5. Principales contraintes à la mise en place des activités de sensibilisation du grand public 64
VII. IDENTIFICATION DE MODULES ET DE PLAN DE FORMATION.....66
VII.1. Niveau de formation sur l'investissement en bourse dans l'espace UEMOA 66
VII.2. Principales structures formatrices identifiées.....66
VII.3. Thèmes de la formation identifiés.....66
VII. 4. Durée de la formation.....67
VII.5. Besoins en renforcement de capacité des investisseurs 68
VII. 6. Modules de formation selon les cibles 69
VII. 7. Plan de formation 74
CONCLUSION GENERALE 79
BIBLIOGRAPHIE.....82
ANNEXE.....84